

no. 5 = 6 850/00



# M E R I D I E S

*revista de antropologia e de sociologia rural da Europa do sul*  
*revue d'anthropologie et de sociologie rurale de l'Europe du sud*

5/6 JANEIRO/DEZEMBRO 1987

## SUMÁRIO/SOMMAIRE

### APRESENTAÇÃO/AVANT-PROPOS

L'Italie comme terrain de recherche ..... 605

### ARTIGOS/ARTICLES

Stuart WOOLF (I.U.E., Florença)  
Gramsci e i Contadini  
nella storia moderna d'Italia— una nota ..... 611

Maurice AYMARD, (E.H.E.S.S., Paris)  
Interviewé par Lucia Carle  
La Sicile: Histoire récente et longue durée ..... 625

Lucia CARLE (I.U.E., Florença)  
L'opposition Nord-Sud et les exemples regionaux  
Pluralité et diversité des modes d'exploitation  
dans l'agriculture italienne ..... 635

Robert ROWLAND (I.S.C.T.E., Lisboa)  
Nella retroguardia del fascismo: conflitto ed  
integrazione in una comunità meridionale (1914-1927) ..... 653

Rossano PAZZAGLI (I.U. E., Florença)  
Agricoltura razionale e agricoltura nazionale.  
Proprietari e agronomi in Italia prima dell'unità ..... 699

Itria CALIA (Univ. de Sassari)  
Dinamiche e realtà dell'allevamento  
nella Sardegna settecentesca ..... 725

Serge COLLET (C.N.R.S., Paris)  
Le baron et le poisson— Féodalité  
et droit de la mer en Europe Occidentale ..... 749

RESUMO DOS ARTIGOS/RESUMES D'ARTICLES ..... 789

RECENSÕES/COMPTES-RENDUS DE LECTURES ..... 801



## **APRESENTAÇÃO/AVANT-PROPOS: L'ITALIE COMME TERRAIN DE RECHERCHE\***

"Gli italiani del Quattrocento si sentono diversi dagli altri popoli della cristianità, ma sono divisi in una serie di staterelli, di piccole Italie particolari, patrie vivaci, esclusivistiche, di tanto in tanto violente, come lo furono - ancora ieri - le nazioni europee, grandi soltanto per i miopi che le guardavano troppo da vicino. In effetti, l'Italia divisa, in quella modernità remota e prossima a noi, è un'immagine della recente storia che noi europei abbiamo finora vissuto e viviamo tuttavia. (...) La storia d'Italia appare, così, come una storia generale dell'Occidente preso nella globalità dei suoi rapporti, dei suoi retaggi, delle sue acquisizioni, ossia come una partecipazione a una comune ricchezza, in cui ognuno riceve qualcosa."<sup>1</sup>

Cette vision de Fernand Braudel, bon connaisseur de l'Italie, n'est pas seulement celle d'un historien. Elle donne une idée de l'attitude avec laquelle beaucoup de chercheurs étrangers ont approché le "terrain Italie".

C'est pourquoi nous avons voulu dans ce numéro donner une place importante aux non-Italiens, à côté de certains nationaux

---

\* Ce numéro a été réalisé par Lucia Carle, avec la collaboration d'Itria Calia, d'Anna Maria Lepore et de Roberta Shapiro

qui, selon la diversité de leur formation et de leurs expériences de recherche, proposent pour l'étude de la société italienne des démarches originales. En outre, vue la vocation de *Méridiens*, l'aspect "industriel" du pays a été volontairement laissé de côté.

Ce numéro a donc été conçu selon deux perspectives. En premier lieu, nous avons voulu considérer que la multiplicité des cas qu'offre l'Italie constitue une base pour l'étude et la comparaison entre eux d'une variété de modèles. C'est une des orientations que semblent privilégier les chercheurs européens, et plus particulièrement les anglo-saxons. En deuxième lieu, il nous a semblé que la diversité très particulière de la société et de l'histoire italiennes encourage à des analyses qui les dépassent et à des schémas explicatifs plus larges, d'ambition européenne. En effet, le parallèle peut être stimulant entre les processus d'intégration régionale qui caractérisent la formation de l'Etat italien, et la construction de l'Europe en tant que réalité politique.

Berceau d'une grande partie des racines culturelles communes aux pays d'Europe, symbole à la fois de sa misère, de sa décadence, de son génie et de sa grandeur, depuis toujours tendue vers l'Afrique et tenacement attachée à l'Europe, l'Italie demeure riche de surprises, inattendue. Que l'on pense à la grandeur de la Renaissance puis au déclin des XVII<sup>ème</sup> et XVIII<sup>ème</sup> siècles ainsi qu'aux millions d'émigrés des siècles suivants. Que l'on pense au terrorisme des années de plomb et aux solutions originales à une crise économique qui sévit bien au-delà de ses frontières. L'Italie, c'est une multitude de situations qui ont valeur d'exemple pour l'anthropologue, l'historien, le sociologue. On peut en conclure que le pays est en miettes; on peut l'invoquer en revanche pour douter des modèles unificateurs.

Ce numéro veut donner un aperçu des interrogations que l'Italie suscite en tant que "terrain" de recherche pour les sciences humaines.

Certains articles plutôt thématiques présentent des axes centraux pour une compréhension d'ensemble. Stuart Woolf, en rappelant les rapports entre Gramsci et les agriculteurs, touche à des questions qui ont profondément marqué l'évolution nationale: il s'agit du poids et du rôle des différentes composantes sociales

dans la formation de l'Etat - vieux problème de l'historiographie italienne - ainsi que du hiatus qu'il y aurait entre le Mezzogiorno et l'Italie du nord: dans l'histoire, mais aussi dans tous les aspects de la vie nationale. Sans la prise en compte de ces questions, bien des phénomènes, vus de l'extérieur, demeurent mystérieux.

En traitant de la Sicile, Maurice Aymard contribue à ce débat et répond, en tant qu'historien et historien économique, à beaucoup de questions toujours débattues.

Importance des études régionales et nécessité d'études locales: les tendances de l'historiographie italienne et des sciences humaines vont largement dans ce sens depuis quelques années. Il suffit de citer, à côté de *La Storia d'Italia* - oeuvre à laquelle ont collaboré non seulement des historiens mais encore d'autres spécialistes de renommée internationale - *La Storia delle Regioni*, déjà parue en partie, et qui considère chaque région à partir de la constitution de l'Etat national.

Ces thèmes ouvrent à une série d'autres interrogations, qui concernent par exemple les méthodes et le rapport entre disciplines. Aussi bien Stuart Woolf, qui pose entre autres le problème du passage de la micro à la macro-analyse et de l'anthropologie et de la sociologie à l'histoire, que Lucia Carle, qui souligne entre autres le changement d'optique dans les études des rapports Nord-Sud, qui montre bien comment l'étude des structures socio-politiques locales permet la généralisation, se situent dans cette optique.

Il se pose donc le problème des micro-réalités, des réalités homogènes, toujours présentes mais qu'il faut sans cesse rapporter à la recherche sur le plan national; c'est ce que tente Lucia Carle à propos des Langhe. Par ailleurs le problème du rapport entre pouvoir local et pouvoir central se pose partout, au Nord comme au Sud; on peut lire, à ce propos, Robert Rowland et Lucia Carle.

Dans le cadre de cette problématique il s'agit aussi de construire une série de données dont on manquait jusqu'à maintenant, et d'ou surgiront de nouvelles directions de recherche.

L'article de Rossano Pazzagli constitue un exemple de recherche novatrice sur la participation de différentes catégories sociales au processus national unitaire.

Son travail sur l'agronomie italienne d'avant l'Unité témoigne d'un intérêt de plus en plus répandu à mieux comprendre le rôle que la bourgeoisie a joué - ou n'a pas joué - dans la constitution et l'évolution de l'Etat national. Vieux problème - soulevé de façon théorique déjà par Gramsci, pour ne citer que lui - qu'actuellement on veut aborder de façon plus concrète, en recherchant les manifestations et les interventions pratiques d'une classe, dont on tendait à évaluer les comportements d'une manière très générale.

Itria Calia, quant à elle, se situe plutôt dans la relecture de certaines images préconçues. Elle s'impose d'approfondir certaines particularités peu connues de l'histoire régionale.

Le rapport entre élevage et agriculture qu'elle étudie dans la Sardaigne du XVIII<sup>e</sup> siècle constitue un problème dont les données sont encore ignorées pour beaucoup de régions italiennes.

Ainsi, plusieurs articles posent des problèmes communs: celui de la spécificité des régions italiennes (Aymard, Calia, Carle); celui des formes que prennent les contrastes Nord - Sud (Aymard, Carle, Pazzagli, Woolf); celui enfin de la continuité féodale (Aymard, Carle). Ce dernier thème nous renvoie à des comparaisons beaucoup plus larges, par exemple à celle que tente Serge Collet entre modèles sociaux du sud de l'Italie et du nord de l'Europe. C'est la question même du rapport entre mer et terre qui est en jeu: question ancienne pour l'Italie comme pour une bonne partie de l'Europe du sud. La mer qui baigne les côtes, source de richesse tout comme la terre: à qui appartient-elle? Cette question en entraîne une autre: celle du passage du droit romain au droit féodal et cela pour toute l'Europe, maritime ou non.

Utilisant une étude de cas pour une comparaison élargie, Serge Collet fait dans le domaine du droit ce que Robert Rowland fait dans celui de la politique. Ce dernier cherche à identifier les racines des régimes autoritaires, dont la virtualité constitue une constante européenne. Quant à Serge Collet, il souligne également un autre phénomène: l'importance des rapports qui relient pendant des siècles la Sicile au nord de l'Europe. Il contribue ainsi au débat sur l'influence normande en Sicile. D'ailleurs, Maurice Aymard souligne, à l'encontre des opinions connues, ce rattachement de la Sicile aux modèles "continentaux" et "nordiques".



L'Italie, tenacement attachée à l'Europe... tendue en Méditerranée vers les terres et cultures d'Afrique du nord... Mais où est donc la ligne de partage entre les "deux Europes"?

Le débat continue.

Lucia CARLE (I.U.E Florence)

#### NOTE

1. "Les Italiens du Quattrocento se sentent différents des autres peuples de la chrétienté, mais ils sont divisés en une série de petits états, de petites Italies particulières, patries vivaces, exclusives, violentes parfois, comme l'étaient, hier encore, les nations européennes, grandes seulement pour les myopes qui les regardaient de trop près. L'Italie divisée, dans cette modernité à la fois éloignée et proche de nous, est en effet une image de l'histoire récente que nous autres Européens avons vécu jusqu'aujourd'hui et que nous vivons encore. (...) Ainsi, l'histoire de l'Italie apparaît comme une histoire générale de l'Occident pris dans l'ensemble de ses rapports, de ses héritages, de ses acquisitions, comme une participation à une richesse commune, où chacun reçoit quelque chose".

Fernand Braudel, "L'Italia fuori d'Italia. Due secoli e tre Italie", *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1973; pp. 2100-2101; 2108.



**GRAMSCI E I CONTADINI  
NELLA STORIA MODERNA D'ITALIA.  
UNA NOTA**

**Stuart WOOLF  
(I.U.E., Firenze)**

Fino a pochi anni fa, le ricerche e il dibattito sui contadini in Italia sono stati condizionati fortemente dall'impostazione datane da Antonio Gramsci. Si potrebbe perfino sostenere polemicamente che tale impostazione non solo ha indirizzato le ricerche, ma proprio a causa della prepotente e perdurante influenza degli scritti di Gramsci sugli intellettuali italiani (e non solo italiani) ha precluso altri approcci, altre linee di indagine sul mondo contadino e la sua evoluzione storica in Italia.

È chiaro che sarebbe semplicistico attribuire, *tout court*, a Gramsci la responsabilità della subordinazione della sociologia e antropologia rurale in Italia rispetto alle ricerche storiche. Le cause di tale subordinazione vanno ricercate piuttosto storicamente e nelle istituzioni universitarie, da una parte nell'egemonia (per usare la terminologia gramsciana) di un'antropologia positivista ed in fondo *urban-oriented*, criminalista (à la Lombroso per intenderci), e dall'altra parte in quella tradizione umanistica, cara ad una certa letteratura, che del mondo contadino offriva una rappresentazione folcloristica. Del resto, Gramsci stesso annotava, nei suoi *Quaderni del carcere*, l'interesse dei letterati italiani per "la vita dei contadini... non come lavoro e fatica, ma dei contadini come 'folklore', come pittoreschi rappresentanti di costumi e sentimenti curiosi e bizzarri".<sup>1</sup> Un'indagine sulla storia della sociologia ed antropologia rurale in Italia resta da fare e

sarebbe di notevole interesse. Essa potrebbe portare a considerazioni forse non del tutto ortodosse, per esempio sul potenziamento di tali discipline sotto il fascismo, a causa del grande ruolo adempiuto da Arrigo Serpieri. Ma rimane il fatto che uno spartiacque pressochè permanente esisteva, fino a pochi anni fa, tra gli studi del mondo rurale degli economisti, sociologi ed antropologi, e quelli degli storici. E per questo motivo vale la pena di soffermarsi, per quanto brevemente, su ciò che Gramsci aveva da dire sui contadini e sulle implicazioni delle sue riflessioni per la comprensione del mondo rurale italiano.

Il contesto più noto nella problematica di Gramsci in cui i contadini figurano in primo piano è quello della "rivoluzione passiva", in cui il Risorgimento italiano è contrapposto alla "vera" rivoluzione, come quella francese o russa. Il termine, che rimonta alle origini stesse del Risorgimento, a un libro famoso del patriota napoletano Vincenzo Cuoco (*Saggio storico sulla rivoluzione napoletana del 1799, 1801*), ha una sua propria storia, riapparendo di volta in volta per esprimere posizioni di profonda delusione per l'evoluzione del passato e del presente italiano da parte di scrittori o di attori politici di sponda radicale e democratica, come Edgar Quinet, Piero Gobetti o, alla fine del fascismo, Giulio Colamarino.<sup>2</sup> La rivoluzione passiva è rimasta e rimane al centro del dibattito storico sul Risorgimento e la successiva storia d'Italia, nel senso di un'interrogazione sulle caratteristiche dello sviluppo politico giudicate particolari all'Italia e decisamente arretrate, come dimostra per esempio la raccolta di saggi curata da John A. Davis, *Gramsci and Italy's Passive Revolution* (1979) e il recentissimo saggio di Carlo Tullio-Altan, *La nostra Italia* (1986).

Per Gramsci, il concetto di rivoluzione passiva era applicabile non solo all'Italia, ma anche ad altri paesi che arrivarono a modernizzare lo Stato attraverso guerre nazionali o riforme senza una rivoluzione politica di tipo radicale-giacobino.<sup>3</sup> Nel caso italiano, fu colpa del democratico Partito d'Azione e di Mazzini il non aver saputo far proprie le rivendicazioni delle masse rurali, specialmente meridionali, ed in particolare la loro fame di terra. Non solo, ma anche dopo l'Unità la chiave d'interpretazione della

storia italiana rimane per Gramsci l'incapacità dei democratici di contrastare l'egemonia moderata attraverso un programma di radicali riforme economico-sociali in favore dei contadini. Fu questa incapacità che permise la formazione e il perdurare di un "blocco reazionario", che riappare ripetutamente sotto veste diversa, come trasformismo politico, accordo economico-politico fra industriali del Nord e grandi proprietari del Sud, e mantenimento dello status quo da parte dello Stato. Tra molti passi, citiamo il seguente che riassume succintamente l'analisi di Gramsci.

È evidente che per contrapporsi efficacemente ai moderati, il Partito d'Azione doveva legarsi alle masse rurali, specialmente meridionali, essere "giacobino" non solo per la "forma" esterna, di temperamento, ma specialmente per il contenuto economico-sociale: il collegamento delle diverse classi rurali che si realizzava in un blocco reazionario attraverso i diversi ceti intellettuali legittimisti-clericali poteva essere dissolto per addivenire ad una nuova formazione liberale-nazionale solo se si faceva forza in due direzioni: sui contadini di base, accettandone le rivendicazioni elementari e facendo di esse parte integrante del nuovo programma di governo, e sugli intellettuali degli strati medi e inferiori, concentrandoli e insistendo sui motivi che più li potevano interessare.<sup>4</sup>

In questa interpretazione i contadini appaiono esclusivamente nei loro rapporti sociali, e per di più come oggetti passivi della storia, non come soggetti attivi; formano cioè un terreno su cui la classe politica può e deve operare, offrono (per cambiare metafora) uno sfondo di esigenze elementari e pressochè permanenti al palcoscenico del processo della storia italiana. Alla base di tale visione sta la constatazione che i contadini sono stati esclusi sempre, lungo i secoli, da tale storia: altra chiave interpretativa gramsciana è lo sfruttamento, dall'epoca dei comuni in poi, delle campagne da parte delle città, dei contadini da parte dei cittadini ed aristocratici urbani.<sup>5</sup> Ciò spiega l'immutabilità delle loro esigenze ed in particolare della loro fame di terra.

Non c'è dubbio che, per Gramsci, l'interpretazione del ruolo storico dei contadini (come, del resto, tutta la sua interpretazione) era sempre fortemente condizionata dalle sue recenti esperienze politiche. Teoria e pratica formavano "una organica unità", e l'analisi storica faceva parte integra di quel lavoro teorico che solo si giustificava in quanto tramutato in "azione politica concreta, l'attività solo produttiva di progresso storico".<sup>6</sup> Nel caso specifico dei contadini, egli attribuiva profonda importanza all'occupazione delle terre nell'immediato dopoguerra (1919-21) in quanto comprova dell'"esperienza politico-organizzativa acquistata dalle masse contadine in guerra, cioè la rottura relativa del blocco rurale meridionale e il distacco dei contadini, guidati da una parte degli intellettuali (ufficiali in guerra), dai grandi proprietari".<sup>7</sup>

Allo stesso tempo, il giudizio storico di Gramsci sulle aspirazioni dei contadini in Italia veniva messo in risalto dalla sua contrapposizione, a più livelli, tra l'esperienza storica della Francia e quella dell'Italia, e in particolare tra la Rivoluzione francese e il Risorgimento italiano. La forza motrice della Rivoluzione francese, per Gramsci, era la capacità dell'ala democratica prima, dei giacobini poi, di cavalcare la tigre del sollevamento dei contadini, con l'abolizione dei diritti feudali e la vendita dei beni nazionali, ciò che la borghesia italiana (e i democratici in prima istanza) rifuggiva.

Tale conclusione di Gramsci, conclusione sempre espressa in termini quasi esclusivamente politici, come giudizio cioè della capacità di una parte della classe politica, organizzata in partito, di associarsi, mediare e perciò guidare le istanze economiche delle masse rurali, ha dato luogo ad una famosa polemica negli anni 1950, quando lo storico liberale Rosario Romeo l'ha contestata non sul terreno politico ma in termini economici.<sup>8</sup> Lasciando da parte altri argomenti, per Romeo la vendita o cessione ai contadini dei beni ecclesiastici nel Mezzogiorno italiano avrebbe avuto conseguenze fortemente negative in quanto avrebbe reso impossibile quell'accumulazione della rendita agraria basata sulle esportazioni che, estratta dallo Stato sotto forma di imposte, ha provveduto i capitali necessari al **takeoff** industriale del Nord vent'anni più tardi.

La discussione ha continuato a lungo, ed ultimamente con un intervento che si pone a rovescio rispetto a quello di Romeo, in cui l'autore, Franco Bonelli, conclude che la vera accumulazione dei capitali, base della successiva industrializzazione, non era quella proveniente, nel giro di pochi decenni, dai latifondi meridionali, bensì quella a *longue durée* (e soprattutto dal '700 fino alla metà dell'800) proveniente da un'agricoltura migliorata sproporzionatamente da investimenti "umani" - il lavoro dei coloni - e localizzata in varie arte di tutta l'Italia, ma in particolare nella val Padana.<sup>9</sup> Ma a nostro intento occorre notare che, per quanto fruttuoso per l'analisi storica dello sviluppo economico italiano il dibattito che fu avviato dalle osservazioni di Gramsci sulla mancata partecipazione delle masse rurali nel movimento politico risorgimentale escludeva del tutto lo studio del mondo contadino.

Per quanto possa sembrare paradossale, Gramsci aveva assai poco da dire sulle classi subordinate. Proprio perchè le sue preoccupazioni erano sempre profondamente politiche e i suoi interessi storici erano convogliati nella direzione dell'attualità e del futuro, il nucleo delle sue riflessioni si colloca nelle classi dominanti: è nella loro storia che si può capire l'egemonia delle forze moderate o reazionarie e spiegare il ruolo del partito e degli intellettuali nel contrastare e alla fine sostituire tale egemonia. In questo contesto le classi subordinate rappresentano una, forse la vera forza della storia, ma una forza "disponibile", normalmente passiva in quanto subordinata all'ideologia tradizionale, ma che può e dev'essere acquisita ad una concezione nuova e progressiva del mondo.<sup>10</sup>

Certo non si deve concludere che il mondo delle classi subordinate, e nel nostro caso di quelle rurali, fosse socialmente indifferenziato. Per Gramsci la società rurale era complessa e composta, ed egli scrive ripetutamente delle "diverse classi rurali", le cui condizioni economico-sociali vengono riferite e spiegate in termini dei loro patti agrari.<sup>11</sup> Ma l'analisi della società contadina raramente va oltre. Ciò si spiega sicuramente in parte con il carattere e i limiti della letteratura che egli aveva a disposizione durante quei lunghi anni di prigionia (1929-35). Tuttavia non bisogna nascondersi che l'interesse di Gramsci per le scienze sociali

(a parte Marx!) era minimo, proprio perchè il suo scopo non era quello disimpegnato dello studioso: non conosceva la scuola francese di storia sociale di Marc Bloch e Lucien Febvre, liquidava Freud come "l'ultimo degli Ideologi", e non sembra che abbia capito (per quanto abbia letto almeno in parte) l'importanza per l'analisi della società moderna dell'**Etica protestante e lo spirito del capitalismo** di Max Weber; sola la sociologia politica veniva discussa, per ciò che evidentemente poteva offrire alla comprensione della natura dello Stato e della società.

Per Gramsci, la storia delle classi subalterne era di per sé difficile da scrivere, perchè per definizione tali classi non erano unificate e perciò la loro storia era "necessariamente disgregata ed episodica".<sup>12</sup> La difficoltà, come al solito negli scritti di Gramsci, derivava dal suo angolo visivo: ciò che gli interessava era il processo di formazione di una coscienza di classe. Così l'oggetto dello studio doveva essere:

1) il formarsi obiettivo dei gruppi sociali subalterni, per lo sviluppo e i rivolgimenti che si verificano nel mondo della produzione economica, la loro diffusione quantitativa e la loro origine da gruppi sociali preesistenti, di cui conservano per un certo tempo la mentalità, l'ideologia e i fini; 2) il loro aderire attivamente o passivamente alle formazioni politiche dominanti, i tentativi di influire sui programmi di queste formazioni per imporre rivendicazioni proprie e le conseguenze che tali tentativi hanno nel determinare processi di decomposizione e di rinnovamento o di neoformazione.<sup>14</sup>

Occorre sottolineare il forte senso gerarchico dei valori che Gramsci rivela in questo passo. I "gruppi sociali preesistenti" non arrivano neanche a costituire quei gruppi subalterni veri e propri, formati dalle forze di produzione. Perciò era difficile scriverne la storia, che si poteva solo intuire in modo frammentario dal **folclore**. L'interesse di Gramsci per il **folclore** è vivo. Come ha notato Cirese, il folclore è legittimo oggetto di studio e, allo stesso tempo, elemento del processo della vita reale.<sup>15</sup> Esso



incorpora una concezione del mondo parziale, frammentaria, disorganica. Ma, ben più importante, in quanto elemento del processo della vita, il folclore viene giudicato in maniera negativa da Gramsci in quanto espressione di condizioni di vita precedenti a quelle di gruppi sociali che ormai fanno parte della società civile. La sua polemica contro il culto "ufficiale" del folclore che lo giudicava non più che elemento pittoresco di un passato morto, deriva appunto da questa sua identificazione tra folclore e gruppi sociali per così dire "precedenti". Il folclore significa "altre concezioni del mondo e della vita" diverse da quelle della classe dominante e dello Stato; esso è una specie di archivio dei "superstiti documenti inutili e contaminati", di "un agglomerato indigesto di frammenti di tutte le concezioni del mondo e della vita che si sono succedute nella storia", esso comprende "tutte le sedimentazioni tradizionali di concezioni del mondo".<sup>16</sup>

Molto si potrebbe discorrere sui significati da attribuire a queste caratterizzazioni del folclore. A prima vista, l'approccio di Gramsci non si distanzia poi tanto da quello degli antropologi del primo Ottocento che trovavano prove degli stati precedenti della civiltà nei popoli "primitivi" (anche se Gramsci non usa mai questo termine).<sup>17</sup> Caratteristica dei popoli "primitivi", come "degli elementi più marginali e periferici di queste classi [subalterne]", è la "spontaneità"; esser per Gramsci significa "che non hanno raggiunto la coscienza di classe 'per sé' e che perciò non sospettano neanche che la loro storia possa avere una qualsiasi importanza e che abbia un qualsiasi valore lasciarne tracce documentarie".<sup>18</sup> Ma per Gramsci questo mondo mentale del folclore non è temporalmente immutabile, proprio perchè contiene sedimentazioni successive:

occorre distinguere diversi strati: quelli fossilizzati che rispecchiano condizioni di vita passata e quindi conservativi e reazionari, e quelli che sono una serie di innovazioni, spesso creative e progressive, determinate spontaneamente da forme e condizioni di vita in processo di sviluppo e che sono in contraddizione, o solamente diverse, dalla morale degli strati dirigenti.<sup>19</sup>

Forse perchè questa visione popolare del mondo contiene elementi creativi e progressivi, o forse perchè l'alternativa sono i valori di uno Stato moderato (o peggio), Gramsci offre uno spunto di relativismo nel giudicare "concezioni ritenute superiori" quelle che, nella scuola, sostituiscono e superano il folclore.<sup>20</sup> Ma in generale egli non ha dubbi sulla necessità di tale superamento, proprio per l'ambiguità e la contraddittorietà di una tale visione, ma anche per la sua incompiutezza e grettezza, l'assenza di qualsiasi autocoscienza: "criticare la propria concezione del mondo significa dunque renderla unitaria e coerente e innalzarla fino al punto in cui è giunto il pensiero mondiale più progredito".<sup>21</sup> Compito degli intellettuali organici è precisamente quello di elaborare e rendere coerenti i principi e i problemi sollevati dalle masse nelle loro attività pratiche, facendole così passare oltre la loro visione mentale espressa nel folclore.

È fuori dubbio che Gramsci, scrivendo del folclore o dei gruppi sociali preesistenti, si riferiva ai contadini. Il suo discorso sulla scuola si riferisce all'esperienza della scuola elementare italiana che, in primo luogo semplicemente per ragioni di distribuzione geografica della popolazione, si trovava nelle campagne. Nella sua insistenza sulla necessità di ripetere i propri argomenti ("la ripetizione è il mezzo didattico più efficace per operare sulla mentalità popolare"), come nella sua rassegna che le nuove idee non vengono mai accettate in forma "pura", ma sempre in combinazioni bizzarre con le concezioni già radicate,<sup>22</sup> emerge dalle riflessioni di Gramsci l'immagine di un mondo contadino estraneo, poco permeabile ed incapace di cambiarsi senza intervento esterno. Così, egli riflette, per quanto esistono intellettuali di origine contadina, essi esprimono i valori di altri gruppi sociali e mai delle stesse masse dei contadini.<sup>23</sup> Alla fine, in questo senso Gramsci stesso appartiene a quella lunga tradizione cittadina, che egli giustamente critica nel passato e presente italiano, tradizione che ignora, si distanzia e si disinteressa della logica dei comportamenti e delle pratiche sociali dei contadini.

Sarebbe astorico e improprio chiedere a Gramsci ciò che non aveva nè intenzione nè possibilità di fare. Del resto, esistono dei cenni nei suoi scritti che denotano sensibilità per alcuni aspetti

della vita contadina, e che sono stati proseguiti con proficue ricerche negli ultimi decenni. Basta pensare a quella nota di "Elementi direttivi per una ricerca" sui contadini e la vita della campagna, che elenca le condizioni materiali di vita sotto i suoi vari aspetti, dall'abitazione, alimentazione, alcoolismo, abbigliamento, movimento demografico, ecc., fino alla litigiosità giudiziaria per questioni di proprietà, alle frodi e furti, ecc.<sup>24</sup>; o a quella breve considerazione sulle utopie come riflesso inconsapevole delle aspirazioni più elementari e profonde di gruppi sociali.<sup>25</sup>

Tuttavia, non è da Gramsci che la ricerca sul mondo contadino italiano ha preso le mosse, a parte il contributo notevolissimo sui rapporti di produzione e contratti agrari di Giorgio Giorgetti.<sup>26</sup> Esistono, mi sembra, essenzialmente due filoni da cui deriva ciò che ormai costituisce un discreto corpo di ricerche. Uno di origine autoctona, discendente diretto di quella tradizione meridionalista che rimonta agli inizi stessi della storia dell'Italia unita, ma che in questo dopoguerra ha preso un indirizzo più "tecnico", di ricerche sul terreno di economia agraria: la scuola di Manlio Rossi-Doria, che ha rinnovato la discussione della "questione meridionale" e, strada facendo, ha aperto il campo anche a ricerche sulla vita contadina.<sup>27</sup> L'altro filone è quello della tradizione anglosassone di sociologia e antropologia rurale che, dagli anni 1960, con tutti i suoi pregi e difetti, ha portato a una serie di analisi di comunità rurali e dei valori contadini in una società in rapida trasformazione.<sup>28</sup> Non è un caso che, in questo paese così differenziato per risorse fisiche e umane, per forme di conduzione agraria, per rapporti sociali, tali ricerche a lungo si sono concentrate sul Sud d'Italia, dati sia l'emigrazione massiccia sia il fenomeno di quella gestione del potere democristiano così particolare a queste regioni; solo successivamente si è passati a indagare sulle comunità rurali del Centro e del Nord e sul loro comportamento.<sup>29</sup> A questo filone si può aggiungere il contributo, così ricco in questi ultimi anni, della demografia storica.<sup>30</sup>

Il distacco così netto tra le interpretazioni storiche del mondo rurale italiano, fortemente influenzate dalle riflessioni gramsciane, e le analisi di tipo sociologico e antropologico pongo-

no puntualmente il problema metodologico del come passare dalle ricerche sul terreno, micro-ricerche per definizione, alle generalizzazioni dell'interpretazione storica dei processi di trasformazione, processi particolarmente drammatici lungo i secoli nel caso italiano, data la precocità del suo iniziale sviluppo e l'apparente lentezza del suo **rattrapage** del cosiddetto mondo moderno. È un problema classico, quello di riconciliare tempi e spazi interpretativi così diversi per l'individuo, la famiglia, la comunità contadina e la storia di un paese. Gramsci ha offerto una sua interpretazione forte basata sui rapporti sociali tra città e campagna, tra proprietari e contadini, indubbiamente centrali ad ogni ricerca sul mondo rurale. Tuttavia ignorando gli equilibri, i valori, le logiche interne ad ogni comunità contadina (che si trovi in ambiente capitalista della val Padana, mezzadrile dell'Italia centrale, latifondista del Mezzogiorno, di piccola proprietà della cerchia alpina o appenninica, per usare gli esempi più ovvii) ha rischiato di non rendersi conto del ricco e vario patrimonio di risorse umane e mentali, a cui i contadini italiani, come altrove, hanno fatto ricorso come reazione alle pressioni esogene. E questa nuova dimensione, ormai ben presente agli storici d'Italia attraverso le ricerche di sociologia e antropologia rurale, implica un ripensamento delle teorie gramsciane sui contadini italiani, togliendo loro quella etichetta di passività che scoraggia e quindi ostacola l'indagine.

#### NOTE

1. A. Gramsci, *Quaderni del carcere*, Torino, Einaudi, 1975, vol. 3, p. 2195.
2. Sulla continuità del concetto, S. J. Woolf, "Risorgimento e Fascismo: il senso della continuità nella storiografia italiana", Belfagor, XX, 1965, pp. 71-91.

3. Quaderni del carcere, vol. 1, p. 504.
4. Idem, vol. 3, p. 2024, e cfr. pp. 2042-3.
5. Idem, vol. 3, p. 2036-7, 1560, e cfr. p. 2143.
6. Idem, vol. 3, p. 1635.
7. Idem, vol. 3, p. 2041.
8. R. Romeo, **Risorgimento e capitalismo**, Bari, Laterza, 1970. I saggi di Romeo apparirono la prima volta sulla rivista **Nord e Sud** nel 1956 e 1958. Per la discussione successiva sullo sviluppo economico italiano postunitario, A. Caracciolo, **La Formazione dell'Italia industriale**, Bari, Laterza, 1969 (2<sup>a</sup> ed.).
9. F. Bonelli, "Il capitalismo italiano. Linee generali d'interpretazione", **Storia d'Italia, Annali 1. Dal Feudalesimo al capitalismo**, Torino, Einaudi, 1978.
10. **Quaderni del carcere**, vol. 3, p. 1601.
11. Per esempio: "Il fatto che non è stato ancora convenientemente studiato è questo: che la media e piccola proprietà terriera non è in mano a contadini coltivatori, ma a borghesi della cittadina o del borgo, e che questa terra viene data a mezzadria primitiva (cioè in affitto con corrisponsione in natura e servizi) o in enfiteusi... uno strato di popolazione passiva economicamente che dal lavoro primitivo di un numero determinato di contadini trae non solo il proprio sostentamento, ma ancora riesce a risparmiare: modo di accumulazione di capitale dei più mostruosi e malsani, perchè fondato sull'iniquo sfruttamento usurario dei contadini tenuti al margine della denutrizione" (**Quaderni del carcere**, vol. 3, p. 2143).
12. Idem, vol. 2, pp. 1491, 1389.
13. Idem, vol. 3, pp. 2283, 2288.

14. Idem, vol. 3, pp. 2288.
15. A.M. Cirese, 'Concezioni del mondo, filosofia spontanea e istinto di classe nelle "Osservazioni sul folclore" di Antonio Gramsci', nel suo **Intellettuali, folclore, istinto di classe**, Torino, Einaudi, 1976, p. 80 e passim.
16. Idem, vol. 3, pp. 2314, 2312, 1540.
17. J. Copans, J. Jamin, **Aux Origines de l'anthropologie française**, Paris, Le Sycomore, 1978.
18. **Quaderni del carcere**, vol. 1, p. 328. Viene in mente la storia talmudica della pasqua ebraica, in cui al "semplice" bisogna spiegare in termini appropriati la storia della fuga dall'Egitto.
19. Idem, vol. 3, p. 2313.
20. Idem, vol. 3, p. 2314.
21. Idem, vol. 2, p. 1376.
22. Idem, vol. 2, pp. 1392, 1390.
23. Idem, vol. 3, p. 1514.
24. Idem, vol. 2, pp. 775-6.
25. Idem, vol. 3, p. 2290.
26. G. Giorgetti, **Contadini e proprietari nell'Italia moderna**, Torino, Einaudi, 1974.
27. M. Rossi-Doria, **Riforma agraria e azione meridionalista**, Bologna, Edizioni Agricole, 1948; **Dieci anni di politica agraria nel mezzogiorno**, Bari, Laterza, 1958. Dalla scuola di economia

agraria di Portici escono regolari contributi, anche di carattere microeconomico.

28. E. C. Banfield, *The Moral Basis of a Backward Society*, Glencoe, Ill., The Free Press, 1958; J. Lopreato, "Social Stratification and Mobility in a South Italian Town", *American Sociological Review*, 26, 1961; L. M. Moss e S. C. Cappannari, "Patterns of Kinship, Comparaggio and Community in a South Italian Village", *Anthropological Quarterly*, 33, 1960; A. Blok, "South Italian agro-towns", *Comparative Studies in Society and History*, 11, 1969; J. Davis, *Land and Family in Pisticci*, London, LSE, 1973; C. White, *Patrons and Partisans*, Cambridge, CUP, 1980.
29. J. W. Cole e E. R. Wolf, *The Hidden Frontier*, New York, Academic Press, 1974; S. Silverman, *Three Bells of Civilization*, New York, Columbia UP, 1975; L. Carle, *L'Identité paysanne dans l'Alta Langa*, thèse de 3e cycle, Paris, EHESS, 1985.
30. M. Barbagli, *Sotto lo stesso tetto*, Bologna, Il Mulino, 1984; con ricca bibliografia.





## LA SICILE: HISTOIRE RÉCENTE ET LONGUE DURÉE

*Maurice AYMARD,\* interviewé par Lucia Carle  
(E.H.E.S.S., Paris)*

Lucia Carle: Vous venez de travailler pendant plusieurs années à la préparation d'un ouvrage collectif, paru chez Einaudi sur l'histoire de la Sicile depuis l'Unité. Comment l'historien du XVI<sup>e</sup> siècle aborde-t-il la période toute récente du dernier siècle? Et dans quelle mesure les études anthropologiques sur ce terrain qui a attiré tant de chercheurs influencent-elles sa vision?

Maurice Aymard: Aborder l'histoire récente d'une région comme la Sicile place le chercheur plus familier des siècles antérieurs devant un certain nombre de difficultés. La première tient au fait que cette histoire a été écrite, et écrire presque à chaud, dans la foulée des événements, sur le mode de la différence et de l'échec de son intégration dans l'Etat italien. Cette différence est à la fois revendiquée par les Siciliens eux-mêmes, et régulièrement réaffirmée par les Siciliens eux-mêmes, et régulièrement réaffirmée par les hommes politiques, les administrateurs, les intellectuels venus du continent: il suffit de penser au nombre des enquêtes parlementaires, dès les lendemains de l'Unité, aux rapports des diverses commissions anti-mafia et autres, à une veine littéraire presque inépuisable qui vient culminer, à la fin des années 50, avec le *Guépard*. Tous ces textes ont réaffirmé jusqu'à l'excès l'extranéité de la Sicile par rapport à ce qu'était

---

\* (E.H.E.S.S., Paris)

et devrait être un Etat moderne. Ce qui conduisait à un certain nombre de paradoxes: d'une part on constatait la "différence" de la Sicile, et on l'expliquait par une palette très large de raisons, sociales, économiques, culturelles et autres; de l'autre, on affirmait que par voie de conséquence, les lois ne pouvaient lui être appliquées telles quelles, et qu'elle devait faire l'objet d'un statut spécial.

Toutes ces observations ne sont pas nouvelles - on les trouverait déjà formulées presque dans les mêmes termes, et à propos des mêmes sujets, dans les rapports des vice-rois, envoyés du dehors par la monarchie espagnole, à commencer par Ferrante Gonzaga. Parmi les thèmes récurrents, on y trouve l'affirmation que la Sicile serait parfaite s'il n'y avait les Siciliens - c'est un peu la version locale du "paradis des diables", dont on parle pour Naples - et que la seule façon d'y rendre la justice serait d'en renouveler totalement la magistrature, d'y nommer des juges du dehors et d'envoyer les juges siciliens exercer leur charge dans d'autres possessions de la couronne espagnole. L'historiographie de la Sicile, surabondamment nourrie de ces observations extérieures, auxquelles trop de chercheurs ont été trop heureux de prêter la neutralité et la lucidité d'un regard extérieur objectif, s'en est trouvée profondément marquée, et, d'une certaine façon, bloquée.

La deuxième difficulté tient à l'utilisation par les folkloristes, ethnologues et anthropologues, depuis au moins un bon siècle, de la Sicile comme un lieu d'observation privilégié dans la mesure même où elle serait un conservatoire de formes d'organisation sociale et de règles ou de pratiques de comportement à la fois différentes (ou originales) et représentatives d'une situation passée qui n'aurait pas évolué, ou n'aurait évolué que lentement. L'histoire politique s'est trouvée ainsi en quelque sorte confirmée par l'intervention (qu'elle a pu contribuer à orienter) des sciences humaines. Elles aussi ont admis la différence et tenté de la décrire et dans certains cas au moins de l'expliquer. C'est donc là, en fait, un double discours constitué dont il faut tenter de surmonter l'écran, pour aborder avec un regard un peu plus libre l'étude des cent ou cent-cinquante dernières années.

L. C.: Comment avez-vous procédé?

M. A.: J'ai d'abord tenté de rétablir les continuités entre l'histoire antérieure et celle de la période plus récente. Je voulais parvenir à un équilibre plus juste entre des spécificités réelles, et tout un ensemble de ressemblances: le danger du discours sur la différence est qu'il devient aisément, des deux côtés, totalitaire, et exclut toute forme de compréhension par l'autre.

Les continuités sont évidentes dès qu'on regarde l'organisation de la société, de l'économie, de la vie des campagnes. Ainsi pour l'opposition entre l'agriculture extensive du latifondo (ex-fief) cultivé *a grano e erba* et celle, plus intensive, liée aux jardins, à l'irrigation, à l'arbre, à la vigne, au mûrier, à l'olivier... L'opposition ancienne entre ces deux pôles va se trouver non pas atténuée, mais exaltée aux lendemains de l'Unité par la double expansion de l'extraction du soufre - dans le sous-sol du latifondo - et des agrumes, et, bien entendu, par les tensions sociales exacerbées autour du problème de l'accès à la terre. Celles-ci débouchent, dans la dernière décennie du XIXe siècle, sur un phénomène radicalement, dans la dernière décennie du XIXe siècle, sur un phénomène radicalement nouveau, massif et durable, et qui appelle à ce titre l'attention des anthropologues: l'émigration. Il suffit de penser, en simplifiant à peine les chiffres, que pour un Sicilien de 1860, il y a en a deux qui vivent dans l'île aujourd'hui, un troisième qui s'est expatrié et fixé à l'extérieur, et un quatrième qui est né au-dehors.

La même continuité vaut pour la distribution de la propriété foncière, avec tout ce que celle-ci implique comme facteur d'identité et comme objet de compétition entre groupes sociaux affrontés. On le sait, le grand domaine d'origine seigneuriale s'est perpétué, en changeant parfois de mains, au XIXe siècle et au XXe siècle: la terre à blé ne sera vraiment partagée après 1950, que lorsqu'elle aura cessé d'être un véritable enjeu. Or le grand domaine est, à sa façon, une structure de longue durée. Ce qui pose problème quand on aborde un phénomène comme la mafia. Qu'on la rattache au contrôle de la gestion du latifondo dans le

Centre-Ouest ou de la distribution de l'eau dans les jardins de la Conca d'Oro par des groupes "d'entrepreneurs violents", rien, dans l'Unité italienne ne marque une rupture suffisante pour provoquer l'apparition de la chose avec le mot, qui apparaît, lui, dès 1861 ou 1862 sous la plume des premiers administrateurs piémontais. Tout montre que les comportements couramment décrits comme caractéristiques de l'univers mafieux sont largement antérieurs à 1860: on en trouverait sans peine la trace dès les derniers siècles du Moyen Age. Les seuls changements apportés par l'Unité sur ce plan sont d'ordre politico-administratif: un Etat centralisé, et des élections, donc de nouvelles conditions de médiation avec le pouvoir. Il y aura donc moins rupture profonde que mutation des conditions particulières qui ont orienté le développement ultérieur de cet ensemble complexe qu'il est convenu de regrouper sous le nom de mafia.

L. C.: "L'apparition" de la mafia, après 1860, ne serait donc pas la structuration d'un système de réaction/résistance au nouvel Etat, mais plutôt le résultat d'une observation plus précise par des administrateurs de réalités plus anciennes liées aux spécificités économiques et sociales de la Sicile?

M. A.: Ces administrateurs sont confrontés, après 1860, à un ensemble de différences - perçues comme autant de résistances - dans la façon dont la société locale gère ses propres tensions et s'emploie à manipuler le fonctionnement normal du pouvoir politique et de ses institutions, à commencer par la bureaucratie et la justice. Ce sont eux qui vont donner à la mafia une cohérence qui ne s'est concrétisée que beaucoup plus près de nous, avec l'urbanisation, le transfert vers la ville des domaines du profit, la spéculation immobilière, puis, encore plus récemment, la drogue à travers laquelle la Sicile s'insère aujourd'hui dans le marché mondial. Cette évolution a provoqué d'ailleurs une criminalisation croissante de la mafia, et l'extension de certaines de ses activités (mais pas automatiquement son enracinement en profondeur) à l'ensemble de l'île. "L'invention" de la mafia est donc l'un des signes de l'altérité.

Un mot de plus, pourtant, à ce sujet, pour reprendre une suggestion récente de Salvatore Lupo dans son travail sur les

agrumes (Archivio Storico per la Sicilia Orientale, 1983, pp. 7-158). Les pratiques de médiation économique et sociale où l'on voit le trait marquant (plus encore que la violence) et la base du pouvoir des *cosche* mafieuses, ne sont pas le monopole des grands domaines céréaliers de l'intérieur. Elles sont observées dès la mi-XIXe siècle dans les jardins de la Conca d'Oro, autour de Palerme, où la distribution de l'eau d'irrigation, qui appartient, selon l'une des traditions arabes, à des propriétaires privés, et se trouve distincte de la propriété de la terre, est elle aussi contrôlée, dans des conditions assez comparables, par des intermédiaires. L'important est de voir que ce que nous appelons mafia n'est pas une réalité homogène, alors que le premier piège de ces rapports, enquêtes, etc., c'est de réussir à être d'un côté remarquablement informés, lucides, souvent bien écrits, et de l'autre d'être remarquablement simplificateurs. L'exactitude du témoignage se retrouve prisonnière d'un principe unificateur.

L. C.: Quant au rapport entre grand domaine latifondiaire et petite propriété paysanne, observe-t-on, de l'époque moderne à l'époque contemporaine, une évolution graduelle, ou au contraire, une stabilité de fond jusqu'à la réforme agraire?

M. A.: Les deux à la fois. Dans les régions céréalières, en gros les actuelles provinces de Palerme, Agrigente, Enna et Caltanissetta, l'impression dominante est celle d'une extraordinaire continuité depuis les XIIIe-XIVe siècle. Continuité d'un habitat regroupant la population rurale dans de véritables agrovilles qui auront couramment 5000 habitants vers 1500, et 15 à 20 000, sinon plus encore, vers 1850-1900. Continuité d'une grande propriété foncière, qui regroupe couramment de 60 à 80% du territoire du bourg. On n'ose pas parler de terroir, tant le contrôle de la communauté des habitants, "l'Université", reste limité sur des superficies souvent très étendues: cette propriété a pu changer de mains, notamment au XIXe siècle, avec la suppression des fidéicommiss et la vente, par grands ensembles, des biens de mainmorte. Mais elle ne sera pas fondamentalement entamées, comme propriété, avant 1950: tout au plus les coopératives paysannes réussiront-elles, avant comme après la Première Guerre, à éliminer de façon plus ou moins durable l'intermédiaire du *gabellotto*, à se

substituer à lui pour louer le fief et le sous-louer par petits lots à leurs membres, qui bénéficieront ainsi d'une plus grande stabilité sur leur exploitation. A cette continuité du système de la propriété et du mode de gestion de la terre correspond celle d'une structure sociale dont la base est constituée par une masse de journaliers agricoles, oscillant entre le statut de **braccianti** travaillant comme salariés sur les plus grosses fermes (**massarie**) et celui de locataires précaires de lopins taillés dans le fief, pour une ou deux campagnes céréalières, en échange de loyers en grains toujours très élevés - le **terraggio** - et encore aggravés par les redevances obligées au **gabellotto** qui est souvent aussi leur créancier, puisqu'il leur a avancé l'argent pour vivre et le grain de la semence. Ces journaliers possèdent normalement leur maison, normalement aussi un lopin de vigne ou de jardin sur les terres plus fertiles du **ruedo** (c'est le terme utilisé en Andalousie occidentale, si proche pour tant d'aspects, de la Sicile) qui entoure le bourg. Au-dessus d'eux une couche moyenne de paysans possède un attelage, quelques réserves d'argent et de grains, pourra à certaines époques louer, de façon tout aussi précaire, des exploitations plus importantes, de 10 à 20-25 hectares. Au sommet enfin, une oligarchie de notables qui monopolisent le pouvoir local - la gestion administrative et financière de "l'Université" - et la gestion du fief pour le compte de grands propriétaires normalement absents. Périodiquement, et ce fut encore le cas dans la seconde moitié du XIXe siècle, les plus chanceux, les plus habiles ou les plus fortunés d'entre eux parviennent à acquérir un grand domaine et à se glisser ainsi dans les rangs du baronage.

Tous ces éléments témoignent d'une continuité des formes, qui recouvre souvent des changements de contenu. Mais il y a eu aussi d'autres changements, nettement plus importants. Salvatore Lupo a récemment analysé comment, à la faveur de l'expansion spectaculaire de la culture des agrumes dans l'est de la Sicile, notamment autour de Catane et de Syracuse, une moyenne bourgeoisie urbaine a réussi à se constituer entre XIXe et XXe siècles des exploitations infiniment plus petites (10 hectares constituent déjà une "grande" exploitation), mais beaucoup plus intensives, et ceci en y investissant à la fois des profits réalisés ailleurs, dans la

gestion des terres à blé ou dans l'exercice des professions libérales, et du travail paysan. En effet, la phase initiale, souvent très longue (vingt à trente ans), qui correspond à la plantation des arbres et à leur arrivée à maturité sera assurée par des contrats de *colonia*, alors que les arbres adultes seront gérés directement par le propriétaire. Les agrumes se révèlent, dans ces conditions, une culture encore plus "prolétarisante" que le latifondo céréalier: il serait donc illusoire de céder au piège de la modernité et de son opposition avec un secteur réputé "traditionnel".

L. C.: L'exportation des notables vers le continent, à partir des lendemains de l'Unité, et leur insertion dans les rangs de l'administration n'ont-elles pas provoqué un conflit, ou du moins une tension, entre deux conceptions de l'Etat: celle de l'Etat piémontais ou autrichien, celle de l'Etat napolitain des Bourbons?

M. A.: L'idée est souvent réaffirmée, mais ne me persuade qu'à moitié. Il existe au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, une bourgeoisie méridionale, et particulièrement une bourgeoisie sicilienne nombreuse et solide. La Sicile de 1860, il faut le rappeler, combine des taux d'analphabétisme populaire relativement bas, et des taux de diplômés de l'enseignement supérieur (avocats et médecins surtout) relativement élevés. Elle va, dans ces conditions, pouvoir exporter une partie de ses cadres: certains gagneront les Etats-Unis, la majorité le continent. Mais le phénomène n'a guère été étudié, sauf pour la seconde après-guerre, où l'Italie a été sensible à la méridionalisation de son administration et de sa capitale. La conception de l'Etat que pouvaient avoir ces cadres était-elle, vers 1860-80, si différente? Je n'en suis pas sûr: les traditions de l'administration bourbonnienne étaient au moins aussi rigoureuses et centralisées que celles de leurs homologues autrichiens ou piémontais.

Un changement a pu cependant avoir ses conséquences. Les conditions d'exercice du pouvoir local et d'accès de ces élites dans les rangs de l'appareil d'Etat ont été modifiés par la pratique des élections et les redistributions d'argent et de postes qui les ont accompagnées. C'est ce qui a pu favoriser une pratique,

de la gestion du pouvoir au profit de la famille, des parents, des proches et des amis plus qu'au service d'une entité abstraite, qui s'appellerait l'État. Mais ceci bien plus un point d'arrivée d'une évolution facile à comprendre que le résultat d'une altérité qui aurait été acquise dès l'origine.

Le piège de la différence se présente donc sans cesse. Or ce qu'il s'agit de comprendre, c'est comment l'Italie unifiée a pu gérer, en Sicile et ailleurs, ses différences antérieures à l'Unité et, d'une part, tenir un discours unificateur et centralisateur, en mettant l'appareil d'État au service de ce discours, et, d'autre part, contribuer par sa politique même, par le détail de ses mesures comme par ses grands choix en matière fiscale, économique, monétaire, foncière, etc., contribuer à accentuer ces différences, et à creuser encore davantage les écarts. Le premier paradoxe du nouvel état m'apparaît avoir été dès le début, et être resté longtemps la distance qui sépare sa politique réelle de son programme affiché.

De toute façon, l'Italie de 1860 hérite de plus de deux ou trois traditions étatiques. Il y a celle de Venise, qui n'a pas eu le temps de disparaître tout à fait. Il y a celle de Florence, creuset des influences toscane, lorraine et autrichienne. Il y a celle, si souvent contestée, des États pontificaux: l'Emilie-Romagne en aurait-elle porté le poids après 1860?

L. C.: Dans quel sens a pu jouer la non-industrialisation de l'île?

M. A.: Non-industrialisation, sans doute. Mais elle n'a pas empêché une très forte urbanisation qui représente le phénomène majeur de ces cent dernières années. La population a massivement glissé de l'intérieur vers les ports et les côtes. Pourtant le moteur de cette expansion urbaine n'a pas été l'industrialisation, mais au contraire la tertiarisation, secteur commercial et secteur public étroitement mêlés. Celle-ci a offert des débouchés importants aux notables, mais également des possibilités (en fait les seules) d'ascension sociale par étapes. La "vocation" ou le "destin" agricole de la Sicile ne représente que l'un des aspects d'une réalité plus complexe, qui a aussi son visage urbain.



L. C.: Mais le latifondo ne se révèle guère accueillant aux manufactures et à l'industrie à domicile.

M. A.: Non. Ce que l'on appelle manufactures sont, en fait, des manufactures d'Etat, et les grandes implantations industrielles, chantiers navals, hier, et industries chimiques aujourd'hui, ont toujours dépendu des interventions d'une poignée de grosses sociétés et de l'Etat lui-même. Elles n'ont jamais remodelé le tissu économique et social de l'ensemble de l'île. L'Unité a même contribué à accélérer la survie de l'artisanat domestique et l'intégration de la Sicile dans le marché intérieur italien comme consommatrice de produits industriels fabriqués à l'étranger... D'où la faiblesse constante d'un tissu industriel fragmenté, qui ne parvient jamais à se reconvertir en temps de crise, et ne se survit alors qu'avec des aides de l'Etat. En ce sens, la Sicile est passée du salariat agricole au salariat tertiaire sans passer vraiment par le salariat industriel, sauf par l'expérience de l'émigration. Et cela n'a pas peu contribué, sans aucun doute, à la formation d'une nouvelle identité. Toutes les grandes déclarations sur l'immobilisme ne doivent pas faire illusion: la Sicile de 1987 n'a plus guère à voir avec la Sicile de 1860. Et le chemin qu'elle a parcouru représente un itinéraire original, que l'on peut comparer, mais sans jamais l'y réduire, à celui d'autres régions de l'Italie du sud.



**L'OPPOSITION NORD-SUD  
ET LES EXEMPLES REGIONAUX**  
*Pluralité et diversité des modes d'exploitation  
dans l'agriculture italienne.\**

*Lucia CARLE (I.U.E., Florence)*

On pourrait considérer l'Italie comme un exemple des rapports qui peuvent s'établir entre un Nord, à agriculture développée et "moderne", et un Sud à agriculture traditionnelle et même archaïque.

En effet on a toujours mesuré les problèmes et les réalités de l'agriculture du Sud par rapport aux résultats et à l'état de celle du Nord. Cela a créé une échelle implicite dans la considération des modes d'exploitation. On identifie l'agriculture du sud avec le système du *latifondo*, comparé aux systèmes à *mezzadria* et aux petites propriétés du nord de l'Italie. La réalité est bien plus complexe. Les recherches et les travaux des historiens et des ethnologues des dernières années ont conduit à considérer des éléments nouveaux, qui modifient cette optique. L'étude de réalité régionales montre que la pluralité et la diversité des modes d'exploitation sont à prendre en compte si l'on veut tracer le cadre exact des données du problème du "modernisme" et du "retard", qui coexisteraient dans l'Italie agricole.

Il faut insister sur le rôle fondamental que les travaux

---

\*Texte présenté au 13ème Congrès européen de Sociologie rurale.  
Braga, Portugal, 1-4 avril 1986.

des historiens ont joué dans cette problématique, car il s'agit d'un pays à la fois très ancien (l'idée d'une unité culturelle et linguistique de l'Italie remonte déjà, après celle de la culture romaine classique, à Dante et Petrarque) et très jeune (l'unité politique nationale est de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle). Or à partir de l'Unité, l'historiographie a surtout travaillé dans le sens de la construction nationale, en insistant sur les éléments d'unité culturelle et linguistique. D'autre part, le fait que le fascisme ait utilisé largement l'idéologie nationale a provoqué un refus, du nationalisme, après la dernière guerre mondiale. Cela a contribué à pousser les recherches dans le champ d'une histoire de l'antifascisme, avec une tendance à isoler les éléments et les situations, liés à ce phénomène, avant, pendant et après. Ainsi le régionalisme a été combattu longtemps pour des raisons politiques; ce n'est que depuis la récente constitution des régions comme réalité politique et administrative qu'il est devenu "à la mode".

Pour toutes ces raisons les derniers travaux qui s'efforcent de partir de microanalyses - en exaspérant même cet aspect - et refusent les interprétations, les explications et les comparaisons à tout prix, peuvent se révéler particulièrement précieux, car ils arrivent à cerner des données qui autrement nous échapperaient.

Je me propose donc d'utiliser un travail de recherche ponctuelle sur le terrain comme exemple d'axes à développer, et pour voir comment les thèmes Nord-Sud peuvent se retrouver à l'intérieur d'une même région. Parallèlement, je voudrais donner une idée des types des contrats agricoles et des modes d'exploitation existant dans la péninsule depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

Les Langhe sont un territoire qui comprend à peu près la zone de moyennes collines - comprises entre 400 et 800 m. au-dessus du niveau de la mer, parfois plus - et délimitée par les rivières Tanaro à l'ouest et Bormida de Spigno à l'est, par le sillon de Ceva-Carcare au sud, et au nord, de façon approximative, par le cours du Belbo entre Canelli et Santo Stefano, et par les collines de Canelli à Bistagno, jusqu'au confluent de deux Bormida. L'administration de ce territoire est aujourd'hui partagé entre trois provinces (Cuneo, Asti, Savone) et deux régions adminis-

tratives (le Piémont et la Ligurie). La ville d'Alba, qui a perdu au siècle dernier son statut de chef-lieu de province, se considère pourtant comme la capitale naturelle de ce territoire, même si une partie de sa région (l'Albese) n'est pas considérée comme faisant partie des Langhe. La différence entre la Bassa Langa - plus liée au sort d'Alba et auparavant de Saluces, qui a toujours eu tendance à se tourner vers les plaines du Piémont - et l'Alta Langa - qui pendant longtemps a regardé vers la Ligurie - n'est pas seulement géographique. Et c'est surtout à cette dernière que j'ai l'intention de me référer.

L'origine du nom Langhe est très ancienne, et remonte à l'époque romaine. Par la suite - au Moyen-Age et à l'Age Moderne - le nom fut appliqué à un territoire qui était autrefois beaucoup plus important (car il arrivait à la mer ligurienne) et s'étendait plus au sud du territoire actuel. Les Langhe n'ont jamais constitué une entité unique, ni féodale ni administrative. Jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle quelques marquisats, tous issus au départ d'Aleramo, et quelques communes urbaines qui seront par la suite annexées par les premiers, se partagent tout le territoire.

La logique du partage de ce territoire est strictement féodale, caractérisée par l'usage piémontais de la division de l'héritage féodal. Evidemment ces règles de morcellement et parts des fiefs ne faisaient pas, précisément, l'unification territoriale par la continuité d'un pouvoir.

Aux familles qui descendent d'Aleramo, souvent liées au Montferrat, s'ajoutent peut à peu des noms de l'aristocratie génoise, car ventes et achats de fiefs ont lieu surtout au XIV<sup>e</sup> et aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. La succession des inféodations est extrêmement complexe. Tout comme le Montferrat, qui est annexé progressivement à la Maison de Savoie, les fiefs qui lui sont liés - soit momentanément soit du fait d'une inféodation partielle - subissent alternativement le même sort, car ils sont impliqués à fond dans les guerres sanglantes de succession du marquisat de la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. A partir de 1435, à la fin de la guerre entre Filippo Visconti duc de Milan et le marquis du Montferrat Gian Giacomo, une partie des fiefs devient fiefs impériaux, inféodés directement à l'Empire par l'intermédiaire de Milan. Ils res-

teront tels jusqu'en 1736. C'est la famille Del Carretto, qui détient le plus longtemps la plupart des fiefs dans l'Alta Langa; elle est épaulée par les nombreuses branches des Scarampi. Souvent dans l'histoire politique, les fiefs de l'Alto Montferrato et des Langhe se trouvent confondus, même si les Langhe constituent déjà une entité géographique bien distincte. Il faudrait suivre pas à pas l'histoire de chaque communauté pour savoir dans quelle mesure l'une ou l'autre a été plus ou moins étroitement liée par l'intermédiaire de propre seigneur, au Montferrat, de la période de l'expansion de ce dernier et jusqu'à sa décadence progressive.

La maison de Savoie, de son côté, poursuit du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle une politique de conquête sur le territoire des Langhe. Les annexions ne se font presque jamais de manière pacifique ni même souvent définitive. Dès le XV<sup>e</sup> ce territoire est le champ de bataille de différentes armées, qui détruisent châteaux et forteresses et ravagent tantôt un village, tantôt l'autre. D'après les chroniques et les archives locales, pour les habitants des lieux, et notamment de l'Alta Langa, les invasions et le passage des soldats entrent dans la catégorie des événements accidentels et inévitables. L'annexion des Langhe au Piémont se fait en cinq étapes depuis 1531 jusqu'en 1736.

Une *consegna dei Fuochi* (liste des familles d'une commune) de 1743, précise pour chaque lieu non seulement le nombre de feux payants l'impôt, mais aussi les parts féodales de chaque seigneur scrupuleusement nommé. Depuis le XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle ce sont toujours les mêmes familles seigneuriales et leurs alliés qui se partagent le territoire dans l'Alta Langa. Del Carretto et Scarampi en tête. Les précisions concernant les parts féodales sont indicatives des particularités que la gestion du pouvoir assume dans beaucoup de ces communautés. (Le décompte des feux exclut les "misérables"). Par exemple le village de Belvedere (130 feux) est partagé par six seigneurs, de plus Sa Majesté en possède le tiers; Brovida (26 feux) est divisé en 36 parties et partagé par cinq seigneurs (2 Scarampi et trois Del Carretto)!

L'administration de la Maison de Savoie confronte ces vassaux, qui ont l'habitude d'une large autonomie sur leurs terres, à des obligations nouvelles et surtout désagréables comme le paie-

ment régulier des tributs. Même si chaque communauté constitue un cas à part, il paraît évident que ce double aspect d'héritage féodal et d'autonomie locale relative caractérise une bonne partie des Langhe et l'Alta Langa en particulier. Les rapports entre chaque communauté et son seigneur varient eux aussi, ainsi que leurs marges d'action respectives. Beaucoup de communautés tirent vanité de leurs anciens statuts, auxquels pendant plus ou moins longtemps elles se sont référées. L'existence des parties féodales est une des causes d'une seigneurie éloignée qui perçoit ses droits et qui est en général représentée par un *podestà* mais qui reste floue puisqu'elle n'est pas souvent concrétisée par une seule personne physique. Le rapport entre la communauté - dans les personnes du *Consiglio dei capi de casa*, le vrai pouvoir local effectif - et son seigneur est négocié et négociable à plusieurs reprises.

Cette organisation féodale qui se prolonge pendant si longtemps influence aussi la notion même de frontière. Il paraît ainsi évident que dans le cas de certaines villages limitrophes - comme ceux de la vallée d'Uzzone par exemple - les frontières déterminées par leur appartenance politico-administrative doivent avoir pour les habitants une signification relative. Dans les communes de cette vallée, par exemple, pendant plus d'un siècle des cascine (fermes) situées à quelques minutes de distance font partie d'Etats différents et payent des impôts différents. Sans doute ce qui compte pour les habitants sont les règles de chaque communauté, beaucoup plus stables en général que les transferts d'un Etat à l'autre. La complète assimilation des Langhe aux provinces piémontaises s'accomplit en droit et de fait entre 1740 et 1750. Mais elle pose de nombreuses difficultés à la Maison de Savoie. Les feudataires y sont souvent opposés: ils hésitent même à déclarer leurs propres privilèges, et les Intendants s'en plaignent. Il s'agit en outre de terres éloignées de la capitale et dangereusement proches de la République de Gênes, qui veille attentivement à la défense de ses confins. Au point de vue administratif commence pour le territoire le partage entre plusieurs provinces, partage qui se poursuivra jusqu'à nos jours. Certains villages changeront plusieurs fois de province sous les régimes successifs: l'Etat de

Savoie, la France républicaine et napoléonienne, la restauration piémontaise et finalement l'Etat italien. Les anciennes logiques de gravitation changent, ce qui en soi n'est pas nouveau pour ce territoire qui a dû s'adapter à de continuel bouleversements causés par les armées et par les changements politiques dans les Etats limitrophes. Ce qui est nouveau, c'est qu'on se trouve en face d'un Etat moderne et centralisé: c'est le cas de l'Etat de Savoie d'abord et de l'empire napoléonien ensuite.

L'administration piémontaise n'arrive pas à unifier les douanes, qui dans l'Etat piémontais se multiplient. Elles se révèlent particulièrement difficiles à gérer dans la zone de "frontière" que l'Alta Langa continue à être. On perçoit donc plusieurs étapes entre l'annexion d'une série de fragments qui ont chacun leur individualité et leur unification dans un système d'organisation de l'espace programmé depuis la capitale. Entre les XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, il s'agit plutôt d'une phase intermédiaire, où le pouvoir central modifie les regroupements, les affectations, sans avoir une prise réelle sur la région.

A leur arrivée les Français sont confrontés à cette situation, mais les efforts des Piémontais ont, d'une certaine façon, préparé l'étape française. Avec la nouvelle administration chaque bourgade, village ou ville a un rôle à jouer. Celui-ci en fait un point de repère dans le système d'organisation de l'Etat, selon une échelle d'importance à laquelle aucun noyau familial, ni même aucun individu, ne peut échapper. De nouvelles échelles de valeurs sont ainsi superposées aux anciennes, qui permettaient quant à elles d'organiser selon une certaine logique la perception de l'espace géographique environnant et connu. La conscription obligatoire, le nouveau système fiscal, l'administration de la justice - pour ne citer que les plus importantes - sont les nouvelles données qu'il convient d'insérer dans cette nouvelle optique.

Avec l'annexion au Piémont, c'est la "ville" comme l'ensemble des exigences d'une civilisation urbaine, qui "arrive" et s'impose à la campagne malgré les distances: aux impôts et au service militaire (déjà plus ou moins présents) s'ajoute l'obligation pour les habitants des campagnes de se donner des personnes qui puissent être de moyens de transmission stables.



Cela ne veut pas dire qu'auparavant les Langhe ignoraient les rapports avec les villes. Tout en restant dans l'Alta Langa, Cortemilia, appelé *oppidum* depuis le Moyen-Age, joue un véritable rôle de ville, surtout marchande, jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, mais surtout jusqu'au XVII<sup>e</sup>, quand une bonne partie de ses habitants l'abandonne à plusieurs reprises suite la guerre, la peste et les inondations. Elle ne retrouvera plus l'importance qu'elle avait au temps de son rôle de point de transit sur les itinéraires marchands qui reliaient l'Haut Montferrat à la Ligurie, qui désormais passent ailleurs, et dont il reste des traces chez les quelques familles bourgeoises de notaires et de médecins surtout, qui aiment à souligner l'ancienneté de leur lignage. Non loin de l'Alta Langa d'autres villes autrefois florissantes, ayant connu ensuite un certain déclin, entretenaient des rapports avec ce territoire: Ceva, Mondovì, Saliceto, Dogliani, sans parler d'Asti, de Cairo, d'Acqui, de Savone. La fortune de ces villes est assez variable au cours des siècles, mais elle montre toutefois la présence d'une civilisation urbaine de référence. Mais cette référence n'assumait pas à cette époque la signification d'une série de contraintes qui viendrait modifier des logiques internes propres au territoire.

Avec l'arrivée d'un Etat moderne et centralisé, c'est une autre réalité "de ville" qui s'impose. C'est la ville qui veut organiser et utiliser la campagne pour faire mieux fonctionner son modèle; le lieu privilégié de toutes initiatives; le siège du pouvoir. Dans les Langhe cela se vérifie assez tard, après des siècles d'une autonomie locale très poussée et la réaction est forcément négative. Un exemple: l'attitude négative ultérieure vis-à-vis du fascisme aura le même sens, car les paysans le percevront essentiellement comme un régime qui leur enlève leur pouvoir décisionnel sur leurs produits, leurs ressources, leur façon de gérer leur travail et leur temps.

Dans l'histoire de l'Alta Langa on peut donc voir quelques uns des thèmes propres à l'historiographie italienne et en particulier à l'histoire des rapports Nord-Sud, tels que: des modalités d'évolution du système féodal assez variables; l'introduction d'un

Etat moderne et centralisé; les rapports ville-campagne. La véritable opposition n'est pas forcément géographique ni une opposition entre sous-développement et progrès, mais plutôt une opposition de systèmes sociaux différents. Cette opposition, malgré de grandes variations, constitue un peu le fond, le substrat du problème, car du problème, car il existe des développement et des réactions divers.

Par exemple, les stratégies d'alliance et de parenté - qui constituent partout des structures de défense - peuvent se traduire soit par une stratégie de mariage qui permet la conservation du lignage, ou de la *casa*, ou de la propriété, soit par un système de *mafia* ou de brigandage. La ligne de démarcation ne passe pas seulement entre Florence et Rome, ou plus bas, mais si sein même de chaque région. Le soisisant sous-développement ou retard qui se manifeste ici ou là n'est qu'une conséquence de cette opposition continue et non un phénomène en soi, qu'il y a lieu d'inscrire dans une évolution générale et d'attribuer à des "causes historiques" qui restent à définir. C'est l'enquête diversifiée sur le terrain qui suggère cette interprétation particulière des contrastes existants, depuis longtemps décrits, notamment dans le cadre de la question meridionale, débat traditionnel de l'historiographie italienne.

L'opposition Nord-Sud n'est qu'un aspect de l'opposition de fond ville-campagne, qui tout au long de l'histoire italienne se manifeste sous des formes différentes. Il s'agit de l'opposition de formes de production différentes, qui s'opposent sans cesse, de façon toutefois particulière. L'évolution de l'opposition du système féodal des fiefs par contraste avec celui des villes (*i comuni*) en est un exemple, qui différencie au XVIII<sup>e</sup> siècle Nord et Sud: dans l'Italie du nord et du centre les droits seigneuriaux, qui ne rendent pas beaucoup, sont souvent vendus aux *comuni*; dans le Sud c'est l'inverse car les trois-quarts du royaume de Naples appartiennent aux *baroni*.

Les petites propriétés à exploitation familiale ou presque ont été souvent beaucoup plus nombreuses qu'on ne le croit. L'étude des anciens cadastres, là où ils existent encore, est en train de corriger l'image de la petite propriété paysanne, surtout fon-

dée jusqu'ici sur les documents de l'administration d'Etat, donc essentiellement de type fiscal. Les archives locales, paroissiales et communales, peuvent encore nous révéler beaucoup de choses sur la paysannerie italienne à l'époque moderne. Ici où là elles font état de toute une série de comportements qui ont surtout pour but une certaine continuité du lignage et une certaine stabilité des modes de vie. Il en ressort une véritable multitude de cas, de situations, de types d'évolution, dont on est encore loin d'avoir le panorama complet.

Petit propriétaire exploitant; *mezzadro*, *affittuario* ou *bracciante*, ces termes comportent une véritable discrimination lourde de conséquence. Posséder ou ne pas posséder la terre qu'on travaille change véritablement tout dans l'évolutions des modèles sociaux. Là où la petite propriété des cultivateurs exploitants est minoritaire ou inexistante, le rapport des agriculteurs avec la terre qu'ils travaillent se modifie au gré des contrats agraires. Et à l'intérieur de la catégorie de ceux que ne possèdent pas la terre qu'ils travaillent, il y a toute une série d'autres catégories sociales, dont les conditions de vie sont spécifiques.

Schématiquement, on pourrait diviser la population qui vit à la campagne en trois catégories: ceux que possèdent la terre et qui ne la travaillent pas; ceux qui la possèdent et la travaillent, avec ou sans aide extra-familiale; ceux qui ne la possèdent pas, mais la travaillent avec ou sans aide. Les rapports de nombre et de force entre ces trois catégories et les caractéristiques locales de chacune d'entre elles constituent un des facteurs importants de la spécificité d'une région par rapport à l'autre. Cette explication ne suffit pas, car il faut toujours voir les rapports que chacune de ces catégories - et notamment la première - entretient avec la ville: rapports à la fois avec la ville la plus proche et la plus importante, et avec les citadins. En outre, une autre catégorie impose des variantes à cette analyse: il s'agit de la population des artisans et des travailleurs de manufactures, qui vivent parfois à la campagne, en étant parfois aussi des cultivateurs à temps partiel. La famille paysanne dont les membres travaillent en partie aux champs et en partie comme artisans ou à la manufacture, est un prototype très répandu qu'on trouve partout

dans la péninsule. Les commerçants, ainsi que les marchands et les colporteurs, constituent une autre partie de la population rurale qu'il convient de prendre en considération et de classer dans les catégories susdites.

Je vais essayer de situer quelques modèles de non-proprétaires exploitants parmi les plus répandus - mais surtout parmi les plus étudiés pour différentes raisons - dans l'Italie du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècles, en utilisant le panorama qu'en donne Giorgio Giorgetti dans le cinquième volume de la *Storia d'Italia* (cf. la Bibliographie en fin d'article).

Le contrat de *mezzadria*, tel qu'on le trouve en Toscane, à partir du XVI<sup>e</sup> - XVII<sup>e</sup> siècle, est caractérisé par le partage en principe "à moitié" (*amezzo*) entre le propriétaire et le *mezzadro*. L'unité d'exploitation est le *podere*: une unité productive familiale, qui est censée être auto-suffisante. Les régions où on trouve ce type de contrat, et où il a été étudié, sont la Toscane et les territoires des environs de Bologne, de Modena, et de Padoue. Le véritable contrat *a mezzadria* est celui qu'on trouve en Toscane et dans le Bolognese. Toutefois on trouve des *contratti parziari* (contrats partiels) un peu partout en Italie, du Nord aux îles. La région de Parme et la basse plaine à l'est du fleuve Adda constituent les seuls exemples de grands *poderi* cultivés surtout par de la main-d'œuvre non familiale et gérés par un *mezzadro*, qui devient ainsi entrepreneur ou presque. Partout ailleurs la *mezzadria* (ou le contrat partiel) a une caractéristique d'exploitation familiale ou interfamiliale.

Outre la *mezzadria*, il existe un autre type de contrat: l'*affitto*, qui est très répandu dans la Lombardie, le Veneto et la région de Lucques. L'exploitation là encore est sur une base familiale, avec des obligations pour l'*affittuario*, qui comme le *mezzadro* a sa charge l'amélioration du *fondo*. Le loyer est payé en nature, en denrées diverses et en prestations de main-d'œuvre, avec défense de sous-louer sans la permission du propriétaire. Le renvoi est prévu en cas de retard de paiement, mais dans la pratique on le tolère souvent; cela va dans le sens de l'intérêt du propriétaire pour lequel la continuité de gestion du *fondo* est importante. Par contre, à la différence de la *mezzadria* le proprié-

taire n'est pas concerné par le nombre de bras employés sur la terre ni même par le contrôle de cette main-d'oeuvre. Les seules choses qui l'intéressent sont le loyer et le maintien du fondo en bon état. Cette forme de contrat est aussi largement utilisée pour des parcelles de terre et non seulement pour l'unité familiale d'exploitation; parfois le même agriculteur se trouve avoir des contrats différents avec différents propriétaires en même temps. Il semble que ces caractéristiques sont présentes surtout là où l'organisation du procès de production est encore fluide, dans l'intérieur de la Toscane par exemple.

Les mauvaises années, des contrats peuvent également subir des modifications ponctuelles. Il s'agit alors d'une sorte de contrat mixte de *mezzadria* et d'*affitto*, comme on en trouve dans le Friule et la *Lombardia asciutta*.

Parfois le pouvoir politique protège les *affittuari*. La République de Venise, par exemple, émit à une certaine époque une ordonnance qui empêchait la saisie des boeufs et des outils du travail rural.

Le même type de contrat, mais avec loyer en argent ou loyer mixte, en argent et denrées, est aussi largement présent depuis le Moyen-Age sur les côtes les plus ouvertes aux trafics et dans les alentours des plus importants centres habités du *Mezzogiorno* et de la Sicile, en particulier pour les terres cultivées à légumes, à canne à sucre ou plantées en vignes, oliviers, mûriers, agrumes, etc., c'est-à-dire ces *fondi* qui ressemblent à ce qu'on appelle les *giardini mediterranei*. Par contre, à partir du XV<sup>e</sup> siècle le loyer en argent commence à présenter des caractéristiques nouvelles dans la *Padana* irriguée et le *Basso Milanese*. Ici les terres sont favorisées car particulièrement fertiles suites aux investissements consentis aux siècles précédents, proches de nombreux marchés urbains et européens et d'un réseau de communication terrestre et fluvial très développé. Les cultures et les élevages qu'on y pratique ont tendance à se spécialiser (riz; bêtes à viande), ce qui exclut le *podere* familial. L'exploitant est donc un entrepreneur qui emploie des salariés, fixes (surtout pour l'élevage) et temporaires. Dans les documents relatifs à l'*Ospedale Maggiore* de Milan on trouve des *affittuari* louant plus de 100

hectares, parfois avec un moulin. Ils payent en argent et en certaines prestations, telles que le développement de plantations. Ces plantations ont ici le caractère d'un véritable investissement, auquel le locataire est stimulé. On promet également des améliorations du système d'irrigation et la culture du riz. Ce type particulier de location reste toutefois différent des contrats de location des grandes propriétés à plusieurs *affituari* par la médiation d'un intermédiaire administrateur (très répandue depuis le Moyen-Age) et il préfigure plutôt l'entreprise agraire capitaliste. De plus, ce type d'entreprise exige des techniques de culture avancées et en voie d'amélioration constante.

Les contrats sur les terres à *latifondo* présentent des caractéristiques encore différentes. Il s'agit des contrats de location pour des terres étrangères au procès d'*appoderamento*, là où l'agriculture a été caractérisée jusqu'à nos jours par l'alternance de céréales et de pâturages, sans habitat paysan dispersé dans la campagne. De courte durée (même 4 ans) et à caractère de *contratti parziari*, avec l'obligation de fournir un pourcentage de la récolte très variable selon les années. Le loyer fixé est de rapport très simple, perçu proportionnellement à la terre ensemencée: par exemple deux ou trois *tomoli* de blé pour un *tomolo* de terre. La quantité varie selon le type de *fondi* et selon la coutume. Ces quantités ressemblent beaucoup à celles prévues dans des contrats analogues dans d'autres régions italiennes. Les *contratti parziari* sont beaucoup plus variés et ressemblent aux contrats des terres maracageuses de l'Italie centro-septentrionale, comme les *lavoraggioni* dans l'Emilie ou les *murraioli* dans la Maremme. Entre les grands propriétaires et les cultivateurs il y a toute une série d'intermédiaires, qui gèrent leurs rapports et en tirent de bons avantages.

Ces types de contrats, liés par le caractère du loyer aux cultures céréalières, ne peuvent que perpétuer le régime du *latifondo*. Les parcelles de terre sont découpées et redécoupées selon les exigences des propriétaires qui ont aussi les avantages de loyers à court terme.

A l'intérieur du groupe le plus modeste de la population paysanne il y a différentes catégories sociales, qui dépendent de

ce que le cultivateur possède en denrées ou en bétail. Les catégories les plus identifiables sont toutefois les *terraticanti* et les *coloni*. Les premiers, relativement autonomes, versent un loyer fixe, mais en contrepartie prennent plus de risques. Les seconds, moins autonomes, sont en partie protégés par le fait que le propriétaire est directement impliqué dans la récolte dont il reçoit une partie proportionnelle à la rente et non fixe. Mais dans ce cas les propriétaires peuvent imposer le pourcentage qu'on leur doit en l'augmentant en raison de la demande de terre. Alors la rentabilité pour les *coloni* n'est pas supérieure à celle des salariés, *bracciali* et *giumatari*. Parfois les paysans pauvres ont le droit de cultiver des terres pendant la période comprise entre le labourage et la récolte. Ces terres restent ensuite disponibles pour le pâturage.

Tous ce types de contrats sont donc liés à une agriculture de pâturage, arriérée, pauvre en capitaux, surtout céréalière, et à un système d'élevage qui exclut des formes d'intégration présentes dans des systèmes *poderali*. Le bétail est nourri en pâture et en transhumance, sur des communaux ou des jachères, ou encore dans des propriétés féodales (en payant la *fida*, un droit proportionnel au nombre des têtes). De même le bois, grâce au droit de *legatico*, est beaucoup plus disponible que dans les propriétés du centre-nord.

Les *coloni* et les *terraticanti* sont souvent des travailleurs qui tirent leurs moyens de survie soit des *fondi* cultivés directement, soit des salaires perçus comme journaliers, par exemple dans l'élevage ou le bois. Cela explique leur misère chronique, d'où le mécanisme indispensable du crédit aux agriculteurs. D'où la création des *monti frumentari*, institutions publiques, et des ventes sur la *voce*. Dans ces ventes les fruits sont sous-estimés avant la récolte. Le cultivateur réalise alors un gain sur une partie ou sur la totalité des fruits, qu'il vend lorsqu'ils sont venus à maturation, et lorsque leur prix sera en réalité bien supérieur au prix estimé. Généralement les propriétaires ecclésiastiques sont ceux qui font les contrats les moins sévères et qui tolèrent davantage les retards de paiement. Les propriétaires de *latifondi* sont des feudataires et des ecclésiastiques. Les

"bourgeois" sont ceux qui ont une fonction subalterne vis-à-vis des propriétaires et intermédiaire entre ceux-ci et les cultivateurs.

L'organisation féodale, et sa spécificité, pèsent partout où elle perdure, mais avec des caractéristiques particulières. Il existe une grande différence entre les fiefs où le feudataire est présent et grand propriétaire, et les fiefs où le seigneur est presque toujours absent et ne possède pas des grandes étendues, où la communauté paysanne est très forte et solidaire dans ses **statuti** et droits.

La **colonia perpetua**, qui peut devenir propriété par la suite, existe également dans l'Italie méridionale. Il s'agit d'une exploitation où le paysan reste toute sa vie, pour laquelle on lui reconnaît une espèce de droit d'héritage et d'exploitation pour sa descendance. Elle se confond avec la **locazione perpetua** ou **enfiteusi**. Dans ce cas le propriétaire garde toutefois des droits comme le renouvellement tous les 29 ans, la défense d'aliéner le **fondo** sans consentement du propriétaire direct, l'obligation de le dédommager en cas de dégâts, un droit d'**intratura**, etc. Au XVI<sup>e</sup> siècle l'**enfiteusi** est encore largement présente dans chaque région italienne. L'**enfiteusi** est parfois le premier pas vers l'accès à la propriété. D'autre part, dans le cas d'une baisse démographique importante elle garantit parfois une rente au propriétaire. De plus, les contrats à **enfiteusi** à trois générations permettent aux propriétaires de rentrer en possession de terres améliorées un siècle plus tard. Cela arrive également dans les contrats à **enfiteusi perpetua** en cas de non paiement. On retrouve l'**enfiteusi** sous toutes ces formes dans les **fondi non appoderati** à l'origine, les zones à **latifondo** et féodales du Sud, comme les terres pauvres des montagnes des Apennins et des Alpes.

Ce panorama est celui de l'Italie des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. **Grosso modo** on peut parler d'une tendance à l'**appoderamento** dans l'Italie du nord et à l'agriculture extensive des grandes propriétés dans l'Italie centre-méridionale. Mais ce schéma devient de plus en plus complexe. L'existence de réalités urbaines très différentes contribue à compliquer l'analyse.

D'ailleurs cette, situation, fruit d'une évolution très



différenciée, évolue encore pendant les siècles suivants, jusqu'à l'unité nationale en 1861, d'une façon très différente selon les régions. Mais les *patti parziari* ou *d'affitto* resteront en substance les mêmes jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, avec quelques changements. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la *mezzadria*, par exemple, voit augmenter les obligations pour les agriculteurs, qui perdent de plus en plus leur autonomie. Depuis le fin du XIX<sup>e</sup> en avant, avec les changements introduits dans l'agriculture par les nouvelles techniques, l'utilisation des machines, l'évolution des marchés, les conditions des *mezzadri* se font, en général, particulièrement difficiles. Les locations connaissent un processus analogue.

Au moment de l'unité nationale la complexité de la situation de l'agriculture dans le pays est un très bon exemple de la complexité des rapports existants entre l'administration centrale, qui s'efforce d'unifier véritablement, et les différentes régions, toutes douées d'une physionomie précise. Celles-ci, offrent, tout un panorama différencié de situations, de cas et de coutumes. L'*inchiesta Jacini*, première grande enquête sur la situation des campagnes italiennes à l'échelle de la péninsule, le montre bien.

L'attention des enquêteurs se focalise là où les problèmes sont les plus graves, c'est à dire dans l'Italie méridionale et insulaire, où est en train de se vérifier le passage de l'ancien *latifondo* féodal au moderne *latifondo* bourgeois. Les luttes paysannes pour la propriété de la terre, du premier et surtout du deuxième après-guerre, se révèlent particulièrement aiguës dans les terres à *latifondo*, comme dans les grandes propriétés à *mezzadria* de l'Émilie et de la Toscane. Ce qu'on appelle la *questione meridionale* commence à s'imposer en tant que telle. Le *bracciante*, le *colono*, le *mezzadro*, deviennent les prototypes du cultivateur italien. Cette image, dictée par des situations sociales particulièrement graves qui s'imposent forcément à l'attention, néglige le grand nombre de petits et moyens propriétaires exploitants, qu'on identifie d'une façon pas tout à fait exacte avec le Nord.

La réforme agraire de 1950 permet aux paysans l'accès aux terres des *latifondi*, désormais parcellisées, et toute la péninsule, qui sort du fascisme et de la guerre, se trouve confrontée à des perspectives et des problèmes nouveaux.

Sans développer ces questions, je voudrais plutôt souligner à quel point les études les plus récentes sont indicatrices de l'intérêt qu'il y a à sortir de l'optique Nord-Sud comme opposition purement géographique, et à tenter de pénétrer des réalités régionales parfois contradictoires, que l'urgence de certains problèmes avait fait oublier. On ressent l'exigence d'expliquer les origines et les causes de l'état de fait actuel. On rest de plus en plus conscients de la nécessité qu'il y a à remonter dans le temps, car les traces du passé sont peut-être moins visibles mais pèsent plus lourd que ce qu'on pensait.

On se rend compte que les analyse fondées sur les catégories traditionnelles ne suffisent pas.

## BIBLIOGRAPHIE

- G. (Barbieri), *Origini del capitalismo lombardo. Studi e documenti sull'economia milanese del periodo ducale*, Milano 1961, pp. 105-7.
- Athos (Bellettini), "la popolazione italiana dall'inizio dell'era volgare ai giorni nostri. Valutazioni e tendenze", *Storia d'Italia*, Einaudi. Torino 1973. - vol. 5 - pp. 489-536.
- M. (Berengo), *Nobili e mercanti nella Lucca del Cinquecento*, Torino, 1965.
- L. (Carle), "Una regione mancata: percezioni spaziali ed itinerari nelle Langhe tra il XVIII<sup>o</sup> e il XX<sup>o</sup> secolo", *Metodi e Ricerche*, II, Trieste 1983.
- L. Carle: *Lo spazio definito dalle alleanze. Mobilità e immobilità sociale in una comunità dell'Alta Langa dal XVIII<sup>o</sup> al XX<sup>o</sup>*

secolo, *Annali della Fondazione Ginaudi*, vol. XVII, Torino, 1983.

- G. (Carrara), *Il contratto di mezzadria*, Urbino, 1936.
- F. (Ercole), "I contratti agrari nel codice civile parmense: mezzadria, soccida, enfiteusi", *Rivista del Diritto Civile*, VI, 1914.
- Gina (Fasoli), "Feudo e castello", *Storia d'Italia*, Einaudi, Torino 1973, vol. 50. pp. 263-310.
- Giorgio (Giorgetti) "Contratti agrari e rapporti sociali nelle campagne", *Storia d'Italia*, Einaudi, Torino 1973, vol. 50, pp. 701-760.
- G. (Giorgetti), "Note sul grande affitto in Toscana nel secolo XVIII<sup>o</sup>", *Quaderni Storici*, V. 1970, fasc. 2.
- Christiane (Klapisch-Zuber), "Villaggi abbandonati ed emigrazioni interne", *Storia d'Italia*, Einaudi, Torino 1973, vol. 50, pp. 489-536.
- C. (Poni), "Aspetti e problemi dell'agricoltura moderna dall'età delle riforme alla fine della restaurazione" in "Aspetti e Problemi del Risorgimento a Modena", *Collezione storica del Risorgimento e dell'unità d'Italia*, vol. LX, serie IV, Modena 1961.
- A. (Stella), "La crisi economica veneziana della seconda metà del secolo XVI", *Archivio Veneto*, LVIII - LIX, 1956.
- A. (Stella), *Politica ed economia nel territorio Trentino - Tiroloese dal XIII al XVII secolo*, Padova 1958.
- M. (Rossi), *Atti della Giunta per l'inchiesta agraria e sulle condizioni delle classi agricole*, 15 voll., Roma 1882-1885.

- G. (Verdirame), "Le istituzioni sociali e politiche di alcuni municipi della Sicilia orientale nei secoli XVI, XVII, XVIII", *Archivio Storico per la Sicilia Orientale*, I, 1904.
- Pasquale (Villari), *Gruppi sociali e classe dirigente all'indomani dell'Unità*", *Annali della Storia d'Italia*, vol. 1, pp. 881-880.
- R. (Villari), *Mezzogiorno e contadini nell'età moderna*, Bari 1961.
- C. (Vivanti), *Le campagne del Mantovano nell'età delle riforme*, Milano 1959.
- Corrado (Vivanti), "Lacerazioni e contrasti", *Storia d'Italia*, Torino, Einaudi, 1973; vol. 1, pp. 869-950.
- R. (Villari), (a cura) *Il Sud nella storia d'Italia. Antologia della questione meridionale*, Bari 1961.
- Piero (Ugolini), "Il potere nell'economia rurale italiana", *Annali della Storia d'Italia*, vol. 1, pp. 713-810.
- S. (Woolf), "Dal primo Settecento all'Unità," *La Storia politica e sociale*, Torino, Einaudi, 1973, pp. 508.

**NELLA RETROGUARDIA DEL FASCISMO:  
CONFLITO ED INTEGRAZIONE IN UNA  
COMUNITÀ MERIDIONALE (1914-1927)**

---

**Robert ROWLAND (I.S.C.T.E., Lisboa)**

---

**I**

Le discussioni intorno alla natura del fascismo, alla sua dinamica intrinseca o alle sue origini passano inevitabilmente attraverso la definizione implicita o esplicita dell'oggetto dell'analisi. Allo stesso modo, ogni discussione sulla genesi del fascismo rinvia anche, e simultaneamente, alla definizione del sistema politico anteriore la cui fragilità strutturale e/o crisi nel dopoguerra consentì l'affermazione del movimento fascista. La definizione di ambedue i sistemi, e la determinazione di un rapporto fra l'uno e l'altro, si trova così soggiacente a tutta la problematica del cambio di regime.

Questa duplice preoccupazione della natura del regime fascista e delle condizioni della sua genesi nel contesto del sistema politico precedente ha, implicitamente, una dimensione comparata; allo stesso modo, questa duplice preoccupazione si trova implicita in qualsiasi analisi comparata di regimi dello stesso tipo o di situazioni analoghe, in cui regimi formalmente democratici siano stati sostituiti, con più o meno violenza, da dittature autoritarie.

---

\* Istituto Universitario Europeo (Firenze) e I.S.C.T.E. (Lisboa)

Nel contesto di questo genere di discussione comparata il mio proposito, nel presente articolo, sarà limitato e preciso. Servendomi di un esempio circoscritto - la storia delle lotte politiche in un comune meridionale prima e dopo la Marcia su Roma<sup>1</sup> - pretendo insinuare l'importanza di un aspetto a cui, nell'analisi della crisi del dopoguerra e dell'affermazione del movimento e del regime fascista, non sempre è stata data l'attenzione che avrebbe meritato. Mi riferisco ai meccanismi, formali ma soprattutto informali, di articolazione fra i diversi livelli che, nel sistema politico, effettuano la mediazione fra comunità e nazione. Queste forme di potere e di contropotere locale e regionale, questi meccanismi di integrazione politica, tendono talvolta ad essere dimenticati quando sono in discussione problemi - quali la natura intrinseca del regime fascista o la relazione fra affermazione del fascismo e crisi del sistema liberale - che sono abitualmente definiti in funzione di questioni politiche nazionali. Cercherò di suggerire, al contrario, che la problematica del cambio di regime nell'Italia del primo dopoguerra dovrebbe non solo includere un dibattito esplicito sui meccanismi di articolazione fra i diversi livelli del sistema politico, ma anche tenere in conto in che misura questi meccanismi abbiano potuto costituire un elemento determinante nell'aprire la strada al colpo di stato mussoliniano dell'ottobre 1922.<sup>2</sup> Nella precisa misura in cui questo venga dimostrato per il caso del fascismo italiano, dovranno questi stessi aspetti e fattori essere tenuti in conto nell'analisi delle condizioni di affermazione e persistenza di regimi politici confrontabili.

## II

Il comune di Cisternino<sup>3</sup> si trova fra Bari e Brindisi, a 400 metri di altitudine e ad una decina di chilometri dalla costa adriatica. La maggior parte del territorio municipale si trova nella zona di collina denominata 'Murgia dei Trulli', i cui tratti

più notevoli sono, oggi, la dispersione dell'abitato, le caratteristiche case rurali, o trulli, e un'assai prospera agricoltura contadina fondata sulla piccola viticoltura.

Al contrario di quanto succede in quasi tutta l'Italia meridionale, dove la popolazione vive concentrata in grosse 'città contadine',<sup>4</sup> a Cisternino, a somiglianza degli altri paesi di questa zona, il 77% degli agricoltori e i quasi due terzi della popolazione totale di 11.000 abitanti<sup>5</sup> vivevano nel 1970 al di fuori del perimetro urbano, in case sparse e in alcune frazioni. La popolazione urbana è quindi prevalentemente non agricola, e la divisione fra paese e campagna corrisponde ad una separazione effettiva fra le famiglie contadine e le rimanenti. Questa separazione viene rafforzata dall'organizzazione simbolica dello spazio. Fino agli ultimi anni dell'Ottocento la popolazione urbana era concentrata all'interno delle muraglie medievali, le cui due porte conducevano ad una piccola piazza che costituiva il centro della vita sociale. La popolazione era divisa, secondo la residenza, in due categorie: quelli 'del paese' e quelli 'di fuori'. Come in altre zone dell'Italia centrale e meridionale, la sociabilità urbana conferiva - e in certa misura conferisce ancora oggi - dignità sociale.<sup>6</sup> Risiedere 'fuori' era ed è trovarsi escluso dai benefici, simbolici e materiali, di questa sociabilità; ma mentre in altre zone gli esclusi sono in genere una piccola minoranza, a Cisternino sono più della metà della popolazione. La stessa divisione fra paese e campagna costituisce qui una proiezione nello spazio della situazione di subordinazione della popolazione rurale a gruppi sociali urbani, e in particolare agli artigiani e commercianti.

Senza una storia del popolamento in questa zona, che rimane da fare, non è possibile determinare con sicurezza le origini di questa configurazione spaziale. Sembra intanto certo, sulla base di alcuni studi già effettuati,<sup>7</sup> che sia stato l'insediamento di nuove masserie fra Cinquecento e Settecento a strutturare l'appropriazione dello spazio rurale, spartito in questo periodo fra zone di bosco, pascolo e terre coltivate.<sup>8</sup>

A cominciare dal Settecento, e come risposta alla crescita vigorosa della popolazione ed alla sua pressione sulle risorse

disponibili,<sup>9</sup> si verificò in tutta la zona collinare a sud-est di Bari un processo di intensificazione agraria che si tradusse nella cessione di terre, in regime di enfiteusi perpetua, a famiglie contadine e nella sua laboriosa riconversione alla vigna.<sup>10</sup>

Questo processo di intensificazione venne ad accelerare la dispersione dell'*habitat*, permettendo l'installazione degli agricoltori nelle proprie terre, situate spesso intorno alle masserie. Gran parte del significativo aumento della popolazione che si verificò nell'Ottocento<sup>11</sup> si è così tradotta nell'occupazione dello spazio rurale e nella creazione, nel contesto di una cultura che valorizza la sociabilità urbana, di una profonda frattura fra contadini e gruppi sociali urbani.

Fra questi ultimi bisogna situare i cosiddetti 'galantuomini': un gruppo di famiglie che avevano saputo approfittare della disamortizzazione, della divisione delle terre comunali incolte e delle difficoltà di alcune famiglie contadine, costituendo patrimoni che, almeno alla modesta scala locale, erano considerevoli. Cosa in parte forse dovuta al fatto che Cisternino fu, dal secolo XII<sup>o</sup> fino all'inizio dell'Ottocento, feudo della Diocesi di Monopoli, non vi esisteva, a differenza di tanti altri paesi meridionali, una 'aristocrazia locale'; e anche se sussistevano ancora masserie che combinavano l'allevamento con una cerealicoltura estensiva e povera, alla fine dell'Ottocento la base dell'economia locale, resa democratica dalla vigna, era una combinazione di piccola proprietà contadina e di parcelle tenute in affitto.

### III

Poco ci sarà da dire qui sul sistema politico italiano nella seconda metà dell'Ottocento. Il governo dipendeva da una fluida e talvolta labile maggioranza parlamentare costituita su basi clientelari. In cambio del sostegno al governo i deputati ottenevano opere pubbliche ed altri benefici per le zone che li



eleggevano; ottenevano anche l'appoggio del prefetto per i loro amici politici in ogni paese. Questi controllavano il potere locale, mantenevano l'ordine pubblico e si adoperavano affinché le elezioni producessero i risultati desiderati. In caso di difficoltà potevano contare sull'appoggio del prefetto; ma a qualsiasi livello - a quello del parlamento, del capoluogo di provincia o dei singoli comuni - era facile sostituire un personaggio politico, fosse egli deputato, prefetto o consigliere comunale, con un altro capace di svolgere lo stesso ruolo. Alla fluidità delle maggioranze parlamentari corrispondeva spesso la fluidità delle maggioranze nel consiglio comunale, e le etichette politiche erano meno importanti che la divisione, in genere assai equilibrata, fra sostenitori ed oppositori del governo. In conseguenza dell'opzione politica di Cavour, che aveva escluso dal sistema liberale sia i cattolici sia i radicali, si verificava ad ogni livello di un sistema indifferenziatamente liberale l'assenza di organizzazioni politiche e, pertanto, la necessità di affidare funzioni politiche a reti e catene di relazioni interpersonali.

Sembra che questi aspetti del sistema siano stati presenti in modo più accentuato nelle regioni meridionali. Il malcostume politico nel Mezzogiorno era già un luogo comune del dibattito politico italiano e costituiva un tema di discussione inevitabile nel contesto della Questione meridionale. Fintanto che il suffragio rimaneva ristretto e che non era ancora sorto un movimento operaio e contadino capace di imporre la sua propria presenza sulla scena politica, le eventuali differenze fra i comportamenti politici nel Nord e nel Sud - differenze probabilmente esagerate dalla polemica - ebbero un'influenza ridotta in termini di funzionamento del sistema. Alla fine dell'Ottocento, e soprattutto a partire dall'allargamento del suffragio nel 1912, il dualismo del sistema politico italiano si andò accentuando. Analizzerò più avanti le conseguenze di questa evoluzione, ma quello che importa qui è caratterizzare il sistema così come esisteva nei primi decenni dopo l'unità.

Nel marzo del 1876 un gruppo di deputati della Destra liberale si unì alla Sinistra liberale per sconfiggere nel parlamento il governo di Minghetti. Ne seguì il primo governo

della Sinistra. Dopo la sostituzione dei prefetti furono indette le elezioni politiche. La Sinistra ottenne 414 deputati contro i 94 della Destra, e nel Mezzogiorno solo 9 deputati della Destra riuscirono ad essere eletti. L'anno seguente si tennero le elezioni amministrative. Quando i primi risultati furono noti, il prefetto di Bari inviò al ministro il seguente telegramma cifrato: "Finora nelle elezioni parziali comunali provinciali partito progressista maggioranza rimarchevole. Parte clericale esclusa. Minoranza composta liberali moderati [...]".<sup>12</sup>

Più tardi, nel 1889, il governo di Crispi volle informarsi sulle opinioni politiche dei consiglieri comunali in tutte le provincie. In particolare, voleva sapere se vi fossero individui con idee radicali o sovversive. La risposta del prefetto di Bari è rivelatrice. Vi sono nella provincia, dice, 1330 consiglieri, dei quali 31 sono radicali, "ma di nome soltanto"; 55 sono clericali, ma sarebbe più esatto chiamarli "cattolici conservatori"; degli altri, 601 sono moderati e 643 progressisti, ma la distinzione non ha significato reale, perchè "la vita municipale si svolge lontana da criteri ed influenze politiche, ed i Consigli, composti di persone d'ordine, hanno tutti carattere spiccatamente governativo".<sup>13</sup>

Il tono soddisfatto di questa lettera riflette il ruolo determinante svolto dal prefetto nella gestione del sistema. Spettava a lui, ad ogni momento e nei riguardi di ogni comune, valutare la relazione di forze fra i gruppi e le famiglie rappresentate nel consiglio e scegliere, per presiedere l'amministrazione municipale, la persona in grado di offrire le migliori garanzie di poter assicurare l'amministrazione, mantenere l'ordine e produrre nelle elezioni provinciali e politiche il risultato desiderato. Questo esigeva, a volte, un abile intervento diplomatico nelle lotte tra famiglie; l'utilizzazione dei suoi poteri di controllo ed intervento per bloccare l'azione delle amministrazioni meno docili; nonchè una costante attività di raccolta di informazioni.<sup>14</sup> D'altra parte, quando si verificava una votazione importante in parlamento, spettava al prefetto, debitamente avvertito da un telegramma cifrato dal Ministro degli Interni, mobilitare i deputati della propria provincia. I potenziali assenti

avrebbero saputo che la loro rielezione era nelle mani del prefetto. Secondo la logica del sistema, i cambi di governo derivavano sempre dall'erosione e dalla perdita di una maggioranza parlamentare, e non da una sconfitta alle urne.

#### IV

Il gabinetto del prefetto costituiva così una specie di filtro politico e un centro di smistamento dell'informazione. Dal capoluogo della provincia a Roma si susseguivano le informazioni sulla vita politica locale considerate come significative in relazione al funzionamento del sistema; dal capoluogo ai singoli comuni veniva esercitato un controllo che si traduceva nella esatta dose di interferenza considerata necessaria per conciliare l'autonomia dei gruppi localmente dominanti con le esigenze di manutenzione del sistema e dell'ordine che esso rappresentava.

Gli archivi dei gabinetti dei prefetti costituiscono così una fonte privilegiata per lo studio della relazione fra il funzionamento del sistema politico italiano e la vita politica locale, e dei meccanismi rispettivi di articolazione e integrazione.<sup>15</sup>

La documentazione sulla vita politica locale conservata nell'Archivio di Stato di Bari è significativamente più ricca per quanto riguarda alcuni comuni e periodi piuttosto che altri. Salvo nei casi in cui la documentazione si è smarrita, sembra che si possa concludere che la povertà dell'informazione corrisponde in genere a situazioni in cui la portata della vita e delle lotte politiche locali non superava i limiti comunali. In altri casi, al contrario, il moltiplicarsi delle corrispondenza e delle relazioni corrispondeva a situazioni dove la soglia di tolleranza del sistema correva il rischio di essere superata e dove un intervento più o meno velato del potere avrebbe potuto rivelarsi necessario.

Negli ultimi decenni dell'Ottocento la vita politica a Cisternino sembra avere corrisposto alla prima di queste due si-

tuazioni. Fra il 1872 e il 1888 - l'unico periodo per il quale disponiamo di documentazione - non c'è traccia di alcuna intromissione prefettizia nell'amministrazione, ed i fascicoli corrispondenti contengono quasi esclusivamente corrispondenza relativa alla composizione del consiglio comunale, all'elezione degli assessori ed alla nomina del sindaco.<sup>16</sup>

Cisternino aveva, lungo tutto questo periodo, circa 180 elettori iscritti, pari al 10% della popolazione maschile adulta.<sup>17</sup> Le astensioni erano in genere numerose, avendo superato il 60% in metà delle elezioni (annuali) tenutesi fra il 1870 ed il 1888. Queste scarse partecipazioni alle votazioni corrispondevano normalmente all'assenza di opposizione, e quasi metà dei candidati eletti lo furono col 90% o più dei voti espressi. A giudicare dalle votazioni per la giunta comunale, era in seno al consiglio, più che alle urne, che si esprimevano i conflitti personali o fra famiglie.

Fra i 39 consiglieri eletti in quegli anni, 27 venivano descritti come proprietari, 7 erano preti e 5 professionisti. Non tutti i proprietari erano ricchi. Un terzo di essi possedeva beni valutati a meno di 10.000 lire. All'altro estremo, cinque possedevano 100.000 lire o più ed uno di loro, Don Luigi Amati, aveva dichiarato all'inizio degli anni '70 di possedere beni del valore di 637.000 lire.<sup>18</sup>

Nel 1872 Don Luigi Amati, che aveva allora 35 anni, ricopriva già la carica di sindaco. La sua riconferma fu proposta in quell'anno dal sottoprefetto sulla base dell'argomento che era "il più ricco proprietario del paese, onesto, liberale e perciò molto influente". Riconfermato nel 1874, Don Luigi informava il prefetto che i quattro candidati eletti al consiglio - compreso lui stesso - erano tutti governativi. Nel 1875, e di nuovo nel 1876, Amati fu riconfermato: "alla sua condizione sociale di ricco proprietario accoppia un'assoluta onestà e mitezza di carattere; requisiti che lo rendono influente nel paese".<sup>19</sup>

Nel marzo 1876 cadde il governo della Destra. Nel mese seguente Don Luigi chiese due mesi di licenza per motivi familiari. In luglio le elezioni per il consiglio non ebbero luogo perchè, secondo l'informazione del sindaco facente funzione, tutti gli

elettori, avendo sentito dire che Don Luigi Amati era dimissionario, e privati della sua influenza, non avevano voluto votare. In agosto il prefetto ricevette un documento che gli chiedeva di non accettare le dimissioni che Amati aveva intenzione di presentare, "e ciò in considerazione delle condizioni speciali del nostro paese, in cui l'andamento della cosa pubblica richiede indispensabilmente che il Signor Amati rimanga al suo ufficio, di cui la fiducia del Governo meritamente l'onorava, ed in cui questa intera Cittadinanza, ad ogni modo desidera di averlo, onde evitare gravi conseguenze, che inevitabilmente disturberebbero il paese, e la pubblica tranquillità per dissidi e deplorevoli scissure". Fra i 66 firmatari del documento - tanti quanti i voti espressi nelle precedenti elezioni - si trovavano 12 dei 18 consiglieri che avrebbero potuto firmare. Poco dopo Amati presentò, oralmente e per iscritto, le sue dimissioni al prefetto, ma non sembra che questi le abbia accettate.<sup>20</sup> Nel 1877 Amati fu eletto consigliere provinciale con la totalità dei 67 voti espressi. Nel dicembre del 1878, invocando la necessità di assentarsi urgentemente per gravi circostanze di famiglia, rassegnò nuovamente le sue dimissioni, che questa volta furono accettate dal prefetto e dal ministro. Per indicazione di Don Luigi, nel febbraio del 1879 fu poi nominato sindaco Gaetano Soleti.<sup>21</sup>

Questo proprietario-avvocato di 53 anni, il cui patrimonio dichiarato era di 100.000 lire, era stato uno dei quattro consiglieri anteriormente qualificati da Amati, sotto la Destra, come "governativi". Egli conquistò rapidamente la stima e la fiducia del prefetto. Fu riconfermato nel "delicato ufficio" alla fine dello stesso anno, e di nuovo - col sostegno esplicito del deputato della circoscrizione, trasmesso al prefetto in una nota del ministro - nel 1882.<sup>22</sup> Nell'anno seguente, dopo aver rassegnato le dimissioni perché, a suo dire, oggetto di "una guerra ingiusta e sleale" mossagli da "cittadini ai quali ho reso segnalati servizi", finì per ritirarle "per sentito attaccamento alla Persona ed al Governo del Re, e per obbedire all'espresso comando dell'illustre Deputato Commendatore Indelli".<sup>23</sup>

Per tutto il 1884 e il 1885 Soleti tentò diverse volte di ottenere che Luigi Amati - eletto nel frattempo assessore con una

maggioranza schiacciante di voti nel consiglio - fosse di nuovo nominato sindaco. Chiese al prefetto che rassicurasse il ministro che Amati era "attaccato alla regnante dinastia ed al presente Ministero", e lo convinse a fare una proposta formale; ma davanti all'opposizione incontrata, ed avendo il ministro stesso insistito che fosse riconfermato, Soleti finì per rimanere alla testa dell'amministrazione fino al settembre 1887, quando vennero accettate le sue dimissioni per ragioni di salute.<sup>24</sup>

La documentazione riguardante il periodo 1890-1905 è andata smarrita.<sup>25</sup> Disponiamo nuovamente di informazioni solo a cominciare dall'inizio del 1906, quando il consiglio comunale si riunì per procedere all'elezione di un nuovo sindaco, in sostituzione di Don Luigi Amati, deceduto a 67 anni. Per il periodo 1906-1914 le informazioni disponibili, benchè scarse,<sup>26</sup> indicano che con la morte di Don Luigi, se non prima, era finita la relativa tranquillità dell'"antico regime" liberale descritto in questa sezione. In quel sistema le elezioni per il consiglio comunale erano annuali e parziali; eccetto nel caso che vi fossero stati dimissioni o decessi, la quinta parte del consiglio veniva rinnovata ogni anno. Senza imporre una stabilità forzata questa pratica impediva bruschi cambiamenti e sollecitava una continua ricomposizione dei gruppi e delle alleanze in seno al consiglio. La composizione della giunta era determinata dalla forza relativa dei gruppi nel consiglio stesso. Più di due terzi degli assessori sono stati eletti da meno della metà dei consiglieri, e soltanto Don Luigi Amati, quando rientrò nella giunta nel 1884, riuscì a riunire 15 voti. Il sindaco, invece, veniva fino al 1898 nominato dal Ministro degli Interni, su proposta del prefetto, uditi informalmente gli eventuali interessati, come il deputato locale e le persone più influenti della zona. Il criterio fondamentale nella scelta era, oltre alla competenza amministrativa ed all'onestà, la capacità di porsi al di sopra dei conflitti interni della comunità e di imporre, come membro di una fazione dominante o come mediatore fra le fazioni, la propria egemonia locale. Il sistema si traduceva in una forma di *indirect rule* che in circostanze normali conferiva un'autonomia relativa ai gruppi ed agli interessi locali, finchè questi non perturbavano il normale funzionamento dei mecca-

nismi di integrazione che assicuravano la coerenza del sistema a livello nazionale.

V

Dopo la morte di Don Luigi Amati fu soltanto alla terza convocazione del consiglio, quando non era più necessario raggiungere un quorum, che fu possibile eleggere il successore. Così, nel gennaio del 1906, i sei consiglieri presenti scelsero come sindaco, ad unanimità, il medico Eduardo Pozio. Pozio apparteneva ad una famiglia tradizionale di ricchi proprietari i cui membri non nascondevano il loro risentimento davanti all'arricchimento rapido e recente della famiglia Amati. Ma questa apparente vittoria di una fazione contraria agli Amati durò poco. L'anno seguente Pozio si dimise e si ritirò dalla vita politica attiva. Fu sostituito da uno dei consiglieri assenti a tutte e tre le riunioni necessarie ad eleggerlo. E nel 1910 il consiglio elesse come sindaco, con 19 voti ed una astensione, Don Nicola Amati, figlio di Don Luigi.<sup>27</sup>

Non è stato conservato quasi niente, nell'archivio della prefettura, su ciò che avvenne a Cisternino negli anni prima della Grande Guerra. Secondo la tradizione orale questo fu un periodo profondamente segnato da lotte di famiglie, in cui il predominio degli Amati suscitò reazioni sia fra le altre famiglie di proprietari, che fra i settori rimanenti della popolazione.

Ma nel 1912 entrò in vigore la legge di Giolitti che estendeva il suffragio a tutti i cittadini maschi di più di 30 anni, oppure aventi completato il servizio militare, o ancora che avessero più di 21 anni e sapessero leggere e scrivere. Fra coloro che compresero la portata di questa legge vi era un giovane medico, Nicola Lagravinese, figlio di una famiglia di proprietari, che aveva terminato poco prima i suoi studi alla Sorbona.<sup>28</sup> Con suo fratello Pasquale, avvocato, compose una lista 'antioligarchica' per le elezioni del 1914. Inclusive nella lista alcuni artigiani e commercianti, più anziani, la cui influenza avrebbe potuto farsi

sentire presso coloro - quasi tutti contadini che vivevano in campagna - che avrebbero votato per la prima volta. La strategia riuscì e la lista uscì vittoriosa dalle urne. Nel luglio del 1914 Don Nicola Lagravinese fu eletto sindaco, a 31 anni, ed ebbe inizio un'amministrazione che si proponeva "l'attuazione di un programma informato a modernità di concetti".<sup>29</sup> Fu ordinata un'inchiesta sull'attività del segretario comunale - nominato da Don Nicola Amati - da cui derivarono il suo licenziamento e il suo deferimento all'autorità giudiziaria.<sup>30</sup> Per il resto, sembra che l'amministrazione si sia svolta nella normalità sotto l'orientamento di Don Nicola Lagravinese e dei suoi giovani amici professionisti, e dietro la copertura sociopolitica degli artigiani e commercianti della precedente generazione.

L'ingresso in guerra dell'Italia, nel maggio 1915, introdusse cambiamenti radicali. I primi ad essere chiamati alle armi furono evidentemente i più giovani, fra cui lo stesso sindaco Don Nicola. Dopo un periodo di esitazione, e sotto pressione di alcuni consiglieri, questi decise di preterire l'anziano avvocato e professore di diritto penale, Raffaele De Amico, che era stato parecchie volte consigliere dal 1879, e di indicare come suo sostituto l'assessore Paolo Devitofranceschi<sup>31</sup>.

Questo Paolo Devitofranceschi, o Don Ciccio Paolo, come veniva chiamato, era figlio naturale di un agiato proprietario. Nel 1900, quando aveva compiuto 18 anni e si chiamava ancora Paolo Settembrile, aveva minacciato suo padre con un rasoio, il che gli era valso alcuni giorni di carcere e l'essere riconosciuto come figlio naturale. Alcuni anni più tardi fu incarcerato per 20 giorni per oltraggio all'arma dei carabinieri e, poco dopo, per altri 75 giorni per minaccia a mano armata ed adulterio. Irrequieto e donnaiolo, era mal visto dalle buone famiglie del paese ma godeva di un certo prestigio e influenza personale presso una parte della popolazione.<sup>32</sup>

Nel 1916 fu la volta di Devitofranceschi di essere chiamato alle armi. La giunta, composta dall'avvocato De Amico, da Giovanni Piccoli, commerciante di vini, di Giuseppe Lorusso, falegname, e da Domenico Conte, carpentiere e carrettiere, si riunì per eleggere un nuovo sindaco facente funzione. Invocando ragioni di salute



e le loro attività professionali o commerciali, i membri della giunta ricusarono, uno ad uno, la carica di sindaco, chiedendo invece, ma invano, che Don Ciccio Paolo fosse esonerato dal servizio militare.<sup>33</sup> Raffaele De Amico fu costretto ad occupare, almeno nominalmente, la carica di sindaco fino alla sua morte avvenuta nel dicembre 1917.

Fu sostituito dal mugnaio Oronzo Pepe, e la giunta, ora composta da Pepe, Piccoli e Lorusso, chiese nuovamente che Devitofranceschi fosse esonerato dal servizio militare, adducendo il fatto che gli assessori erano pochi e senza esperienza e che non si trovava nessuno fra i consiglieri rimanenti, tutti anziani, disposto ad integrare la giunta. Questa volta, forse preoccupato dai rumori che correavano su delle irregolarità a Cisternino, il prefetto finì per accondiscendere. Nel marzo 1918 Devitofranceschi fu requisito per disimpegnare le funzioni di sindaco di Cisternino.<sup>34</sup>

In realtà sembra che l'amministrazione sia stata controllata da Oronzo Pepe sin dalla partenza di Devitofranceschi, e durante quei due anni i consiglieri artigiani e commercianti approfittarono dell'assenza di Don Nicola e degli altri professionisti per consolidare le basi della propria influenza politica. Nel settembre 1917 il prefetto aveva ricevuto un documento sottoscritto da 37 persone - quasi tutti artigiani e commercianti, molti appartenenti alla fazione Amati - che accusavano i membri della giunta di avere fondato una cooperativa e di riempirsi le tasche portando gli altri commercianti alla rovina. Il prefetto chiese ragguagli, e nel mese seguente il comando provinciale dei carabinieri lo informò che le accuse erano false e che questi commercianti, legati al partito dell'opposizione, pretendevano di "abbattere la cooperativa di consumo costituitasi a Cisternino, che è di sommo vantaggio per la popolazione [...] allo scopo di ritirare solo essi i generi che l'Ente autonomo cede al Comune e rivenderli poi senza sottostare ai Celmieri in vigore. E ciò lo prova il fatto che gli esercenti rivendono i generi facendoli pagare centesimi cinque al chilogrammo in più della cooperativa".<sup>35</sup>

Dopo la morte dell'avvocato De Amico la fazione Amati raddoppiò gli sforzi per abbattere l'amministrazione. Adducendo

il fatto di essere vittima di persecuzioni perchè ben visto dalla precedente amministrazione, il segretario comunale accusò gli assessori di irregolarità fiscali ed amministrative, esigendo un'inchiesta che fu affidata ad un ispettore delle finanze.<sup>36</sup> Allo stesso tempo il prefetto nominò un commissario con l'incarico di stendere una relazione circostanziata della situazione.

Le informazioni contenute in tale relazione - spedita al prefetto in tre parti man mano che l'inchiesta proseguiva<sup>37</sup> - furono ovviamente raccolte presso gli avversari dell'amministrazione. Per quanto mi è stato possibile giudicare a cinquant'anni di distanza, esse non sembrano comunque essere state del tutto infondate; e in ogni modo mettono in evidenza alcune delle conseguenze strutturali dell'entrata repentina sulla scena politica di nuovi settori della popolazione.

L'argomento principale offerto dal commissario è che "dei venti Consiglieri del Comune nove si trovano sotto le armi, tra cui il Sindaco titolare, dott. Lagravinese, due sono deceduti, un altro è dimissionario e due altri, appartenenti alla minoranza, si sono da tempo distaccati dall'amministrazione, la quale perciò è retta da sei consiglieri popolari, assolutamente incapaci". Afferma di seguito che vengono accusati di tentar di conservare il potere per "tutelare i loro privati interessi", e fornisce i seguenti esempi:

- Oronzo Pepe è figlio del mugnaio che lavora per conto dell'amministrazione ed è, allo stesso tempo, incaricato della distribuzione del grano assegnato al Comune per i bisogni della popolazione. Questa circostanza potrebbe garantire a suo padre "impossibili speculazioni".

- Pepe è inoltre genero di Domenico Miceli, "noto incettatore di generi [...] e questi, in contravvenzione all'ordinanza municipale [...] che vieta, tra l'altro, l'esportazione delle uova, ne fa larga incetta inviandole giornalmente a Brindisi e a Taranto".

- I consiglieri assicurano la gestione della cooperativa, ritirando generi e distribuendoli fra i loro amici. Lorus-

so "ha potuto infatti mantenere per tutto lo scorso inverno in casa la stufa a petrolio", ed avrebbe ritirato quattro litri di petrolio per fornirlo ad un cugino del sindaco. Soltanto gli amici dei consiglieri riescono ad avere formaggio ed altri generi che mancano, e i soci della cooperativa vengono privilegiati nella distribuzione dei prodotti razionati.

- Tra i sei consiglieri della maggioranza "vi è il calzolaio Calella Nicola fu Filomeno [...]. Egli è intanto socio nella gestione del Dazio e si serve del nome del di lui cugino Calella Nicola per non rendere manifesta sua incompatibilità".

- L'amministrazione è accusata di muovere persecuzione ai sostenitori della cessata amministrazione. Nella prima relazione, spedita il 18 aprile, il commissario riferisce come esempio il fatto di non essere stata confermata la nomina a segretario comunale del cav. Perna, "bene accetto al partito della cessata amministrazione"; nella seconda relazione, spedita una settimana dopo, egli rivela che infatti il Perna aveva commesso gravi irregolarità, la cui scoperta lo aveva costretto a rassegnare al prefetto le sue dimissioni...

- Un altro esempio di animosità nei riguardi dell'amministrazione Amati era stato il caso del cimitero nuovo, fatto costruire da Don Nicola Amati nel 1914 perchè il vecchio era già pieno. Devitofranceschi interruppe i lavori e "più tardi l'area del nuovo camposanto fu data in fitto per lire 50 [...], per pascolo".

L'essenziale di tutta la questione traspare comunque nell'ultimo paragrafo della relazione: "Pregiomi intanto, per notizia, riferire che a seguito delle continue infrazioni delle leggi perpetrate dagli amministratori di detto Comune ed a seguito delle irregolarità amministrative commesse dagli stessi a danno

della popolazione, il Sacerdote del luogo, prof. Ariani, fece, con lettera, pervenire al Sindaco titolare, Dott. Lagravinese, in servizio militare a Venezia, le lagnanze del partito [dell'opposizione], a carico specialmente degli assessori Pepe Oronzo, Piccoli Giovanni [...], e Lorusso Giuseppe. Al che il ripetuto Sindaco rispose che egli era pronto a dimettersi e nella sua lettera scrisse -'Volete che mi dimetta? Io lo faccio perchè sai bene quanto me ne infischi del Sindacato e della politica'. Il prof. Ariani poi, in data del 27 o 28 aprile u.s., in un'altra sua lettera fece al Sindaco notare che le dimissioni erano reclamate dagli stessi suoi affezionati, perchè avrebbero reso possibili quelle dei suddetti assessori, che si erano mostrati, per la loro incapacità, dannosi al paese".

L'obiettivo dell'opposizione - della fazione Amati così come degli artigiani e commercianti che le erano aggregati - era effettivamente, e soprattutto dopo la morte di De Amico, quello di ottenere che, nonostante le disposizioni che garantivano per la durata della guerra il funzionamento delle amministrazioni locali, anche se incomplete, quella di Cisternino venisse disciolta. Essa sapeva che, se l'amministrazione fosse riuscita a mantenersi al potere sino alla fine della guerra, il ritorno dei rimanenti consiglieri, e di un elettorato contadino radicalizzato, avrebbe significato la fine delle sue speranze di riconquistare il potere. L'azione degli assessori, servendosi della cooperativa per conquistare l'adesione dei contadini, aveva scosso la posizione economica dei commercianti del paese e degli altri intermediari fra il paese e la campagna. Niente di più naturale del modo in cui questi si raggrupparono intorno a Don Nicola Amati, o l'elenco di lagnanze che convinsero il commissario a trasmettere al prefetto.

Ma era troppo tardi. Il prefetto aveva già firmato il documento chiedendo che Devitofranceschi fosse esonerato. Nè una lettera di Don Nicola Lagravinese, che scrisse da Venezia per domandare che cosa succedeva a Cisternino (aggiungendo che "io anche da lontano domino volendo tutta la cittadinanza" e dichiarandosi pronto a rassegnare le dimissioni in caso di necessità), nè un'altra del deputato Michelangelo Buonvino, legato alla fazione Amati (che suggeriva che per il bene di tutti l'amministrazione

fosse disciolta), produssero alcun effetto immediato.<sup>38</sup> Don Ciccio Paolo tornò e riprese le sue funzioni di sindaco.

La guerra finì poco dopo e i consiglieri rimanenti tornarono a Cisternino. Proprio all'inizio del 1919 l'opposizione, presumibilmente d'accordo con Lagravinese (che nel frattempo aveva deciso di rimanere a Venezia), riuscì a provocare le dimissioni di alcuni consiglieri ed a indurre la stessa giunta a rassegnare le sue dimissioni. Fra i dieci consiglieri che rimasero fedeli a Don Ciccio Paolo, dimettendosi solo dopo di lui, c'erano due calzalai, un sarto, un mugnaio, un falegname, un carrettiere ed un commerciante di vini.<sup>39</sup> Questa cristallizzazione dei gruppi sociali e della loro contrapposizione spiega una buona parte della virulenta ostilità suscitata dall'amministrazione Pepe-Devitofranceschi.

Il gruppo Amati continuò a muoversi e, di nuovo attraverso il deputato Buonvino, cercò di far nominare qualcuno di sua fiducia per amministrare il comune come commissario fino alle elezioni. Fra i nomi che arrivarono ad essere ventilati c'era pure quello dell'ex-segretario comunale cav. Perna. Ma finì per essere nominata una persona indicata dal ministro, estranea ad ambedue le fazioni. Sembra che questo commissario, Di Monte, sia riuscito ad imporre una relativa tranquillità sino alle elezioni amministrative svoltesi alla fine del 1920.<sup>40</sup>

Nel frattempo, in un clima agitato ovunque, si erano svolte le elezioni politiche del 1919. Il diritto di voto era stato esteso a tutti i cittadini di sesso maschile con più 21 anni o che avessero prestato servizio militare. Con l'adozione del sistema di rappresentazione proporzionale si verificò a livello nazionale un'ondata antiliberalista in cui il Partito Socialista ed il Partito Popolare, gli unici ad avere un'organizzazione, ottennero insieme più della metà dei seggi in parlamento. Fra gli innumerevoli deputati della vecchia guardia liberale che sparirono dalla scena politica vi era il giolittiano Michelangelo Buonvino.<sup>41</sup>

A Cisternino si era già operato un riordinamento dei gruppi. Don Ciccio Paolo Devitofranceschi assunse la direzione del Movimento dei Combattenti, la cui lista a Bari includeva il socialista Gaetano Salvemini. La sua posizione politica cercava di combinare temi socialisti e nazionalisti in un discorso populista

diretto prioritariamente ai contadini. Cercando di occupare un terreno simile, Don Nicola Amati e il suo gruppo fondarono la sezione locale del Partito Popolare, senza però riuscire ad indebolire il prestigio di Devitofranceschi presso l'elettorato rurale.

L'egemonia di Devitofranceschi si rese ancora più evidente quando, alla fine del 1920, si svolsero le prime elezioni amministrative del dopoguerra. Nonostante le loro rispettive filiazioni nazionali le fazioni a confronto erano localmente conosciute come **a faccet' de le galantomene e a faccet' de chir' de for'**. Quest'ultima ottenne il 79% dei 1562 voti espressi. Il nuovo consiglio iniziò le sue funzioni il 7 novembre, eleggendo come sindaco, con 19 voti a favore ed un'astensione, Paolo Devitofranceschi.<sup>42</sup>

Pochi giorni dopo arrivò in prefettura una lettera da Cisternino nella quale Devitofranceschi veniva accusato di "avere la condotta macchiata in un brutto modo e le migliori informazioni le può avere dall'arma dei Reali Carabinieri perchè è segnato pure sul libro nero [...]. Non possiamo tenere a capo di un paese una persona incivile perchè se è riuscito sindaco è stato solamente che si è messo alla testa di una massa cieca di contadini giacchè le persona dabbene non hanno preso parte alla lotta. [...] Prepotente in tutto, diviso anche dalla moglie che scacciò di casa con i figli[...]. Basta dirle che tiene in casa altra donna. Il capo di un paese dev'essere il modello dei cittadini [...]." A nome della cittadinanza, l'autore (fittizio) della lettera esigeva che la nomina del sindaco non venisse confermata. Il prefetto chiese ragguagli al commissario, ancora in funzione. Questi chiarì la natura dei 'delitti di gioventù' di Devitofranceschi, confermò che la sua condotta morale era irregolare, ed aggiunse che "fra l'Associazione dei Combattenti, che rappresenta il partito vincitore dell'ultima lotta elettorale amministrativa, già da qualche giorno serpeggia un vivo malcontento, con minaccia di disordini, perchè mal vede il ritardo che si frappone nell'approvazione della relativa deliberazione di nomina del Sindaco Sig. Devitofranceschi e ciò per malevoli istigazioni dei partitari avversi". In queste circostanze il commissario considerò che Devitofranceschi dovesse essere confermato nella carica.<sup>43</sup>

Durante gli anni 1921 e 1922 si succedettero le lettere (anonime e non) dirette al prefetto ed accusanti Don Ciccio Paolo di abusi ed irregolarità. Ogni volta furono chiesti informazioni al comando provinciale dei carabinieri, i cui rapporti davano regolarmente ragione al sindaco, attribuendo le denunce a risentimenti dei suoi avversari politici e/o personali. Nell'ottobre 1921, ad esempio, commentando una denuncia fatta da un giovane pensionato di guerra, Angelo Scatigna, circa presunti abusi del sindaco nell'imposizione di tasse sugli animali venduti nella fiera locale, il Comandante della Divisione Interna dei Carabinieri della Provincia di Bari dichiarava: "Non è poi del tutto esatto che la voce dello Scatigna sia eco della popolazione di Cisternino, ove è risaputo che anche il sindaco ha una corrente sostenitrice che, forse, ritiene opportuni i provvedimenti del Devitofranceschi". Il paragrafo conclusivo fu sottolineato dal prefetto: "Movente principale che ispirò allo Scatigna l'unito ricorso non è il legittimo risentimento di ingiustizia subita o la speranza di migliorare, a suo avviso, le condizioni del paese, sebbene una corrente ostile, determinatasi fra lo Scatigna e il Devitofranceschi per interessi privati; e ciò lo Scatigna stesso dichiarò al Sig. Comandante la tenenza di Monopoli che praticò le verifiche, a cui fece altresì presente che non desisterà dall'inoltrare ricorsi tutte le volte che gli si presenterà il pretesto".<sup>44</sup>

Nell'ottobre 1922 avvenne la Marcia su Roma. A livello provinciale e locale in tutta l'Italia, ma specialmente nel Mezzogiorno, si riassestarono i gruppi e le alleanze. Mentre nel Nord il movimento fascista si era consolidato nella lotta contro la sinistra, ed era riuscito in parte ad emarginare o neutralizzare i liberali e le altre forze conservatrici, in molte zone del Sud l'assenza di un movimento operaio e contadino organizzato aveva permesso che la situazione si mantenesse fluida.<sup>45</sup> Dopo l'ottobre 1922, in molte zone, l'opposizione si trasformò nella sezione locale del Partito Fascista, sperando così di conquistare o di recuperare il potere municipale. D'altra parte, in un tentativo di difendersi contro questo genere d'assalto opportunistico e di trovare, allo stesso tempo, una base d'intesa possibile col

nuovo ordine stabilito, molti dei gruppi che controllavano le amministrazioni comunali aderirono al Partito Nazionalista.<sup>46</sup> Questo rinforzo dei Nazionalisti nel Mezzogiorno, ed i conflitti talvolta violenti che iniziavano a prodursi fra i sostenitori dell'una e dell'altra parte, cominciarono a preoccupare i dirigenti fascisti a Roma. Malgrado le voci che consideravano il provvedimento pericoloso, perchè avrebbe consentito a elementi clericali e conservatori legati alle oligarchie meridionali di avere un'influenza sproporzionata all'interno del movimento fascista, il Gran Consiglio decretò nel febbraio 1923 la fusione fra il movimento nazionalista e quello fascista.<sup>47</sup>

A Cisternino il riordinamento dei gruppi obbedì allo schema tipico delle regioni meridionali. Il primo ad agire dopo la Marcia su Roma fu Devitofranceschi, che trasformò la sezione locale dell'Associazione Combattenti in Sezione Nazionalista, inaugurata il 5 gennaio 1923. Proclamando la sua lealtà a Mussolini ed al rinnovamento promesso dal fascismo, Don Ciccio Paolo e i suoi sostenitori più diretti si misero ad usare la camicia azzurra dei nazionalisti.<sup>48</sup>

Il gruppo Amati logicamente decise di tentare di salire sulla carrozza del fascismo. La quasi totalità del gruppo locale del Partito Popolare aderì al Partito Fascista. Rimasero fuori un prete - che più tardi sarà l'unico cistranese costretto a bere olio di ricino - ed alcuni giovani cattolici. Prima furono create strutture che permettessero di inquadrare alcuni settori della popolazione, che moltiplicassero i punti di articolazione con le istituzioni del nuovo potere e che conferissero al gruppo, nei confronti dell'indiscutibile predominio numerico ed elettorale della fazione Devitofranceschi, una certa legittimità in termini di composizione socioprofessionale. Queste strutture erano le sezioni locali dei Sindacati fascisti. Il primo ad essere creato - per le ragioni che si vedranno - fu, alla fine di gennaio, il Sindacato Fascista Macellai. Seguirono, in rapida successione, il Sindacato Magistrale Nazionale, il Sindacato degli Agricoltori e Braccianti, dei Sarti, dei Commercianti ed Esercenti, degli Intellettuali, dei Muratori ed Imbianchini, dei Calzolai, degli Eletttricisti, Fabbri, Falegnami e Carpentieri, dei Vetturini e



Cocchieri - tutti raggruppati nei Sindacati Comunali Riuniti.<sup>49</sup> Il 9 febbraio fu formalmente inaugurata la locale Sezione Fascista. La benedizione del gagliardetto, "matrina la Nobildonna donna Antonietta Amati dei Marchesi Cantore", fu impartita dal parroco Sac. Leonardo Ariani.<sup>50</sup>

Circa un mese più tardi fu resa pubblica la delibera del Gran Consiglio in conseguenza alla quale le due sezioni rivali avrebbero dovuto fondersi. I fascisti di Cisternino si fecero scudo dei Sindacati Riuniti, Don Ciccio Paolo, ed i suoi amici, dell'amministrazione comunale e della sezione dell'Associazione Nazionale Combattenti, nel frattempo risuscitata. Il fascio divenne una specie di terra di nessuno istituzionale, il cui possesso andava implicitamente o esplicitamente rivendicato da ambedue le parti.

I conflitti si acuirono. Dinnanzi alla copertura data dai Carabinieri all'azione dell'amministrazione, che metteva in causa la credibilità dell'opposizione presso la prefettura, il gruppo Amati si mosse e fece sostituire il maresciallo locale.<sup>51</sup> Ma fintanto che non riusciva a scuotere la legittimità politico-istituzionale dell'amministrazione il suo cammino si trovava bloccato. Il primo aprile, lunedì di Pasquetta, gli incidenti furono più gravi del solito.

In quel giorno è tradizione a Cisternino fare una passeggiata collettiva al santuario della Madonna d'Ibernia, a un chilometro circa dal paese, dove si tiene ogni anno una festa con bancherelle di carne arrosto e vino. Dopo la festa una squadra di giovani fascisti volle dare una lezione agli avversari. Trovarono in una cantina il muratore (e socialista) Antonio Mastro. Dopo le provocazioni venne l'aggressione, ma la vittima riuscì a scappare e corse verso la piazza, dove abitava Devitofranceschi. Lì, dov'era situata anche la sede del fascio, si era riunito un numeroso gruppo di fascisti muniti di manganelli. Da una parte e dall'altra intervennero più persone, finchè Don Ciccio Paolo non scese da casa sua brandendo una rivoltella. Alcuni fascisti lo attaccarono, ci furono degli spari, e tre degli aggressori rimasero feriti.<sup>52</sup> Il sindaco ed alcuni dei fascisti furono arrestati, ma dopo qualche giorno Devitofranceschi fu rilasciato. Il 21 aprile la sua

sospensione dalla carica di sindaco fu revocata e in settembre il suo processo venne annullato.<sup>53</sup>

Questi fatti originarono prese di posizione da ambedue le parti. Il consiglio comunale, riunito d'urgenza subito dopo gli incidenti, votò un ordine del giorno nel quale esprimeva la sua solidarietà al sindaco e la sua fiducia nell'imparzialità della giustizia, chiedendo contemporaneamente al prefetto dei provvedimenti per garantire "la funzionalità dell'Amministrazione Comunale, la libertà dei suoi componenti, l'esplicazione efficace delle attribuzioni del Sindaco". Soggiacente alla perentorietà di questo discorso istituzionale v'era la sua versione dei fatti, esplicitata nei considerandi: "Il Sindaco del Comune, Signor Devitofranceschi Paolo, fatto segno ad odi e rancori personali nella sua qualità di Capo dell'Amministrazione, venne aggredito e percosso e messo in pericolo di morte, mentre nelle funzioni di Ufficiale di P.S., era doverosamente intervenuto per spiegare opera pacificatrice in gruppo di appartenenti alla locale Sezione fascista, che inveiva contro l'ex-combattente Mastro Antonio". Questi atteggiamenti, secondo il documento (che è stato trasmesso al giudice istruttore, al prefetto ed a Mussolini) "suonano offesa ad ogni principio di autorità, disconoscono quelli di ordine e disciplina giustamente voluti ed imposti dal Duce del Fascismo che, per mirabile e memorabile rivoluzione, regge, per fortuna dell'Italia, le sorti della Nazione, e sopprimono ogni garanzia per l'esplicamento delle funzioni pubbliche, onde nessun Sindaco potrebbe più in Cisternino sentirsi sicuro e tutelato, e come Capo dell'Amministrazione, e come Ufficiale del Governo".<sup>54</sup>

Diversa fu la reazione dei fascisti. Oltre ad una lettera sottoscritta da 117 persone spedirono al prefetto, a nome dei Sindacati fascisti, un documento con la loro versione dei fatti e delle loro cause.

Secondo questo documento l'amministrazione comunale aveva conquistato il potere "nel triste momento demagogico dell'immediato dopoguerra", ed era "una gazzarra di uomini vecchi e di inetti ed improvvisati apostoli di libertà che gettarono lo sgomento e il dubbio nel cuore buono e sincero della massa laboriosa di questo popolo, che ha sempre ignorato il chiasso ed i maneggiamenti di

questi astuti barattieri della politica". Devitofranceschi, "inviso alla parte sana della cittadinanza, specialmente urbana", era riuscito a diventare sindaco nonostante i suoi antecedenti criminali "solo perchè validamente sorretto da qualche medaglino che fino a ieri imperava negli Uffici di Prefettura". Nell'ottobre 1922 era sorta la sezione fascista. Devitofranceschi aveva voluto aderirvi ma era stato respinto per i suoi antecedenti penali. Aveva allora creato la Sezione Nazionalista, "nella quale raccoglieva il limitatissimo numero di iscritti che formano tuttora l'Entourage della attuale Amministrazione Comunale".

Da questa situazione erano risultati incidenti contro i fascisti, "sollevati ad arte da noti socialisti ed elementi turbolenti del paese. Erano vecchi uomini", prosegue il documento, "legati ad ancor più vecchi interessi di partiti locali, che [...] risorgevano sotto l'egida del Nazionalismo solo per assicurarsi il consolidamento delle loro acquisite posizioni Amministrative-Politiche". Il 1 aprile i fatti erano stati provocati da un'aggressione "nazional-sovversiva" contro "un coro fanciullesco che cantava inni alla giovinezza".

Devitofranceschi aveva inoltre proclamato la sua intenzione di "cacciare i signori fascisti" ed altre cose dello stesso genere. "Che se il Devitofranceschi è ancora seguito da una certa massa - per lo più di contadini - si deve a timore di rappresaglie e preoccupazioni di dover perdere ogni loro capitale, investito nella locale cooperativa di consumo 'La Rinascenza', l'amministrazione della quale è affidata esclusivamente alla sua attività personale, massa inerte che egli vanta al suo seguito la cui buona fede viene turlupinata; e, creda pure, Ill.mo Signor Prefetto, che detta massa non esiterebbe a distaccarsi dal suo succube autoritarismo, non appena si rendessero infranti quei tali fili per i quali è oggi legata al potere amministrativo". Il documento finisce chiedendo la sospensione dell'amministrazione e la nomina di un commissario refettizio.<sup>55</sup>

Ma le autorità provinciali non accolsero tali pretese. Alcuni mesi più tardi si verificò un nuovo tentativo di provocare le dimissioni dell'amministrazione. Questa volta il pretesto utilizzato fu l'autorizzazione data dal sindaco ai contadini perchè non solo procedessero loro stessi alla macellazione dei maiali, ma

organizzassero anche la vendita in piazza della carne a prezzi più bassi di quelli praticati dai macellai esercenti. In ottobre una prima relazione del questore spiegava che l'agitazione verificatasi a Cisternino era stata istigata dai macellai, che, costituitisi l'anno prima in sindacato, avevano cercato di monopolizzare la vendita di carne, e concludeva: "Si ha motivo di ritenere che l'Amministrazione di Cisternino abbia tenuto, nell'urto delle due parti, una linea di condotta equanime ed imparziale".<sup>56</sup>

Alla fine di novembre venne trasmesso al prefetto un nuovo rapporto, elaborato da un 'funzionario di P.S.', secondo cui la causa dell'agitazione era invece "la decisa ostilità verso i Fascisti da parte del Devitofranceschi". In effetti, secondo l'autore di questa relazione, "parte della popolazione fa capo all'Associazione Nazionale Fascista, costituita da elementi sani e colti, che ha per esponenti Scatigna Angelo di Tommaso, di anni 26, pensionato di guerra, vice-Segretario dei Sindacati Riuniti Fascisti, e Scialpi Michele di Antonio, di anni 28, insegnante elementare, Segretario Politico della locale Sezione Fascista; l'altra parte della cittadinanza fa capo all'Associazione Nazionale Combattenti, sorta dopo lo scioglimento dell'associazione Nazionale per iniziativa dell'attuale Sindaco Devitofranceschi Paolo di Enrico, di anni 40, alla quale aderiscono i contadini e parte degli operai. Il Devitofranceschi è malvisto dalla parte sana del paese e, per non dispiacere ai contadini, che costituiscono la maggioranza, ha permesso la macellazione e la vendita delle carni suine da parte di persone non del mestiere (operai), danneggiando i macellai di professione che si erano iscritti ai Sindacati Fascisti".<sup>57</sup>

Fiduciosi, forse, negli effetti di un rapporto così favorevole alle loro pretese, i Sindacati Fascisti intimarono all'amministrazione di rassegnare le dimissioni. Questa, invece, reagì chiedendo al prefetto l'invio di un commissario inquirente ed anche, per garantire l'ordine pubblico, di un commissario di P.S. e di un rinforzo dei carabinieri.

Una copia della richiesta fu anche inviata al Ministro degli Interni. Questi volle immediatamente sapere che cosa stava succedendo. Il prefetto rispose che "tra l'Amministrazione Comunale di Cisternino, che fa capo alla Associazione Nazionale Combat-

tenti, ed il V. Segretario dei Sindacati Fascisti riuniti in uno col segretario di quella sezione del Partito Nazionale Fascista vi sono divergenze di vedute che hanno avuto dei riflessi sull'andamento dell'ordine pubblico"; per cui erano in corso dei provvedimenti sul risultato dei quali avrebbe fornito informazioni non appena fosse stato in possesso di tutti gli elementi.<sup>58</sup>

Questi provvedimenti includevano la sospensione del sindaco, una lettera al Presidente del Tribunale Civile e Penale di Bari per sapere i motivi dell'annullamento del suo processo per i fatti del 1 aprile, e la nomina di un commissario con l'incarico di svolgere un'inchiesta sul conflitto tra l'amministrazione ed i macellai.

Secondo questo commissario, "in quasi tutti i Comuni della Provincia di Bari le antiche lotte Amministrative e Politiche hanno perduto il carattere di competizioni personali per assurgere a dibattiti su principi e concezioni diverse della vita sociale. A Cisternino, paese non turbato dal sovversivismo, perchè la proprietà è molto frazionata, in guisa che quasi tutti i cittadini sono proprietari, le lotte continuano ad essere di carattere personale, con programma limitato esclusivamente alla conquista del potere Municipale. E per tanto due fazioni bene aguerite si contendono il primato e ciascuna, avvalendosi di ogni mezzo, cerca di sopraffare l'altra. Un tempo queste fazioni assumevano il nome dei capi che le dirigevano; oggi fiutano il vento che spira, hanno preso entrambi l'etichetta di marca nazionale, e una ha assunto il nome di Combattente, l'altra di Fascista; ma quanto di combattente vi sia nell'una e quanto di fascista nell'altra, lo mostrano l'acrimonia, la violenza con cui una tenta distruggere l'altra parte". Il commissario dichiara poi che la macellazione e vendita diretta della carne di maiale, durante l'inverno, "è uso inveterato in quel paese", e che "tutte le volte che da parte dei beccai si è tentato di far sopprimere quell'uso, la larga classe dei produttori, e la più larga classe dei consumatori, si sono ribellate, conscie delle conseguenze a cui il paese veniva esposto con la limitazione di questa libertà, limitazione interpretata come favoritismo atto ad alimentare l'ingordigia dei macellai. Questi, che mai, sotto nessun'Amministrazione, avevano potuto ottenere un simile privilegio, hanno creduto che costituendosi in Sindacato

fascista potessero infine vedere realizzata la loro annosa aspirazione".<sup>59</sup>

Con la fine di questa nuova inchiesta, per le autorità la questione sembra essere chiusa, e la legittimità dell'amministrazione di Don Ciccio Paolo non fu più messa seriamente in dubbio presso il prefetto. A livello locale continuarono i conflitti e gli episodi rocamboleschi,<sup>60</sup> ma non se ne trova eco negli archivi della prefettura. Ciò che avvenne dopo può essere considerato come una specie di epilogo in tre momenti a tutta questa storia.

## VI

Il primo momento costituisce una implicita confessione di impotenza politica da parte degli avversari di Devitofranceschi.

Nel settembre 1925 la moglie di Don Ciccio Paolo, che viveva già da parecchio tempo con dei familiari a Monopoli, ricevette una lettera anonima da Cisternino. Diceva questa lettera che la vita dei figli, che si trovavano col padre, era in pericolo, e che la telefonista "tiene vostro marito nelle sue grinfie infernali e poveri vostri figli".

Dopo essersi consigliata presso amici e familiari la moglie scrisse e spedì al Duce una lettera drammatica e patetica.

"Eccellenza,

La sottoscritta suggerita da persona autorevole di Bari col cuore straziato ai suoi piedi implora la salvezza della propria famiglia. Son madre di tre creature e divisa dal legittimo consorte Paolo Devitofranceschi Sindaco di Cisternino e segretario politico del Fascio. [...] Una lettera (che conservo) mi ha buttato nella costernazione, racchiudo una copia dell'originale che si trova presso di me, e in presenza di testimone le spedisco invocando il suo aiuto, per imporre pel bene stesso di mio marito e di tutta la famiglia a una pace. Venga venga in forma privatissima con la sua automobile in soccorso di una sventurata. [...] Lei ci

darà la pace come ha dato a cotesta nazione e a tante famiglie. [...] Mi dia presto un cenno, venga venga a compiere un'opera che si parlerà da tutti [...]."

Il segretario particolare di Mussolini trasmise le due lettere al prefetto, "per quel conto che crederà tenerne". Il prefetto, dopo avere avuto conferma da parte dei carabinieri che i figli stavano bene, le fece archiviare.<sup>61</sup>

## VII

Il secondo momento corrisponde alla fine del consolato di Don Ciccio Paolo. Le ragioni della sua caduta sono chiarificatrici quanto ai meccanismi mediante i quali si era mantenuto per tanto tempo al potere. Nel 1925, già prima dell'episodio della lettera a Mussolini, aveva umiliato i suoi avversari facendosi nominare segretario politico del Partito Fascista a Cisternino. Ma nel 1927 vi fu una riorganizzazione amministrativa e il comune di Cisternino fu sottratto alla provincia di Bari ed integrato in quella di Brindisi. Le alte cariche della nuova provincia furono ricoperte da persone dei paesi più importanti. Fra queste c'erano parenti ed amici della famiglia Costa, oriunda di Francavilla Fontana, da decenni nemica dei Devitofranceschi, ed integrata nella fazione che faceva capo a Don Nicola Amati.

A nulla valsero al sindaco i suoi contatti e le sue amicizie a Bari. Devitofranceschi fu rapidamente esonerato dalle sue cariche ed il potere passò nelle mani dei suoi avversari. Don Alfredo Costa divenne podestà.

Il fatto che ci fossero voluti cinque anni dopo la Marcia su Roma perchè i fascisti di Cisternino arrivassero al potere, e che vi fossero riusciti non per i propri sforzi, ma in diretta conseguenza di una riorganizzazione amministrativa, mette in evidenza l'importanza dei meccanismi informali di articolazione fra i livelli del sistema politico. Fra questi meccanismi informali bisogna includere, almeno per questo periodo, le reti di parentela fra le buone famiglie della provincia. Si è visto nella caduta di

Devitofranceschi il ruolo della rete di relazioni familiari e personali della famiglia Costa. Ma mentre stette al potere non meno importante era stato il ruolo della sua propria rete di relazioni. Sua moglie era di una nota famiglia di Rutigliano, e parente del sindaco di Bari - il quale mantenne la sua amicizia con Don Ciccio Paolo nonostante i conflitti matrimoniali. Un altro fattore in questa amicizia era il fatto che ambedue fossero massoni, così come lo sarebbero stati, secondo informazioni che non mi è stato comunque possibile confermare, perlomeno un prefetto ed un questore durante questo periodo.<sup>62</sup>

Indipendentemente dalle basi esatte del sostegno e della solidarietà su cui il sindaco contava fuori di Cisternino, il fatto che questi siano stati necessari permette di relativizzare la conclusione che a prima vista è suggerita dagli avvenimenti che ho rievocato. Questi ultimi indicano che un fattore di importanza primordiale per la permanenza del Devitofranceschi nel potere fu l'indiscutibile adesione che seppe conquistarsi presso i contadini, approfittando della dinamica di una frattura particolarmente profonda nella società locale e dell'antagonismo strutturale tra i residenti nel paese e i residenti in campagna. Ancora oggi questo periodo viene ricordato come gli anni *quanne cumannavene chir' de for'* (quando comandavano quelli di fuori). Sembra evidente che le autorità considerassero implicitamente il fatto di disporre dell'adesione massiccia della popolazione e di non collocarsi contro il regime come due condizioni quasi sufficienti perchè Devitofranceschi meritasse de essere mantenuto al potere. Ma alla fine dei conti ciò di per sè non era sufficiente, e le circostanze della sua caduta stanno ad indicare i limiti di applicazione, in questo contesto meridionale e in questo periodo, del modello di indirect rule.

## VIII

Il terzo momento corrisponde alla fine dell''antico regime' politico a Cisternino. Devitofranceschi era giunto ad essere



sindaco per mano di Don Nicola Lagravinese, e malgrado il suo passato turbolento apparteneva al mondo delle famiglie proprietarie. L'opposizione, prima contro Don Nicola Lagravinese, poi contro Oronzo Pepe ed infine contro Don Ciccio Paolo, faceva capo a Don Nicola Amati e comprendeva altre famiglie di proprietari, come quella dei Costa. Furono i legami familiari di questo gruppo con le autorità della nuova provincia di Brindisi a permettere la deposizione di Devitofranceschi. L'insieme degli avvenimenti qui descritti è ancora suscettibile di una lettura secondo il modello delle lotte di famiglia e delle rivalità personali.<sup>63</sup>

Non lo è, invece, la chiusura nel 1933, malgrado tutti gli sforzi di Don Nicola Amati, del Circolo (detto 'dei galantuomini'), sotto il pretesto che si era trasformato in centro di attività sovversiva. Questo episodio ha rappresentato il colpo finale nel predominio politico dei proprietari a Cisternino. Nel secondo dopoguerra una nuova classe politica, raggrupata intorno alla Democrazia Cristiana, sarà costituita dai figli - artigiani, impiegati e poi professionisti - di coloro che avevano incominciato la loro vita politica all'ombra del regime.

Nel 1923, dei 75 membri identificati della sezione locale del Partito Nazionale fascista, 43 (57%) erano artigiani, 8 commercianti e 8 proprietari.<sup>64</sup> Questa composizione sociale tipicamente 'piccolo-borghese' corrisponde allo stereotipo nazionale, ma a Cisternino, come abbiamo visto, trae la sua origine da fattori strettamente locali e può essere in gran parte spiegata come reazione al modo in cui i "sei consiglieri popolari" avevano, durante la guerra, cercato di consolidare la loro influenza personale e al modo in cui, nell'immediato dopoguerra, Don Ciccio Paolo aveva elaborato il suo discorso politico basandosi sull'opposizione tra paese e campagna.

Ma il gruppo così costituito era anche in assonanza col regime che si era installato a livello nazionale e provinciale. Le stesse strutture create per combattere Devitofranceschi - il ventaglio di sindacati fascisti, per esempio - permisero ad una nuova generazione di forgiare dei legami istituzionali con le strutture proprie del fascismo e di inserire le sezioni locali del partito, dei sindacati e di altre organizzazioni - come più tardi il dopolavoro - nel complesso apparecchio del regime. In questo contesto,

dominato da elementi più giovani che si erano aggregati alla fazione Amati nel dopoguerra, come Angelo Scatigna o come l'insegnante Michele Scialpi, i proprietari di Cisternino non erano più necessari al mantenimento del nuovo gruppo al potere. La chiusura del Circolo, pur essendo un atto gratuito, assume così un significato simbolico, segnando la modernizzazione operata dal fascismo almeno in alcune zone d'Italia.

## IX

Per quel che riguarda i primi decenni dopo l'Unità, e malgrado le ovvie e profonde differenze esistenti fra le regioni italiane, non sarà forse esagerato considerare come grosso modo applicabile su scala nazionale il modello di 'antico regime' liberale descritto sopra. Ma con l'avvicinarsi della fine del secolo una siffatta caratterizzazione si rivelerebbe sempre meno adeguata man mano che venivano introdotte in alcune zone, dall'industrializzazione e dall'urbanismo, delle forme di comportamento e di integrazione politiche difficilmente conciliabili con i meccanismi di quell'antico regime. Già prima della fine dell'Ottocento il sistema politico italiano era caratterizzato da un dualismo notorio, in cui le regioni meridionali, appunto per il fatto di poter funzionare come cassa di risonanza del governo, costituivano il contrappeso necessario per le meno malleabili zone politicizzate del Centro e del Nord. Questo dualismo, interpretato in chiave etico-moralista, soggiaceva a molti scritti dei meridionalisti e costituisce l'oggetto implicito di analisi come quelle di Salvemini, che vedeva nei vizi della vita politica meridionale il segreto della sopravvivenza del sistema politico giolittiano.

Vorrei qui sostenere un punto di vista inverso, suggerendo l'idea che queste stesse caratteristiche del sistema abbiano reso possibile il colpo di stato mussoliniano, permettendo che la conquista del potere si effettuasse in tre fasi distinte.

Nella prima di queste fasi il movimento fascista neutralizzò, e persino annichilò, le forze politiche di sinistra nelle

sue zone di maggiore e più profondo insediamento;<sup>65</sup> nella seconda fase, che corrisponde al colpo di stato in senso stretto, furono presi d'assalto, con mezzi relativamente ridotti, i punti nevralgici del sistema politico, in particolare quelli che assicuravano l'articolazione tra il centro e le zone periferiche più politicizzate; nella terza fase si operò un adeguamento, in parte spontaneo, delle rimanenti zone periferiche - e in particolare di quelle meridionali - alla situazione di fatto già creata.<sup>66</sup>

La presa del potere per fasi presupponeva che una parte del sistema politico, appunto quei settori che funzionavano normalmente come cassa di risonanza del governo, non avrebbero offerto nessun tipo di resistenza nel corso delle prime due fasi. Occupati i punti nevralgici del sistema e costituitosi il nuovo governo, la sola resistenza prevedibile da parte di questi settori sarebbe stata tutt'al più una certa lentezza nel riassetto dei gruppi e delle alleanze, dovuta all'autonomia che il sistema concedeva, attraverso i meccanismi dell'indirect rule, alla dinamica dei conflitti locali.

In questi termini l'esempio delle lotte politiche a Cisternino può essere considerato emblematico. Non perchè queste lotte siano state in qualche senso tipiche o rappresentative - perchè sicuramente non lo furono<sup>67</sup> - ma perchè i meccanismi di articolazione e di integrazione che furono scatenati dalla carriera politica di Paolo Devitofranceschi erano meccanismi costitutivi del sistema politico italiano in questo periodo. Non sembra prioritario qui domandare in che misura questi meccanismi corrispondevano alla natura intrinseca sia del sistema liberale, sia del regime fascista nella sua prima fase. Interessa piuttosto chiarire fino a che punto la loro esistenza abbia potuto influire sulle possibilità stesse di cambio di regime così come si è verificato.

Basandosi su questo unico esempio difficilmente si potrebbe fare altro che insinuare questa possibilità. Ma nella misura in cui l'ipotesi è plausibile nel caso italiano sarà necessario riconoscere che lo studio di questi meccanismi - di ciò che in antropologia sociale viene denominato "forme di articolazione comunità-nazione in società complesse" - è un aspetto essenziale di qualsiasi analisi comparata delle condizioni di nascita e di consolidamento di regimi fascisti o autoritari.

## APPENDICE

(i) Elezioni amministrative nel 1874: relazione del Sottoprefetto, Circondario di Altamura, al Prefetto di Bari, 8 luglio 1874 (estretti)

**Riservatissima**

Se fin ad ora non ho riscontrato la pregiatissima sua del 2 giugno p.p. relativa alle prossime elezioni amministrative, ciò fu solo perchè volli prima visitare i singoli comuni del Circondario, giusta l'avutane autorizzazione, ed avere così l'occasione di procurarmi dirette ed esatte notizie, conferendo con gli uomini più influenti di ciascun comune. Ora che ho quasi compiuto il giro, non frappongo più indugio a porgere a V. S. Ill.ma i chiestimi ragguagli.

Comincerò dal Capoluogo del Circondario [Altamura].

I cittadini di questo comune (intendo le persone intelligenti e civili, chè quattro quinti della popolazione sono contadini) sono notoriamente divisi in due partiti, uno dei quali è capitanato dalla famiglia Serena, l'altro dalla famiglia Melodia.

Sifatta scissura è tanto più deplorabile in quanto che essa non trae origine nè da differenza di programma amministrativo, nè dalla divergenza sostanziale di opinioni politiche, ma semplicemente di gelosie e gare delle accennate due famiglie, ciascuna delle quali aspira al primato. Però sia pei gravi lutti domestici che ancora recentemente afflissero la famiglia Melodia, sia per l'assenza dei Serena, che ancora dimorano in campagna, non si è finora manifestato un vero movimento elettorale. Si può tuttavia ritenere che gli aderenti della famiglia Serena, essendo più numerosi e più attivi, riporteranno piena vittoria, anche perchè i ca-

pi dell'altro partito (Nicolò Melodia, figlio del Senatore, ed il Martani) probabilmente si asterranno dal prendere una attiva ingerenza. Finora non si ha una vera lista di candidati, ma le informazioni che ho potuto attingere non mi lasciano dubitare che gli amici di Serena si adopereranno per far entrare nel Consiglio uomini probi, intelligenti e devoti al nuovo ordine di cose. Io aspetto il ritorno del Sindaco Cav. Serena, che ora trovasi costì, per prendere seco lui i definitivi accordi sul proposito, e per appoggiare col debito accorgimento i nomi che concerteremo insieme. Quanto al Consigliere Provinciale, siccome i Serena desiderano la rielezione del Sig. Giovanni Sabini, ritengo che questi sarà riletto, tanto più che finora non si è messo innanzi verun altro candidato.

A Grumo non vi sono partiti; il Sindaco ha l'appoggio della gran maggioranza del Consiglio e de' più notevoli cittadini; sicchè le elezioni comunali riusciranno bene nel senso desiderato.[...]

A Gioia la questione elettorale è molto spinosa stante la grande divisione degli animi che vi regna. Sono due i partiti che si osteggiano, cioè gli amici de' Sig.ri Pisciantelli e Taranto, e quelli del Consigliere Provinciale Cav. Calabrese. Io ho cercato di avvicinare gli animi ed interpormi come mediatore fra i due partiti, entrambi composti di uomini liberali. Però ho dovuto convincermi che siccome il Cav. Calabrese erasi con altri suoi amici dimesso dalla carica di Consigliere, così, per ottenere la concordia, era necessario d'indurre il Sig. Pisciantelli a fare anch'egli altrettanto: solo così sarebbe stato possibile di concordare fra i due partiti una lista di candidati accettabile ad entrambi. Il consigliere ed assessore Pisciantelli aderì di buon grado al mio desiderio e mi promise formalmente di dimettersi dalla carica, sempre che si potesse concordare fra esso e i suoi avversari la lista dei candidati di comune soddisfazione, che però non appartenessero nè all'uno nè all'altro partito. Sette sono i consiglieri da nominarsi e su sei nomi (tutte persone oneste e liberali) potei ottenere l'accordo; il settimo candidato fu lasciato alla libertà di ciascuno, e si rimase nell'intelligenza che il Consigliere Pisciantelli mi avrebbe spedito fra giorni le sue di-

missioni, cui io darei corso solo nel caso che riuscissero eletti i sei candidati firmati di comune accordo.

Non ho mancato di chiedere l'appoggio di persone influenti, perchè le elezioni riuscissero in questo senso, e fosse così posto un termine alle discordie cittadine. Il Sindaco Sig. Lippolis, che non appartiene nè all'uno nè all'altro partito, mi ha potentemente coadiuvato in queste mie pratiche. [...]

A Noci la questione elettorale si presenta sotto un' altro aspetto. Là i cittadini trovansi divisi fra i così detti demanialisti, cioè possessori di pretesi demani comunali, ed i fautori dei proletari, che aspirano alla rivendicazione e divisione delle terre medesime. Mi dilungherei troppo se volessi addentrarmi in questo argomento: lo farò in altra relazione; qui debbo solo notare che questa malaugurata questione demaniale è la causa principale per cui l'amministrazione comunale non può procedere bene. Quasi tutti i principali proprietari trovansi implicati nella lite che si agita già da anni per quest'oggetto; quindi non possono essere eletti consiglieri comunali. Da ciò deriva, che la maggior parte degli attuali consiglieri comunali sono quasi nulla tenenti, ossia hanno solo il minimum del censo voluto, e quei pochi intelligenti e possidenti che si trovano nel Consiglio sono pure parenti di pretesi usurpatori di terreni demaniali. In questo stato di cose è impossibile rinvenire una persona idonea all'ufficio di Sindaco; il Comune sciupa annualmente considerevoli somme nella lite, e nel paese ferve un'agitazione, che potrebbe divenire pericolosa. Si parlò tanto di conciliazione, ma tutti gli esperimenti finora fatti fallirono non per colpa dei proprietari, bensì per le soverchie pretese del Consiglio Comunale. Eppure non c'è altro rimedio a tanto male fuor che la conciliazione, e quindi non conviene abbandonare l'idea. Io ho scandagliato gli animi dei componenti il consiglio e mi sono convinto, che se le prossime elezioni mandassero al Consiglio uomini propensi alla conciliazione, si avrebbe una decisa maggioranza in favore della medesima. Io ho quindi inculcato alle persone più influenti del paese di adoperarsi perchè le prossime elezioni riescano in questo senso ed ho lusinga che si otterrà l'intento. Ed allora, avendosi la certezza che la maggioranza del Consiglio tende alla conciliazione, la S. V.

Ill.ma potrà delegare un funzionario di sua fiducia perchè ritenti la prova. Ottenutasi poi la conciliazione si dovrebbe ricorrere alle elezioni generali, affinchè potessero entrare nel Consiglio i proprietari, che finora ne son rimasti esclusi, e si potrebbe così trovare, fra i nuovi Consiglieri, la persona idonea al Sindacato. [...]

(ASB, GP, F. 25, Amministrative)

(ii) da Gioacchino Marinotti, 'La situazione politica a Cisternino', *Corriere dell'Adriatico*, a. 1, n 11 (9/8/1923)

[...] Anteriormente alla guerra, il potere amministrativo e politico in Cisternino era imperniato nei così detti signori, che, per quanto personalmente onesti e rispettabili, erano attorniti dai succhioni della cosa pubblica e da quelli che, nell'amministrazione pubblica, non vedevano che il proprio tornaconto e lo sfogo delle bizze e delle ambizioni personali. Questi uomini, che vivevano di luce riflessa e che si credevano potenti per la potenza di quelli cui erano, come astri minori, aggregati, spadroneggiavano a loro agio, a danno dei poveri di spirito, dei contadini specialmente che per essi, rappresentavano la gleba degna soltanto di sprezzo.

Questi uomini, tra i quali lo Scialpi ['Fascismo contro acrobatismo a Cisternino', *Giornale di Roma* n 167] annovera i professionisti ed intellettuali, sono appunto quelli che, unitamente ai loro figli e nipoti [...] sotto la falsa e truffata veste di fascisti, agognano ora a riprendere un potere che hanno giustamente perduto ed a ripristinare proprio quell'ancien régime che i combattenti sentite come tolsero loro.

Tornati i combattenti dall'aspra guerra [...] e guidati da un uomo onesto e incorruttibile, combattente anch'egli, che ripudiava tutti i vecchi metodi e le vecchie camerille, sorretti e aiutati dalla gran massa dei contadini [...] riuscirono ad abbattere le vecchie ideologie e ad assidersi incontrastati negli idoli infranti.

[...] I [...] farisei politicanti, che fino ad allora avevano quasi tutti militato nel partito popolare, e non sapevano darsi pace del potere perduto, approfittarono della nuova forza che il fascismo, con l'avvento al potere, aveva acquistata, per camuffarsi da uomini di provata fede patriottica e fondare in Cisternino una Sezione fascista, essi che i fascisti avevano fino a poco tempo prima chiamato delinquenti. Sorse la sezione a scopo elettorale locale, non alla vigilia dell'avvento al potere del fascismo, ma subito dopo tale avvento. [...]

#### NOTE

1. Questo testo è stato presentato (nella sezione di analisi comparata) al convegno su "L'Estado Novo, dalle origini alla fine dell'autarchia", tenutosi a Lisbona nel novembre 1986. Utilizza risultati di una ricerca effettuata nel 1967-70, quando l'autore era ricercatore del Centre for Research in the Social Sciences, University of Kent at Canterbury. Questo progetto, su "Sviluppo economico e strutture sociali in Puglia", è stato coordinato da Paul Stirling e finanziato dal Social Science Research Council, Social Anthropology Committee.
2. Oltre alla bibliografia di carattere più generale sul tema e il periodo ci si potrà riferire ad Adrian Lyttelton, *The Seizure of Power: Fascism in Italy, 1919-1929*, Londra, 1973, e all'eccellente monografia di Simone Colarizi, *Dopoguerra e fascismo in Puglia (1919-1926)*, Bari, 1971, che ricostituisce il quadro regionale della situazione analizzata qui e contiene elementi per una valutazione del suo significato in un contesto più generale.



3. Per una sintesi dei risultati del progetto su Cisternino, si veda la mia relazione *Economic Development and Social Structure in Apulia*, Canterbury, 1971; *Stone Shelters*, di Edward Allen, Cambridge, Mass., 1969, è un bel saggio fotografico sull'architettura rurale ed urbana della Murgia dei Trulli, e include un capitolo su Cisternino (paese).
4. Anton Blok, "South Italian Agro-Towns", *Comparative Studies in Society and History*, XI, 2 (1969), 121-135; Jonh Davis, "Town and Country", *Anthropological Quarterly* XLIII, 3 (1969), 171-185.
5. Nel 1970 abitavano in paese il 23% dei contadini e braccianti, il 33% degli operai non specializzati, il 55% degli operai specializzati, il 89% degli artigiani e commercianti, e il 91% degli impiegati e dei professionisti (calcoli effettuati su un campione di 10% dell'anagrafe, (1970).
6. Si veda, oltre gli articoli di Blok e Davis riferiti alla nota 4, il saggio di Sydel Silverman, *There Bells of Civilization*, New York, 1975, che cerca di approfondire le implicazioni di questa associazione tra cultura e sociabilità urbana nel contesto di uno studio realizzato in una comunità dell'Italia centrale.
7. Si veda in particolare Aurelio Lepre, "Le campagne pugliesi nell'"Età moderna"", e Domenico Blasi, "Martina Franca, masserie e agro rurale della Murgia: esempi e modelli", ambedue in AAVV., *La Puglia tra medioevo ed età moderna: città e campagna*, Milano, 1981, 273-331 e 332-381, rispettivamente.
8. Le dichiarazioni dei testimoni nel voluminoso processo di Don Vincenzo Marangiuli per l'omicidio, nel 1789, del marito - pastore in una delle sue masserie - di una ragazza che aveva sedotto, e che seguiva vivendo in paese, sono molto chiarificatrici nei riguardi della valorizzazione sociale dello spazio

rurale ed urbano alla fine del settecento (Archivio di Stato di Bari [d'ora in poi ASB], Processi penali antichi, F. 9., f. 77).

9. Secondo le stime possibili la popolazione sarebbe cresciuta ad un tasso annuale di 0.37% tra 1650 e 1760, e di 0.75% tra 1760 e 1861. La densità della popolazione nel territorio di Cisternino nella seconda metà del settecento avrebbe raggiunto i 70 abitanti al km<sup>2</sup>, un livello che si potrà comparare a quello osservato a metà del novecento, prima della grande ondata di emigrazione degli anni 50 e 60, in zone della Murgia barese dove predominava la cerealicoltura estensiva.
10. Sulla cessione di terre nella zona a sud-est di Bari si veda Giovanni Masi, *Strutture e società nella puglia barese del secondo settecento*, Matera, 1966, cap. 3; sulle tecniche di riconversione, Vincenzo Ricchioni, "Miracoli del lavoro contadino", *Rivista Italiana di Economia, Demografia e Statistica*, XII, 3-4, 1958, 1-27.
11. Fra 1788 e 1901 la popolazione del comune raddoppia da 3586 a 7290 abitanti, senza che ci sia stata un'espansione significativa dell'area urbana.
12. ASB, *Carte del Gabinetto del Prefetto* [d'ora in poi GP], F. 25 (Amministrative): telegramma cifrato, Prefetto al Ministro degli Interni, 1877.
13. ASB, GP, F. 26: Prefetto al Ministro degli Interni, 25/12/1889.
14. Si veda, per esempio, la minuziosa relazione stilata da uno dei sottoprefetti sulle diligenze fatte per preparare le elezioni amministrative e provinciali del 1874 (ASB, GP, F. 25: Sottoprefetto, Circondario di Altamura, al Prefetto, 8/7/1874; estratti in Appendice (i)).
15. Quando la ricerca è stata realizzata l'Archivio Comunale di Cisternino era in corso di riorganizzazione e la sola documen-

tazione disponibile era quella conservata all'Archivio di Stato di Bari. Il fatto di essermi limitato a questa documentazione - più che sufficiente per i fini che allora mi proponevo - ha come conseguenza che, come questo testo rende evidente, la mia informazione sulla vita politica a Cisternino sia abbastanza incompleta. Tuttavia, e dato che solo le informazioni che arrivavano al prefetto potevano produrre effetti politici, lo smistamento e la selezione operate dall'articolazione istituzionale finisce per facilitare l'analisi dei meccanismi di integrazione e del contesto politico dei conflitti che si verificavano al livello locale. Un problema più serio, invece, è quello che deriva dallo smarrimento di una parte della documentazione, relativa ai periodi 1890-1905 e 1906-1914.

16. Consiglio comunale era composto da 20 membri. La quinta parte del consiglio veniva rinnovata nelle elezioni parziali ogni anno. Tutti gli anni il consiglio eleggeva una giunta composta da quattro assessori effettivi e due supplenti. Questi dividevano fra di loro i compiti dell'amministrazione, che era presieduta dal sindaco. Fino al 1898 il sindaco era nominato dal Ministro su proposta del prefetto. In seguito, e contemporaneamente al fatto che le elezioni dal consiglio diventavano generali (con la conseguente presentazione di liste), il sindaco venne eletto dal consiglio e confermato dal prefetto.
17. ASB, GP, F. 139 (Personale Sindaci Cisternino, 1872-1888) contiene informazioni regolari sulla nomina del sindaco, l'elezione degli assessori e del consiglio, così come alcuni dati (nome, età, professione, patrimonio, data di elezione e voti ottenuti) su ogni consigliere.
18. Verso la fine dell'ottocento un ettaro di vigna nel circondario di Bari poteva valere 1500 lire in zone dell'entroterra o di collina, e più di 3000 lire nelle terre più fertili del litorale. Cfr. Franco di Felice, *L'Agricoltura in Terra di Bari dal 1880 al 1914* (Milano, 1971), 282-283.

19. ASB, *Ibid.* : Amministrazione Comunale Cisternino 1872; ASB, GP, F. 25: Sindaco Cisternino (Luigi Amati) al Prefetto, 1874; ASB, GP, F. 34, f. 139: Amministrazione Comunale Cisternino 1875.
20. ASB, *Ibid.*: Sindaco Cisternino (Luigi Amati) al Prefetto, 4/1876; ASB, GP, F. 25: Sindaco facente funzione Cisternino (Domenico Guarini) al Prefetto, 24/8/1876; ASB, *Ibid.*: Sindaco facente funzione Cisternino (Domenico Guarini) al Prefetto, 11/8/1876; ASB, *Ibid.*: Luigi Amati al Prefetto, 21/8/1876.
21. ASB, GP, F. 25: Comando CCRR Locorotondo al Prefetto, 1877; ASB, GP, F. 34, f. 139: Prefetto al Ministro degli Interni 1/12/1878; Sindaco Cisternino (Luigi Amati) al Prefetto, 9/12/1878; Prefetto a Sindaco Cisternino, 14/12/1878; Sindaco Cisternino (Luigi Amati) al Prefetto, 17/12/1878; Ministro degli Interni al Prefetto, 20/12/1878; Nomina Sindaco Cisternino (Gaetano Soletti), 13/2/1879.
22. ASB, *Ibid.*: Amministrazione Comunale 1879; Ministro degli Interni al Prefetto, 21/11/1881; Amministrazione Comunale Cisternino 1882.
23. ASB, *Ibid.*: Sindaco Cisternino (Gaetano Soletti) al Prefetto, 9/12/1882; Gaetano Soletti al Prefetto, 23/1/1883.
24. ASB, *Ibid.*: Sindaco Cisternino (Gaetano Soletti) al Prefetto, 24/7/1884; 13/8/1884; 18/8/1884; Amministrazione Comunale Cisternino 1884 (11/1884); Prefetto al Ministro degli Interni 5/3/1885; Ministro degli Interni al Prefetto, 28/2/1885; Sindaco Cisternino (Gaetano Soletti) al Prefetto, 27/8/1887; Ministro degli Interni al Prefetto, 27/9/1887.
25. ASB, GP, F. 72 (Personale Sindaci Cisternino, 1890-1905) non contiene documentazione relativa a Cisternino, ma soltanto carte varie riguardanti gli scioperi e leva militare.

26. ASB, GP, F. 100, f. 21 (Personale Sindaci Cisternino, 1905-1926), contiene pochissima documentazione per gli anni 1905-1914.
27. ASB, GP, F. 100, f. 21: Deliberazione Consiglio Comunale Cisternino, 26/1/1906; Deliberazione Consiglio Comunale Cisternino, 18/9/1907; Deliberazione Consiglio Comunale Cisternino, 20/7/1910.
28. Oltre alla documentazione qui riferita e a numerosi scambi di impressioni a riguardo, nel 1968-70, con persone che avevano assistito o preso parte agli avvenimenti descritti qui di seguito, ho potuto avere un'intervista a Bari, nel 1969, con Don Nicola Lagravinese, che contava allora 86 anni. Oltre ad alcuni schiarimenti sulle lotte politiche e di famiglia a Cisternino Don Nicola mi ha parlato del Tempo in cui condivideva una stanza a Parigi con Teilhard de Chardin, mi ha mostrato lettere dal suo amico Charles de Gaulle; ed ha affermato, citando Bergson, che la mia ricerca era un'illusione - che era, "secondo un'espressione che è stata poi utilizzata da uno scrittore chiamato Proust, stare 'à la recherche du temps perdu'". Sono rischi del mestiere di antropologo quando uno si mette a studiare una società complessa...
29. ASB, Ibid.: Deliberazione Consiglio Comunale Cisternino, 4/7/1914. La frase fra virgolette è stata usata alcuni anni più tardi dal prefetto in una relazione su tutto questo periodo (cfr. nota seguente).
30. ASB, GP, F. 119, f. 21 (Amministrazione Comunale Cisternino, 1905-1926): Prefetto al Ministro degli Interni, 3/1919.
31. ASB, Ibid.: Ibid.
32. ASB, GP, F. 100, f. 21: Comandante Divisione Interna Provincia Bari CCRR al Prefetto, 23/3/1918.

33. ASB, *Ibid.*: Delibera Giunta Comunale Cisternino. 3/4/1916; Comandante Divisione Interna Provincia Bari CCRR al Prefetto, 23/4/1916.
34. ASB, *Ibid.*: Sindaco facente funzione Cisternino (Oronzo Pepe) al Prefetto, 25/2/1918; Comandante Divisione Interna Provincia Bari CCRR al Prefetto, 23/3/1918; Requisizione di Paolo Devitofranceschi per esercizio funzioni Sindaco Cisternino, 26/3/1918.
35. ASB, GP, F. 119, f. 21: Quirico Cucci ed altri al Prefetto, 24/9/1917; Comandante Divisione Interna Provincia Bari CCRR al Prefetto, 18/10/1917.
36. ASB, GP, F. 100, f. 21: "Missione nel Comune di Cisternino", Relazione del Delegato di P. S. Commissario De Martino [1<sup>a</sup> parte], 18/4/1918.
37. La prima parte (cfr. nota anteriore) è stata inviata il 18 aprile; la seconda e la terza (ambidue in ASB, GP, F. 119, f. 21) il 26 aprile e l'8 maggio, rispettivamente.
38. ASB, GP, F. 119, f. 21: Nicola Lagravinese al Prefetto, 30/4/1918; On.le Michelangelo Buovino al Prefetto, 17/4/1918.
39. ASB, *Ibid.*: Prefetto al Ministro degli Interni, 3/1919; **Rendiconto morale-amministrativo del Comune di Cisternino**, Martins Franca, 1919. Questo opuscolo, prodotto dall'amministrazione uscente, trascrive le deliberazioni più rilevanti di questo episodio. La copia che ho potuto consultare, nella collezione dell'Ins. Quirico Punzi, contiene elucidative annotazioni marginali fatte da Don Pasquale Lagravinese. Significativo è il fatto che Don Pasquale, che con suo fratello aveva incluso Devitofranceschi nella loro lista del 1914, vi abbia aggiunto, accanto alle parole 'Il Sindaco Devitofranceschi Paolo', il termine **bolscevico**.

40. ASB, *Ibid.*: Direttore Generale delle Tasse sugli Affari, Ministero delle Finanze, all'On.le Michelangelo Buonvino; 4/4/1919 Michelangelo Buonvino a Antonio [...], 4/1919; Prefetto al Ministro degli Interni, 10/4/1919; Ministro degli Interni al Prefetto (telegramma cifrato), 2/5/1919.
41. Cfr. Colarizi, *Op. cit.*, 26-32.
42. ASB, GP, F. 100, f. 21: Deliberazione Consiglio Comunale Cisternino, 7/11/1920. Cfr. *Combattenti e fascismo a Cisternino, Noci, 1923*, 3-6. Quest'opuscolo, edito come risposta alle pretese del fascio locale (cfr. più avanti), contiene la versione 'ufficiale' della carriera politica di Devitofranceschi e della sua amministrazione.
43. ASB, *Ibid.*: "Mauro Fumarola fu Francesco" al Prefetto, 18/11/1920; Commissario [Di Monte] al Prefetto, 11/1920. Questo rapporto chiarisce che la lettera, anche se firmata, deve ritenersi anonima.
44. ASB, *Ibid.*: Comandante Divisione Interna Provincia Bari CCRR al Prefetto, 7/11/1921; Angelo Scatigna al Prefetto, 12/9/1921; Comandante Divisione Interna Provincia Bari CCRR al Prefetto, 11/10/1921; Anna Devitofranceschi al Prefetto, 10/5/1922.
45. Cfr. Lyttelton, *Op. cit.*, caps 4 e 5; Colarizi, *Op. cit.*, caps. 5 e 6.
46. Lyttelton, *Op. cit.*, 118-119; Colarizi, *Op. cit.*, 274-283.
47. Lyttelton, *Op. cit.*, 119-120; Luigi Salvatorelli e Giovanni Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Torino, 1964, 281-282.
48. *Gazzetta di Puglia*, 6/1/1923; cfr. *Combattenti e fascismo...*, *cit.*; Gioacchino Marinotti, "Combattenti e fascismo a

Cisternino", *Corriere dell'Adriatico*, 24/5/1923; Id., La situazione politica a Cisternino', *Ibid.*, 9/8/1923. (cfr. gli estratti in Appendice (ii)) Il giornale *Corriere dell'Adriatico*, diretto da Araldo Di Crollalanza, rifletteva le posizioni dei fascisti della provincia di Bari oriundi dall'Associazione Combattenti, e rappresentava il fascismo 'puro' e radicale nei confronti sia del gruppo di Caradonna, legato agli agrari della Puglia settentrionale e formatosi nel contesto dello squadristico e dell'offensiva contro la sinistra, sia degli altri gruppi che si digladiavano nel fascio di Bari. La copertura data a Devitofranceschi dal Di Crollalanza durante questa prima fase, quando il PNF a livello provinciale si trovava diviso e disorganizzato, aiuta a spiegare la sua maggiore credibilità presso le autorità nei confronti del gruppo capeggiato da Don Nicola Amati, che sembra non aver trovato in questi anni un interlocutore stabile a Bari. Per una visione d'insieme cfr. Colarizi, *Op. cit.*, 249-265.

49. *Gazetta di Puglia*, diversi numeri, gennaio-febbraio 1923.
50. *Ibid.*, 11/2/1923.
51. *Combattenti e fascismo...*, *cit.*, 11-12.
52. Questa versione dei fatti mi è stata raccontata nel 1969 da uno degli aggressori fascisti, ferito da Devitofranceschi con una pollotobola alla gamba.
53. ASB, GP, F. 100, f. 21: Telegramma Prefetto al Sindaco funzionante Cisternino, 21/4/1923; Prefetto al Presidente, Tribunale Civile e Penale di Bari, 11/12/1923.
54. ASB, *Ibid.*: Deliberazione Consiglio Comunale Cisternino, 4/1923.
55. ASB, *Ibid.*: Giovanni Devitofranceschi ed altri al Prefetto, 15/5/1923; Ordine del Giorno Sindacati Comunali Riuniti di



Cisternino, 16/5/1923; Segretario Sindacati Fascisti Riuniti di Cisternino (Giovanni Devitofranceschi) al Prefetto, 22/5/1923. Questo Giovanni Devitofranceschi, insegnante elementare, era cugino di Don Ciccio Paolo e, con altri membri del ramo legittimo della famiglia, si era integrato nella fazione Amati.

56. ASB, *Ibid.*: Questore, Bari, al Prefetto, 11/10/1923.
57. ASB, *Ibid.*, Questore al Prefetto, 20/11/1923; Relazione funzionario P. S. in missione a Cisternino, 22/11/1923.
58. ASB, *Ibid.*: Telegramma Ministro degli Interni al Prefetto, 26/11/1923; Prefetto al Ministro degli Interni, 11/12/1923.
59. ASB, *Ibid.*: Relazione Raffaele Luelli, Segretario Comunale Giovinazzo, al Prefetto, 15/2/1924.
60. Nel 1925, per esempio, Devitofranceschi riuscì a far arrestare il suo nemico personale, e dirigente del gruppo fascista, Alfredo Costa, sotto l'accusa di avere partecipato ad un assalto alla tabaccheria che si trovava sotto la sua casa in piazza. Dopo essere stato condannato a Bari, Costa fece ricorso e fu assolto dal Tribunale di Monopoli.
61. ASB, *Ibid.*: Anonimo a Anna Devitofranceschi [copia], 5/9/1925; Anna Devitofranceschi al Presidente del Consiglio [dei Ministri], 14/9/1925; Segretario particolare del Presidente del Consiglio (Chiavolini) al Prefetto, 5/10/1925; Comandante CCRR Monopoli al Prefetto, 17/10/1925.
62. Si ricordi che nel febbraio 1923 la massoneria era stata dichiarata dal Gran Consiglio come 'incompatibile' col fascismo (Salvatorelli e Mira, *Op. cit.*, 281).
63. Questa è stata, come abbiamo visto, la lettura fatta dal commissario Luelli nel 1924.

64. Questa statistica deriva dall'identificazione dei firmatari della lettera collettiva dei membri del fascio contro Devito-franceschi dopo gli incidenti dell'aprile 1923, Cfr. nota 55.
65. Si veda al riguardo lo studio di Paul Corner, *Fascism in Ferrara, 1915-1925*, Oxford, 1975.
66. Per un'analisi di tutto questo processo si veda Lyttelton, *Op. cit.*
67. Cfr., per esempio, i casi studiati da John Davis, 'How they hid the red flag in Pisticci in 1923, and how it was betrayed', in John Davis (ed.), *Choice and Change: Essays in honour of Lucy Mait*, Londra, 1974, 44-67, e da Gabriella Gribaudo, "Gruppi familiari, legittimazione politica e rappresentazioni sociali a Velia, 1890-1930", *Quaderni storici* XXI/3, n° 63 (1986), 897-930.

**AGRICOLTURA RAZIONALE  
'E AGRICOLTURA NAZIONALE. PROPRIETARI  
E AGRONOMI IN ITALIA PRIMA DELL'UNITA**

*Rossano PAZZAGLI (I.U.E., Firenze)*

In passato gli storici hanno teso spesso a giudicare l'agricoltura italiana del periodo compreso tra la Restaurazione e l'unificazione nazionale in termini di sostanziale staticità tecnica e produttiva; si sono trascurati, o liquidati troppo in fretta, gli innumerevoli tentativi che furono in realtà intrapresi per promuovere un'attività agricola più razionale ed una crescente integrazione tra le diverse agricolture dell'Italia e tra queste ed il mercato internazionale. Più recentemente, anche alla luce dei contributi forniti dagli studi di storia aziendale, si è passati a sottolineare l'inadeguatezza di conclusioni univoche e generalizzate ed a sostenere la necessità di una ripresa della ricerca e della riflessione sulla natura e sul ruolo del progresso agricolo nel periodo preunitario.<sup>1</sup>

In tale prospettiva si colloca il contenuto di questo articolo, che si propone di richiamare l'attenzione sull'importanza di un particolare ceto di individui collocati al vertice del mondo rurale italiano ed impegnati nella formulazione di programmi, da un lato per un mutamento della mentalità economica in senso imprenditoriale e capitalistico, dall'altro per un rinnovamento dell'agricoltura nei decenni compresi, appunto, tra la fine dell'era napoleonica e le vicende che condussero all'unificazione politica dell'Italia. Sul piano della congiuntura economica ed agraria, il periodo che qui prendiamo in esame fu segnato nella

fase iniziale da una forte caduta dei prezzi dei prodotti agricoli a livello internazionale; poi da una successiva ripresa, che in Italia si mostrò lenta e - quel che più conta - molto differenziata; infine dalla comparsa, nei primi anni '50, di alcune malattie parassitarie, che paralizzarono due settori trainanti nella formazione del reddito agricolo italiano, cioè la viticoltura e la sericoltura.

La sensibilità verso le innovazioni crebbe, a partire dagli anni '20 e '30 del XIX secolo, tra i proprietari e gli imprenditori agricoli italiani. Superata la situazione di emergenza del decennio post-Restaurazione, nel quale l'atteggiamento prevalente del mondo agricolo era stato quello di tamponare in diversi modi la caduta dei prezzi dei tradizionali prodotti dell'agricoltura italiana, la tendenziale e differenziata ripresa determinò, e rafforzò in certi casi, nuove ed interessanti spinte per il progresso e per le innovazioni tecniche nelle campagne. La crisi aveva operato - come è stato osservato - in modo selettivo<sup>2</sup> tra le diverse aree dell'Italia, favorendo quelle con una fisionomia agricolo-commerciale in grado di rispondere più prontamente alle sollecitazioni del movimento economico europeo. Le strutture agrarie vigenti e gli indirizzi di politica economica assunti dai governi giocarono in questo processo di selezione un ruolo decisivo, anche se non sempre chiaro da interpretare. Sul piano della struttura agraria furono duramente colpite soprattutto quelle regioni a quasi esclusivo indirizzo cerealicolo (Italia del sud) ed anche quelle in cui alla coltura granaria risultava associata la produzione di generi del soprasuolo come olio e vino (Italia centrale). Questi prodotti - cereali, vino, olio - oltre ad essere i più colpiti dalla discesa dei prezzi, furono anche i più lenti a conoscere una risalita del proprio valore commerciale. La crisi dunque, ma anche il tipo di ripresa, stava ad indicare la necessità di un orientamento meno rigido della produzione agricola; da un lato venivano evidenziate le garanzie economiche del sistema della **mixed farming**, basata su una ricca ed integrata presenza del bestiame, dall'altro era sottolineata l'urgenza di una generalizzata razionalizzazione nell'impiego dei fattori produttivi.

Fu proprio in questo tentativo di analisi e di superamento

dei limiti strutturali e tecnici dell'agricoltura che giocarono un ruolo determinante quei proprietari terrieri i quali, oltre ad affermarsi come veri e propri imprenditori agricoli applicando innovazioni nella tecnica e nella gestione delle proprie aziende, si impegnarono anche in una serie di iniziative di carattere economico e sociale rivolte alla elaborazione di un modello di sviluppo complessivo del mondo rurale italiano e ad un coordinamento senza precedenti delle diverse esperienze in fatto di novità tecniche, di sperimentazione agronomica, di divulgazione delle conoscenze e di istruzione dei contadini.

Sul versante culturale e scientifico questo articolato fenomeno provocò alcuni fatti rilevanti. Si sviluppò in primo luogo una regolare e competente stampa periodica a carattere agronomico, la cui diffusione finì presto per avere una dimensione veramente nazionale e la cui apertura culturale consentiva di travalicare ampiamente le frontiere italiane. In secondo luogo risultò ben definita, e dotata di connotati professionali propri, la figura di un nuovo scienziato, quella dell'agronomo. Fu in questa fase che nacquero le prime scuole di formazione agraria sotto la direzione di agronomi puri, personaggi la cui istruzione era fondata su una integrazione tra discipline scientifiche inerenti ai processi di produzione agricola (chimica, botanica, meccanica, ecc.), conoscenza delle operazioni rurali vere e proprie e nozioni sul funzionamento del circuito economico. L'imponente processo di approfondimento, di divulgazione e di concretizzazione del sapere agrario, permise il superamento dell'idea che il progresso dell'agricoltura sarebbe dovuto passare attraverso l'applicazione alle campagne di uno sforzo emulativo nei confronti delle rivoluzioni agricole europee, in particolare di quella inglese e di qualche area continentale. Emerse gradualmente una consapevolezza scientificamente fondata della specificità non solamente del caso italiano, ma anche delle diverse agricolture che si esercitavano nel composito spazio geografico della penisola.

Più difficile è stabilire quali e quanti effetti produsse tutto ciò sull'assetto reale delle campagne italiane. Ci sentiamo comunque in grado di esporre alcune impressioni preliminari. Per ciò che concerne gli sforzi di rinnovamento tecnico delle opera-

zioni agricole, bisogna innanzitutto dire che lo spazio cronologico di alcuni decenni è insufficiente per valutare il successo o l'insuccesso delle innovazioni che furono effettivamente introdotte in varie regioni, e che quindi sarebbe opportuno estendere l'analisi del fenomeno innovativo almeno a tutto l' '800; così facendo ci accorgeremmo forse che alcune delle innovazioni discusse e messe a punto negli anni '30 e '40 conobbero una efficace applicazione soltanto dopo la grossa crisi agraria degli anni '80 (per esempio alcuni metodi di concimazione). In alcune grandi tenute ed in alcune aree, consistenti innovazioni tecniche presero però piede già negli anni '40 dell' '800; e questi casi non sono, a nostro avviso, da sottovalutare, perché esercitarono nell'ambiente circostante una influenza a raggio crescente sugli altri produttori, anche su quelli di piccole e medie dimensioni. È indubbio insomma che alcune trasformazioni attecchirono anche nell'immediato e permisero all'agricoltura di fornire un apporto originale al complesso dello sviluppo economico italiano. Tra la fine del '700 e la metà dell' '800, infatti, in un buon numero di grandi proprietà, attraverso un mutamento (non sempre evidente) dei criteri di gestione e delle tecniche di coltivazione, si riuscì ad incrementare produzione e produttività, permettendo così ai possessori di monetizzare quote crescenti di capitale da impiegare anche in imprese industriali. Mascherato dall'atteggiamento e dalle dottrine umanitarie e filantropiche del liberalismo agrario, si verificò in molti casi un peggioramento delle condizioni di vita dei contadini insediati sulla terra con contratti di compartecipazione al prodotto. In Toscana, in buona parte della quale vigeva la mezzadria, ma anche altrove nell'Italia centrale e nelle zone collinari del Nord, si assistette ad una proletarianizzazione dei mezzadri e dei coloni determinata in primo luogo dall'accentramento nelle mani del proprietario, o di qualche intermediario imprenditore, della direzione tecnica e produttiva e della maggior parte dei mezzi di produzione dell'azienda. Non è un caso che proprio negli anni '30 e '40 dell' '800, cioè nella fase di massimo intervento dei proprietari sul panorama organizzativo e tecnico delle aziende, riprenda vigore la discussione sulla miseria e sulle precarie condizioni di vita dei contadini; ciò è stato bene evidenziato per

la Lombardia, ma vale ugualmente per la maggior parte delle altre regioni italiane ed in primo luogo per il granducato di Toscana(3).

Il risveglio dell'interesse per i problemi dell'agricoltura era maturato già nella seconda metà del XVIII secolo, sull'onda del pensiero fisiocratico e delle spinte illuministiche verso una razionalizzazione delle arti e dei mestieri; la creazione di accademie e società agrarie costituì il risultato di spicco di questa prima fase.(4) Nell'epoca napoleonica alcune regioni italiane videro la propria agricoltura far fronte ad un crescente interesse per la coltivazione di nuovi prodotti (alcuni, come per esempio le barbabietole da zucchero e le piante tintorie, erano resi necessari dall'attuazione del blocco continentale); inoltre, l'avvio di grosse indagini statistiche comportò una misura, dunque una crescente consapevolezza, della produttività come elemento comparativo per un giudizio sul livello raggiunto dalle diverse agricolture. Fu in questo periodo che nacque in Italia una vera e propria scienza agronomica, identificabile al suo massimo livello con l'opera di Filippo Re, segretario della Società agraria di Bologna, titolare della cattedra di agricoltura all'università dal 1802, fondatore degli *Annali d'agricoltura* e promotore di una inchiesta agraria sul Regno d'Italia con fini divulgativi. Ma fu soprattutto dopo la Restaurazione che la crisi commerciale da un lato e dall'altro la pressione di una sovrappopolazione rurale, dovuta alla ripresa dell'incremento demografico nella maggioranza degli Stati italiani, spinsero le élites dominanti, gli intellettuali, i gruppi di potere economico verso la elaborazione di programmi di rinnovamento dell'agricoltura. È in questo ambito che andò maturando, prima che nella sfera strettamente politica, una coscienza "nazionale" dei problemi della crescita economica e del mantenimento della pace sociale.

Negli anni '20 si consolidò, soprattutto in Toscana ed in Lombardia, la presenza di una regolare letteratura periodica di tipo agronomico,<sup>6</sup> promossa da proprietari terrieri ben inseriti nella comunità scientifica e spesso anche nell'entourage di governo dei singoli Stati; le vecchie accademie accentuarono gli aspetti delle loro discussioni più immediatamente attinenti all'agricoltura pratica, all'assetto delle campagne ed alle loro prospet-

tive di sviluppo; si inaugurarono in diversi luoghi riunioni più o meno occasionali di agricoltori,<sup>7</sup> prototipo dei comizi agricoli, nelle quali tecniche ed indirizzi produttivi venivano discussi, confrontati ed elaborati. In questo periodo gli sforzi innovativi più evidenti (ma non i soli, data l'importanza dei piccoli e numerosi miglioramenti di dettaglio, in sé per sé non rilevanti, ma spesso responsabili, nel loro complesso, di notevoli incrementi produttivi) furono concentrati in primo luogo su tre aspetti della tecnica rurale: al Nord l'attenzione maggiore fu dedicata alla gelsobachicoltura, settore trainante soprattutto dell'economia lombarda e piemontese;<sup>8</sup> nell'area toscana il progresso forse più rilevante ed originale fu la messa a punto di nuove sistemazioni idrauliche dei terreni collinari che potevano permettere una viticoltura ed una olivicoltura più specializzate;<sup>9</sup> un po' dappertutto, infine, maturò l'interesse per l'adozione di aratri moderni, metallici e con struttura asimmetrica, e per un generale perfezionamento degli attrezzi rurali.<sup>10</sup>

Nel decennio successivo, le questioni delle rotazioni agrarie continue, delle concimazioni e della coltivazione di piante "industriali" vennero approfondite in una misura senza precedenti. E fu in questa fase che le sedi delle discussioni agronomiche tesero sempre più a spostarsi dalle sale delle accademie alle nuove società di provincia, alle aziende, ai novelli centri di sperimentazione agraria. La vicenda di alcuni grandi proprietari nobili illustra, talvolta anche fisicamente,<sup>11</sup> questa traslazione di interessi verso la campagna in un'ottica imprenditoriale e capitalistica.

Il conte Vincenzo Dandolo era stato uno dei primi ad impersonare la figura del proprietario-agronomo, dinamico e moderno, intento a valorizzare le sue terre con l'apporto di capitali, tecnologie, colture e criteri di gestione nuovi.<sup>12</sup> La sua attività ebbe una notevole risonanza già nella letteratura agraria dell'epoca napoleonica, ma toccò la sua massima influenza dopo la Restaurazione ed anche dopo la morte dello stesso Dandolo avvenuta nel 1819. Dalla sua residenza di campagna nei pressi di Varese, in Lombardia, egli si impegnò dapprima in un grande allevamento di pecore merinos, sperimentando incroci per un miglioramento della



razza, coinvolgendo in tale operazione una trentina di allevatori della zona ed ospitando giovani pastori da istruire nelle tecniche di allevamento.<sup>13</sup> Subito dopo la fine del dominio napoleonico l'attività economico-imprenditoriale di Dandolo si indirizzò alla messa a punto di nuove rotazioni agrarie basate sulla introduzione delle patate e del trifoglio nei cicli colturali.<sup>14</sup> Ma il proprietario-agronomo lombardo lasciò la sua traccia più importante nel settore dell'allevamento dei bachi da seta, il ramo dell'attività rurale che la congiuntura economica dei primi anni della Restaurazione indicava già come quello a cui avrebbe arriso un luminoso futuro.<sup>15</sup> Vincenzo Dandolo indicò un programma di perfezionamento di tutte le fasi dell'allevamento del baco e mise in atto l'innovazione della grande bigattiera padronale, che significava la concentrazione dell'attività bachicola in un'unica struttura posta sotto il diretto controllo del proprietario e quindi il superamento della dispersione di tale attività nelle dimore contadine. Anche in questo caso le sue tenute, oltre ad i suoi scritti, si posero come centri di istruzione ad un livello non soltanto locale: alcuni agricoltori di altre regioni d'Italia vi soggiornavano per assimilare le innovazioni introdotte e per riproporle nei luoghi d'origine.<sup>16</sup>

Ci siamo soffermati sull'esperienza di Dandolo perché essa è uno dei primi casi Italia in cui il momento della elaborazione teorica e di applicazione delle innovazioni in agricoltura si salda strettamente ad uno sforzo concreto di sperimentazione e di divulgazione. Sarà soprattutto a partire dagli anni '30 dell' '800 che questo tipo di connessione verrà realizzandosi in casi sempre più numerosi ed in circostanze diverse. Dal Veneto alle Marche, dal Piemonte alla Toscana, la sperimentazione agraria condotta nelle aziende andò sempre più prendendo corpo e le varie esperienze entrarono in contatto tra loro. Oltre alle idee ed ai giornali, cominciarono a circolare anche gli attrezzi, i semi, gli agronomi. Alcune iniziative si posero come punti di riferimento del progresso agrario su scala nazionale; tra queste una particolare importanza rivestì la prima scuola teorico-pratica d'agricoltura italiana, aperta a Meleto, in Toscana, nel 1834.<sup>17</sup> In quell'anno il marchese Cosimo Ridolfi, proprietario di due vaste tenute

condotte a mezzadria, trasferì la sua residenza dal palazzo cittadino di Firenze alla fattoria di Meleto dove, parallelamente ad un miglioramento costante delle operazioni e delle tecniche agricole, fondò appunto un istituto agrario aperto a figli di fattori e di proprietari, aprì una officina per la fabbricazione e la vendita di strumenti rurali perfezionati ed istituì la pratica delle riunioni agrarie, ritrovi annuali di agricoltori, allevatori, agronomi, proprietari e scienziati di varia provenienza, già in vigore in altri distretti europei.<sup>18</sup> La prima di queste riunioni fu organizzata a Meleto nel 1837; il programma prevedeva: esposizioni di bestiame, di strumenti e di prodotti; visite guidate alla scuola di agricoltura ed alla fattoria; gare di abilità per l'uso degli arnesi più nuovi e moderni.<sup>(19)</sup> L'iniziativa, prima del genere in Italia e pubblicizzata attraverso le pagine di tutti i giornali economico-agrari della penisola, ebbe un successo davvero notevole. Subito dopo la riunione, Giampietro Vieusseux, editore del *Giornale agrario toscano*, scrisse all'economista J.C.L. Simonde de Sismondi "... que plus de 2500 personnes sont venues à cette réunion, nouvelle en Toscane, que parmi ces 2500 personnes on voyait des propriétaires, des agronomes et des facteurs de tous les points de la Toscane"; Vieusseux concludeva giudicando molto positivamente l'iniziativa di Ridolfi "qui sera pour la Toscane et pour toute l'Italie le point de départ d'une immense amélioration agricole."<sup>20</sup>

Un'analisi delle iniziative promosse da Ridolfi in Toscana e dell'eco che ebbero in tutta Italia dimostra non tanto il successo dell'opera di un singolo proprietario illuminato, istruito e dotato di mezzi economici e di una mentalità nuova, quanto la generale disponibilità dell'ambiente possidente ed imprenditoriale terriero ad accogliere ed a confrontarsi con le istanze di rinnovamento dell'agricoltura provenienti da qualche realtà d'avanguardia. Il mondo agrario dell'Italia settentrionale fu il più pronto a prendere interesse all'opera di Ridolfi nel settore della tecnica rurale. Già intorno alla metà degli anni '30 dalla Lombardia, dal Veneto, dalla Romagna pontificia e dal ducato di Parma vennero formulate richieste per l'acquisto di aratri fabbricati o sperimentati a Meleto<sup>21</sup>. Un fitto scambio di semente (specialmente di

colture foraggere ed industriali) e di bachi da seta venne svolgendosi tra Ridolfi e molti proprietari, vivaisti ed agronomi dell'Italia del nord e della Francia. Il successo della scuola di Meleto incoraggiò, inoltre, in diversi luoghi l'ideazione di progetti e tentativi per la promozione dell'istruzione professionale tra gli agricoltori;<sup>22</sup> in questo campo dell'istruzione agraria esercitò una notevole influenza anche l'esperienza della Francia dove erano sorti, negli anni '20, alcuni importanti istituti teorico-pratici d'agricoltura, i quali conobbero presto una risonanza europea.<sup>23</sup> Basti, a testimonianza di ciò, l'esempio della scuola agraria con potere sperimentale aperta a Sandigliano, in Piemonte, nel 1841 e gestita da una società di proprietari e agronomi promossa dal botanico Bonafous; realizzata sul modello ridolfiano di Meleto, tale scuola ebbe come primi direttori due agronomi francesi usciti dall'Ecole agricole di Grignon.<sup>24</sup>

Intanto la sperimentazione di nuovi metodi e di nuove tecniche agricole procedeva anche a livello aziendale per opera dei proprietari e dei loro agenti o fattori, reclutati con una crescente attenzione alla loro professionalità e scelti anche tra gli allievi delle scuole agrarie. Nella tenuta del marchese Bertone di Sambuy, una delle più moderne aziende del Piemonte assieme a quelle dei Cavour e del conte Villa di Montpascal, si susseguirono, in pochi anni Edoardo Lecouteux dell'Ecole di Grignon, Angiolo Bottai dell'Istituto agrario di Meleto ed un allievo del più giovane Istituto di Sandigliano.<sup>25</sup> Il Sambuy aveva organizzato una esperienza di "grande coltura" riformando soprattutto le rotazioni agrarie ed impiegando i più moderni ritrovati della meccanica rurale. Erano gli stessi anni in cui il conte Villa di Montpascal, affermato coltivatore di gelsi per l'allevamento dei bachi da seta, andava realizzando consistenti migliorie sulle sue terre, forse proprio grazie ai capitali provenienti dalla sericoltura;<sup>26</sup> in cui Camillo di Cavour profuse il suo grande impegno nella gestione diretta e nel miglioramento delle aziende agrarie situate nel Vercellese e nelle Langhe;<sup>27</sup> era anche il periodo nel quale sorsero le importanti industrie enologiche piemontesi del Barolo, dei Cinzano, dei Gancia e dei Cora con le prime esportazioni a lunga e lunghissima distanza.<sup>28</sup> È difficile pensare che la presenza, sul territorio e

sul mercato, di tali, rimarchevoli esperienze non abbia prodotto stimoli e opportunità innovative per tutto l'assetto dell'agricoltura, cioè anche per quel diffuso tessuto di medi e piccoli produttori sui quali le fonti sono purtroppo molto avare di informazioni.

Anche in Lombardia l'intreccio tra proprietari e agronomi risultò fruttuoso di iniziative. Qui l'agricoltura aveva trovato più rapidamente una fisionomia strutturale che consentiva un legame redditizio con il mercato: la via della gelsobachicoltura nella parte asciuta della regione e lo sviluppo di una attività agricola più prossima al modello della high farming nella pianura irrigua mostravano entrambi notevoli segni di vitalità e si sarebbero prima o poi rivelati come settori importanti anche per lo sviluppo dell'industrializzazione italiana. In questo ambito le innovazioni nelle campagne assunsero un aspetto meno dirompente, ma produssero ugualmente un costante affinamento delle tecniche di produzione, soprattutto nei settori economicamente più importanti. Così non mancò chi, riallacciandosi anche all'esperienza di Vincenzo Dandolo, si impegnò teoricamente e praticamente nella sperimentazione di nuove varietà di gelsi e nella razionalizzazione della bachicoltura; si potrebbero, in proposito, ricordare molti nomi e descrivere esperienze. Figure come Giuseppe Moretti, Antonio Cattaneo, Domenico Berra, Agostino Bassi ed Ignazio Lomeni rappresentarono le esperienze più avanzate dell'agronomia lombarda e indirizzarono sempre i loro studi al momento applicativo. In particolare il Lomeni (autore anche di una pregevole opera analitica sull'agricoltura lombarda<sup>29</sup>), parallelamente agli studi di agraria, portava avanti una interessante attività di proprietario innovatore nei suoi possedimenti di Magenta. Lo stesso Lomeni scriveva a Cosimo Ridolfi nel 1836: "Sull'esempio principalmente di codesto suo rinomatissimo di Meleto io mi sono fatto fino dall'anno 1834 a proporre al Governo di Lombardia l'istituzione di uno stabilimento pubblico per l'istruzione agraria della gioventù lombarda..."<sup>30</sup>; in attesa dell'approvazione del progetto l'agronomo lombardo chiedeva al marchese toscano statuti, regolamenti e informazioni sull'Istituto agrario di Meleto.

Tra gli anni '30 e '40 questo riferimento a Ridolfi e

all'esperienza di Meleto fu una costante degli agronomi e di molti proprietari in quasi tutte le aree dell'Italia. Fin dal 1841 Francesco Antonio Marsilli di Rovereto scriveva a Ridolfi di avere "ideato un piano d'istruzione agricola congiunto ad una tenuta sperimentale, adattata ai bisogni di questo estremo lembo d'Italia, che chiamano Tirolo meridionale" ed aspirava ad assumere un allievo della scuola di Meleto come direttore della nascente istituzione.<sup>31</sup> Ex allievi di Meleto erano richiesti anche per la direzione di grandi aziende rurali come quelle del duca di Leuchtenberg nelle Marche, del marchese Inviziati in Piemonte, del marchese Cavriani in Lombardia, di Domenico Molina nel Veneto, di Vincenzo Balsamo nelle Puglie, di E. Dofour Berte, di Ferdinando Bartolommei e del conte Mastiani in Toscana.<sup>32</sup> In molti di questi casi si trattava di tenute o poderi sperimentali, terre tolte dalle mani dei contadini e coltivate a conto diretto dal proprietario con fini innovativi o speculativi.

Il problema dell'addestramento dei contadini per una loro maggiore adesione alle direttive dei proprietari-imprenditori era ormai all'ordine del giorno. In questa prospettiva rientra, oltre alla fondazione di varie scuole rurali, la comparsa di riunioni agrarie in Umbria, delle conferenze agrarie a Bologna ed in altre località dell'Italia centrale, delle lezioni domenicali che molti proprietari tenevano ai propri contadini, delle feste agrarie e soprattutto dei comizi agricoli;<sup>33</sup> quest'ultimi conobbero in Piemonte la prima ampia diffusione: nel 1843 ne entrarono in funzione una trentina nei principali centri rurali dello Stato. Promossi dalla Associazione agraria subalpina seguendo il modello dei più collaudati comizi francesi, essi avevano lo scopo primario di "trasportare le questioni dell'agronomia dalla sfera delle accademie in quella del mondo pratico" e si fondavano su un programma articolato: istruzione dei contadini, rilevazioni statistiche e promozione delle migliori pratiche agricole, coltivazione di orti o poderi sperimentali, mostre di bestiame e di prodotti.<sup>34</sup>

Il dibattito sulle innovazioni in agricoltura, sui metodi per promuoverle e realizzarle e, in generale, sulle trasformazioni della società rurale fu portato avanti con notevole vigore nel decennio precedente il 1848 e trovò una sede privilegiata nei

congressi degli scienziati italiani che dal 1839 al 1847 si tennero annualmente in alcune delle principali città della penisola.<sup>35</sup> Il fine dichiarato di tali riunioni era quello "di giovare ai progressi, ed alla diffusione delle scienze e delle loro utili applicazioni"<sup>36</sup>; in realtà essi svolsero anche una funzione di stimolo e di consolidamento di una mentalità economica nuova, più borghese e più marcatamente italiana, di un nuovo rapporto delle élites intellettuali con la società civile e con le cose. Qui ci interessa comunque sottolineare ciò che di significativo si svolse all'interno dei congressi degli scienziati relativamente all'agricoltura ed ai modi per promuovere un suo coerente e programmato sviluppo.

In effetti, la sezione di "agronomia e tecnologia" fu, tra quelle nelle quali era suddiviso il dibattito degli scienziati italiani, la più prolifica e densa di risultati e di iniziative. In essa si ritrovarono, per dieci anni, rappresentanti delle accademie e delle associazioni agrarie, semplici *amateurs* dell'agricoltura, esponenti della comunità scientifica e universitaria, molti proprietari terrieri - sia di origine nobile che borghese - e agronomi professionisti. Nelle adunanze della sezione di agronomia, che si protraevano ogni anno per circa due settimane, si discussero importanti questioni tecniche, si redassero progetti per interventi sull'agricoltura al di sopra di un'ottica strettamente regionale, si tese ad un coordinamento delle diverse esperienze di promozione del progresso agrario.

L'espressione più alta del tentativo di formulare un piano unitario di studio e di intervento sull'agricoltura degli Stati italiani fu la proposta di una generalizzata e dettagliata indagine conoscitiva da realizzarsi in tutte le regioni. Nella sezione di agronomia e tecnologia del primo congresso degli scienziati (Pisa, 1839), accanto ai delicati problemi tecnici riguardanti il settore della gelsobachicoltura ed i sistemi di concimazione, la questione dell'istruzione e della sperimentazione agraria fu quella che maggiormente attrasse l'attenzione degli agronomi italiani, i quali dovettero prendere atto del moltiplicarsi delle iniziative private per una crescita della produzione agricola in termini economici e per una formazione tecnica dei contadini. Partendo da una

riflessione su quest'ultimo tema, l'avvocato Vincenzo Salvagnoli considerava "come lenti e inadeguati all'uopo, di fondare cioè una vera agricoltura italiana, gli studi individuali e non diretti con metodo uniforme ad uno scopo comune. Per il che propone il Salvagnoli che la sezione di Agronomia e Tecnologia stabilisca un metodo universale in Italia per intraprendere e compire gli studi sperimentali in tutte le parti della patria Agronomia".<sup>37</sup> Era avviata così la prima inchiesta generale sulle condizioni dell'agricoltura italiana; si trattò di una iniziativa particolarmente importante in quanto aspirava a realizzarsi - in linea con le finalità dei congressi scientifici - su un piano sovraregionale, e ad indicare in tal modo la necessità di una unificazione nazionale poggiata su basi economiche ed orientata verso gli interessi di una classe di "scienziati-imprenditori", frutto di un incontro tra la parte "sana" e dinamica delle vecchie aristocrazie ed i nuovi ceti emergenti.

Il programma formulato prevedeva una raccolta preordinata di fatti e caratteristiche agricole delle diverse province italiane "pei quali sia dato a chiunque di formare un retto giudizio sopra le aggiunte o correzioni da farsi". Non doveva trattarsi dunque di una semplice rilevazione statistica, ma di una base d'intervento per gli agronomi e gli operatori agricoli. La sezione designò un nucleo di individui e di enti incaricati di diramare il programma nelle rispettive zone e di raccogliere i risultati dell'inchiesta.<sup>38</sup> Per ciascun comune, provincia o regione si sarebbero dovute fornire informazioni concernenti: le **condizioni naturali**, cioè una descrizione del territorio, del clima, delle piante e degli animali; lo **stato della proprietà**, vale a dire il tipo di suddivisione dei possessi e le attitudini economiche ed intellettuali dei proprietari; le **leggi economiche**, intendendo per esse nozioni sul valore e la mobilità della terra e sul livello di commercializzazione della produzione; le **pratiche agrarie**; e infine le "condizioni tutte di qualunque operaio agricoltore... considerato in tutte le sue specie o di mezzaiolo, o di giornante, o di piccolo fittaiolo".

L'iniziativa, apparentemente ben congegnata e dotata di un'organizzazione assai definita che aveva in Vincenzo Salvagnoli

il segretario generale, incontrò in realtà molti ostacoli, ma non si risolse in un totale fallimento. Se cerchiamo di analizzarne lo svolgimento avvalendoci anche di fonti estranee agli atti ufficiali dei congressi, ci accorgiamo infatti che i risultati ottenuti nella raccolta e nella divulgazione delle informazioni sulla realtà agraria delle diverse regioni furono molto meno esigui di quanto si è ritenuto fino ad ora. Le risposte ai quesiti dell'inchiesta possono essere rintracciate, con un lavoro paziente e capillare, nei numerosi giornali agrari e scientifici, nelle biblioteche e negli archivi pubblici e privati, stampate o manoscritte e più o meno rispondenti al metodo statistico. Opportunamente individuate e valorizzate, questa documentazione può costituire tra l'altro una valida fonte per lo studio dell'agricoltura italiana preunitaria.

Un primo obiettivo dei promotori era quello di ritrovarsi al successivo congresso (Torino, 1840) con un consistente nucleo di risultati già raccolti. Mentre in alcuni Stati andò realizzandosi una fattiva collaborazione tra coordinatori, istituzioni accademiche e privati, in altri l'iniziativa non riuscì però a decollare; nel 1840 si disse che in Piemonte nessuno aveva risposto all'invito dell'anno precedente e che neanche nel sud d'Italia e nello Stato Pontificio l'inchiesta era partita;<sup>39</sup> con parziali memorie, invece, era stato corrisposto l'impegno di Moretti e di Gera nel Lombardo-Veneto ed un più copioso lavoro era stato effettuato nel granducato di Toscana, dove il marchese Ridolfi aveva già ricevuto un buon numero di risposte che presentava ora al congresso.<sup>40</sup> Il proprietario di Melegnano, sfruttando la rete dei soci dell'Accademia dei Georgofili, dei corrispondenti del *Giornale agrario* e delle sue personali conoscenze, aveva diramato in tutta la Toscana lo schema dell'inchiesta e la maggioranza degli interpellati non tardò a raccogliere i dati richiesti.<sup>41</sup>

Di fronte all'ordine sparso e frammentario dei risultati raggiunti, la sezione di agronomia giunse alla conclusione che sarebbe stato vantaggioso pubblicare le memorie via via raccolte nei giornali delle rispettive regioni, inviandone però sempre una copia al segretario dell'inchiesta. Indubbiamente questo era già un primo risultato perché consentiva la divulgazione delle informa-



zioni sulle caratteristiche e sulle necessità tecniche dell'agricoltura di alcune zone. Ma nella successiva riunione degli scienziati (Firenze, 1841), caratterizzata ancora dalla prevalenza delle discussioni sull'istruzione rurale, lo stesso Salvagnoli sottolineava la necessità di elaborare un metodo più efficace per rendere più solerte e meno soggettiva la raccolta dei dati; il marchese Brignole propose allora di utilizzare come modello le tavole statistiche redatte da Melchiorre Gioia nel 1814;<sup>42</sup> infine venne riunita una commissione che accrebbe il numero dei coordinatori e che procedette alla stampa di nuove "tavole".

Intanto il marchese Mazzarosa aveva portato a termine un'opera relativa all'agricoltura del ducato di Lucca; la stessa cosa avevano fatto Agostino Fantoni per la Lunigiana e Leonida Landucci per il Senese; i lavori procedevano ora anche per il Regno di Sardegna, mentre per il Lombardo-Veneto Francesco Gera aveva inoltrato una richiesta per poter attingere a fonti governative. Pur tra incertezze e discussioni, l'inchiesta promossa a Pisa nel 1839 riusciva insomma a dare i suoi frutti, facendo da cornice alle prese di posizione degli agronomi sulle tecniche agricole e sull'istruzione dei contadini. Al quarto congresso degli scienziati (Padova, 1842), mentre si moltiplicavano gli incentivi per la sperimentazione agraria e si citavano in proposito gli esempi più eloquenti (si elogiava, tra gli altri, il marchese Riccardi-Vernaccia, "che ammaestrava da sé stesso i suoi contadini"),<sup>43</sup> altre relazioni sull'agricoltura dell'Italia andarono a riempire gli spazi vuoti del mosaico delineatosi dopo l'avvio dell'inchiesta. Il canonico Cagnazzi aveva redatto un'opera sull'agricoltura napoletana e dettagliate memorie statistiche furono compilate da Pietro Gioia per il Piacentino, Luigi Musiani per il ducato di Parma, Giuseppe Mondin per Barga e Carlo Paralupi (ex-allievo dell'Istituto di Melegnano) per Guastalla. Tutta la statistica raccolta - informava Bonaiuto Paris Sanguinetti, uno dei segretari della sezione agronomica a Padova - "diverrà elemento alla compilazione di una carta agronomica d'Italia, che pur troppo ancora ci manca". Al congresso del 1843 (Lucca) il conte Sanseverino presentò le sue *Notizie statistiche e agronomiche sulla città di Crema e suo territorio*,<sup>44</sup> F. Gera lesse una statistica agraria compi-

lata da Andrea Casazza<sup>45</sup> ed E. Bertone di Sambuy ne mostrò altre relative al Piemonte redatte da P. Civalieri di Alessandria, G. B. Merenda di Carignano e C. Fumagalli di Cozzo.<sup>46</sup> Anche questi lavori erano in procinto di essere inviati al Salvagnoli.

Alla sesta riunione degli scienziati italiani (Milano, 1844) non si parlò espressamente dell'iniziativa sulla quale ci stiamo soffermando; quello di Milano fu tuttavia un congresso particolarmente ricco di spunti innovativi sul piano della tecnica e dell'istruzione rurale. Gli interventi più significativi furono quelli di E. Bertone di Sambuy sull'attività dell'Associazione agraria piemontese, che aveva organizzato "congressi agricoli" ad Alba e a Pinerolo, di V. Salvagnoli sulla diffusa presenza in Toscana di accademie e società d'incoraggiamento rurale, di Luigi A. Parravicini sulla necessità di affiancare alle scuole tecniche di Venezia e Milano una scuola di agronomia e di erigere in Lombardia un potere sperimentale come quello di Melegnano; poi gli interventi più specifici di C. Ridolfi sul nuovo Istituto agrario pisano, di Luigi Cattaneo sui prati a marcita e di Giuseppe Sacchi sull'istruzione in Lombardia. Il quadro vivace e tecnicamente assai peculiare dell'agricoltura lombarda stimolò, evidentemente, un maggiore approfondimento delle questioni sollevate. Proprio gli autori del **Rapporto della commissione incaricata di visitare le campagne del Milanese** formularono la proposta di fondare un istituto agrario professionale in Lombardia aperto essenzialmente alla categoria dei fittavoli; "questi fittavoli - si legge nel **Rapporto** - sono comunemente ornati di buone condizioni, e varii ne abbiamo conosciuti che avevano compiuto lo studio universitario professionale... Noi siamo d'avviso che un alto istituto agrario situato nel seno della Lombardia, ove essi si potessero istruire, e non passare com'ora senza una guida dagli astratti principi delle scuole alla pratica agraria, forse sarebbe il più gran beneficio che si potrebbe fare a queste contrade".<sup>47</sup> È interessante, ancora una volta, notare l'importanza che gli agronomi assegnavano alla conoscenza pratica e statistica dell'agricoltura ai fini della formulazione di proposte innovative. Per quanto concerne l'inchiesta agraria avviata a livello "nazionale", anche nei congressi scientifici di Napoli (1845), di Genova (1846) e di Venezia (1847)

ci si limitò alla presentazione di qualche ulteriore relazione, come la "Statistica agraria della Calabria" inoltrata nel 1846 da Giuseppe Sacchi, il quale esortava pure a stringere i tempi per il completamento dei lavori di ricerca seguiti alla proposta del congresso di Pisa.<sup>48</sup> A livello ufficiale non si giunse mai all'auspicato accorpamento delle risposte ed alla elaborazione dei risultati. Ma questo fatto non deve indurci a sottovalutare il reale contributo che l'iniziativa fornì all'agronomia (e di riflesso anche all'agricoltura) italiana. Innanzitutto, le raccolte di informazioni e le memorie redatte sullo stato agrario di singole aree furono più numerose di quelle presentate o citate nelle riunioni degli scienziati e praticamente quasi tutte le province o le regioni italiane beneficiarono, negli anni '40, di un'opera, di un articolo, di una memoria sulle condizioni specifiche della propria agricoltura. Bisogna anche sottolineare che la maggioranza di tali rilevazioni ebbe una notevole divulgazione, sia tramite la pubblicazione in libri, riviste e giornali, sia per mezzo delle riunioni delle varie accademie, associazioni, comizi e conferenze agricole. Mancò, si è detto, un coordinamento finale dei risultati, tale da permettere su larga scala l'esercizio di correzioni e interventi innovativi nelle campagne; questi continuarono quindi a procedere essenzialmente per diffusione spontanea, incoraggiati dalle esperienze d'avanguardia delle giovani scuole, dei comizi agricoli, dei poderi-modello e delle aziende più competitive. Del resto, i congressi degli scienziati non furono mai, nel quadro degli Stati italiani preunitari, una struttura completamente acquisita e dotata di poteri d'intervento; alcuni sovrani non li accettarono mai; altri si mostrarono scettici verso di essi o lo divennero con il crescere delle tensioni patriottiche. Gli sforzi dei congressi erano rivolti in sostanza alla creazione di un forte movimento d'opinione a livello scientifico ed intellettuale che fosse in grado di esercitare una certa pressione ed un certa influenza nei confronti del potere politico e di inoculare nella società non propositi di mutamento sociale, bensì forti spinte per un rinnovamento del "paesaggio delle cose". I nostri agronomi, i proprietari terrieri nobili convertiti al credo dell'economia capitalistica, gli imprenditori agrari di stampo borghese, protago-

nisti e al tempo stesso portato dello sviluppo economico verificatosi in Italia negli anni '30 e '40 del XIX secolo, si trovarono ad un certo punto di fronte un periodo denso di difficoltà: prima le vicende politiche del 1848-49, poi il dissesto economico-agrario provocato dalle disastrose malattie della vite (crittogama) e del baco da seta (pebrina), infine i problemi dell'Unità italiana. Della grande inchiesta che essi avevano promosso restarono valide alcune indicazioni fondamentali: il desiderio di analisi della realtà del mondo agricolo italiano; l'esigenza di dare all'agronomia una base sempre più scientifica; la necessità di un maggiore inquadramento e controllo delle masse rurali. Di essa restarono infine, diffusi qua e là, i risultati delle singole indagini.

Quello che non riuscirono a fare gli agronomi ed i proprietari della metà del XIX secolo, cioè riunire e studiare i risultati dell'inchiesta, potrebbe allora essere fatto oggi dagli studiosi dell'agricoltura e del mondo rurale, nella prospettiva di fornire un contributo allo studio delle élites, delle tecniche e delle popolazioni rurali nel periodo storico ancora controverso che precedette la formazione dell'Italia unita.

#### NOTE

1. Un chiaro e documentato invito ad una riconsiderazione del ruolo dell'agricoltura nello sviluppo economico italiano per tale periodo è stato avanzato già alcuni anni fa in Biagioli (Giuliana), "Agricoltura e sviluppo economico: una riconsiderazione del caso italiano nel periodo preunitario". Milano, Società e storia, vol. 9, 1980: 679-703.
2. Caracciolo (Alberto), La storia economica, in AA. VV., Storia d'Italia, vol. 30. Torino, Einaudi, 1973, p. 567.

3. Per la Lombardia si veda Borruso (Edoardo), "Agricoltura e questione contadina nella Lombardia della Restaurazione". Roma, Studi storici, 1979: 799-832. Per la Toscana Pazzagli (Carlo), L'agricoltura toscana nella prima metà dell'800. Tecniche di produzione e rapporti mezzadrili, Firenze, Olschki, 1973; Biagioli (Giuliana), "I problemi dell'economia toscana e della mezzadria nella prima metà dell'Ottocento", in AA. VV., Contadini e proprietari nella Toscana moderna, vol. 2. Firenze, Olschki, 1981.
4. Torcellan (Gianfranco), "Un tema di ricerca: le accademie agrarie del Settecento". Torino, Rivista Storica Italiana, 1964: 530 - 43.
5. Sulla figura e l'opera di Filippo Re si vedano: Sereni (Emilio), "Pensiero economico e forze produttive agricole in Emilia nell'età del Risorgimento: Filippo Re", Bolletino del Museo del Risorgimento, vol. V, 1960; Butera, (Maria Maddalena), Le campagne italiane nell'età napoleonica. La prima inchiesta agraria dell'Italia moderna, Milano, Angeli, 1981.
6. Carpi (Umberto), Letteratura e società nella Toscana del Risorgimento. Gli intellettuali dell'"Antologia", Bari, Laterza, 1974. La Selvia (Sergio), Giornalismo lombardo: gli "Annali Universali di Statistica" (1824-1844), Roma, La Nuova Italia, 1977. Berengo (Marino), Intellettuali e librai nella Milano della Restaurazione, Torino, Einaudi, 1980.
7. In Val di Greve (Toscana) si tenevano, almeno dal 1827-28, delle "conversazioni agrarie" periodiche tra proprietari e fattori; De Ricci (Lapo), "Riunioni agrarie in Greve". Firenze, Giornale agrario toscano, vol. II, 1828: 404-408, 544-546, 638-642.
8. Angeli (Stefano), Proprietari, commercianti e filandieri a Milano nel primo Ottocento, Milano, Angeli, 1982; Codutti (Maria

- Grazia) - Unia (Gerardo), *Bacchi e filande nell'economia subalpina*, Cuneo, L'Arciere, 1982.
9. Pazzagli (Rossano), "Innovazioni tecniche per una agricoltura collinare: l'esperienza di Cosimo Ridolfi", Milano, Società e storia, vol. 27, 1985: 37-83.
  10. Poni (Carlo), *Gli aratri e l'economia agraria nel Bolognese dal XVII al XIX secolo*, Bologna, Zanichelli, 1962.
  11. Citiamo, come esempi, i casi dei nobili toscani Cosimo Ridolfi e Bettino Ricasoli; tra il 1830 e il 1840 essi lasciarono i propri palazzi cittadini per stabilirsi permanentemente nelle loro fattorie: Pazzagli (Rossano), art. cit.; Biagioli (Giuliana), "Patrimoni e congiuntura: crescita, crisi e ripresa di una famiglia nobile toscana fra sette e ottocento", in AA. VV., *Ricerche di Storia Moderna II*, Pisa, Pacini, 1979.
  12. Sull'opera di Vincenzo Dandolo si veda Preto (Paolo), "Un uomo nuovo dell'età napoleonica: Vincenzo Dandolo politico e imprenditore agricolo", Torino, *Rivista Storica Italiana*, vol. 94, 1982; 43-97.
  13. Dandolo (Vincenzo), *Del governo delle pecore spagnuole ed italiane, e dei vantaggi che ne derivano*, Milano, Veladini, 1804.
  14. Dandolo (Vincenzo), *La coltivazione dei pomi di terra considerata nei suoi rapporti colla nostra agricoltura, col benessere delle famiglie coloniche dei possidenti e dello stato*, Milano, Sonzogno e C., 1817.
  15. Dandolo (Vincenzo), *Dell'arte di governare i bacchi da seta per ottenere costantemente da una data quantità di foglia la maggior copia di ottimi bozzoli*, Milano, Sonzogno, 1815; quest'opera fu ristampata ben quattro volte fino al 1845.
  16. Si veda il "Rapporto all'Imperiale e Reale Accademia Economico-agraria dei Georgofili di Firenze di Angiolo Caval-

- lini, stato alunno a Varese per apprendere dal sig. conte Dandolo il nuovo metodo dell'educazione dei Filugelli". Firenze, *Continuazione degli Atti dell'Accademia dei Georgofili*, vol. I, 1818: 272-280.
17. Imberciadori (Ildebrando), "Sulle origini dell'istruzione agraria in Toscana", Firenze, *Rivista di storia dell'agricoltura*, XXIII, n. 1, 1983: 247-277.
18. Importanti riunioni agricole si tenevano, per esempio, a Ferrières, nei dintorni di Parigi, sulle terre del barone Rothschild: "Riunione agricola di Ferrières", Milano, *Giornale agrario lombardo-veneto*, vol. I, 1834: 320-324. Un "congresso agricolo" era stato istituito a Greifswalde, in Prussia, e riunioni simili avevano luogo da anni in tutta la Germania: "Riunioni agrarie in Germania", Milano, *Giornale agrario lombardo-veneto*, vol. XI, 1839: 59-60.
19. Ridolfi (Cosimo), "Programma per la prima Riunione agraria di Meleto in Val d'Elsa", Firenze, *Giornale agrario toscano*, vol. XI, 1837: 145-148.
20. Lettera di G. Vieusseux a Sismondi del 15 giugno 1837, pubblicata in Frères (A.), "Jean-Pierre Vieusseux d'après sa correspondance avec J. C. L. De Sismondi", *Revue Internationale*, vol. 17, 1888: 897-898.
21. Coltri toscani e adattamenti dell'aratro Grangé vennero acquistati, tra gli altri, da Giuseppe Francia, amministratore del patrimonio Litte in Lombardia, dal conte mantovano Beffa Negrini, dal padovano Pietro Estense Selvatico, dal marchese Pietro del Monte di Rimini, da Francesco Paralupi di Guastalla, da Giovanni Adorni di Parma; Archivio Ridolfi di Meleto (ARM), Lettere, filze C-D.
22. C'era chi, come il marchese P. Estense Selvatico, scriveva che "ci bisognerebbero o stabilimenti agrari sorretti ed inco-

raggiati da' Principi, od agronomi e filantropi illuminati e dotti come il marchese Ridolfi" (ARM, f. D, ina. 4, lettera dell'8 novembre 1836); chi, come il conte Antonio Giacomini di Fano, intraprendeva "a coltivare un piccolo poderetto a modello, e scuola di questi contadini" (ARM, f. E, ins. 1, lett. del 30 ottobre 1837); e chi, come l'Usberti di Parma, cercava di collocare all'Istituto di Meleto i propri figli o qualche giovane collaboratore.

23. Nel 1822 e nel 1827-28 furono aperte rispettivamente le scuole agrarie di Roville e di Grignon. Gli annali e gli allievi di queste due importanti istituzioni si sparsero presto in tutta la Francia ed anche all'estero. De Lavergne (L.), *Economie agricole de la France*, Paris, 1861. Onesti (Pietro), "Istituto Agricola di Roville", Firenze, *Giornale agrario toscano*, vol. VII, 1837. Cercler (René), *Mathieu de Dombasle, 1777-1843*, Paris, 1946.
24. "Istituzione agraria di Sandigliano della società per l'avanzamento delle arti, dei mestieri e dell'agricoltura nella provincia di Biella", Torino, *Repertorio d'agricoltura e di scienze economiche ed industriali*, vol. XIV, 1841: 293-301.
25. ARM, Lettere, ff. H-I, lettere del 2 febbraio 1843, del 24 novembre 1843 e del 20 maggio 1844.
26. ARM, f. E, ins. 4, lettere del 10 febbraio 1838.
27. Romeo (Rosario), *Cavour e il suo tempo (1810-1842)*, Bari, Laterza, 1977, p. 642-682.
28. Ghisleni (P. L.), *Le coltivazioni e la tecnica agricola in Piemonte dal 1831 al 1861*, Torino, 1961.
29. Lomeni (Ignazio), *Varietà agrarie, economiche e tecnologiche*, Milano, Lampato, 1834.



30. ARM, f. D, ins. 5, lettera del 22 maggio 1836.
31. ARM, f. F, ins. 2, lettera del 26 giugno 1841.
32. ARM, Lettere, ff. G-H-I.
33. Calindri (Ugo), "Riunioni agrarie a Perugia. Lettera al signor marchese Ridolfi". Milano, **Giornale agrario lombardo-veneto**, vol. XII, 1839: 58-59. "Metodo della Conferenza agraria di Bologna", Torino, **Repertorio d'agricoltura**, vol. VI, 1847:149. "Pensieri sui congressi dell'Associazione agraria". Torino, **Gazzetta dell'Associazione agraria**, vol. I, 1843: 103.
34. Montezemolo, "Operazioni del Conizio di Mondovì", Torino, **Repertorio d'agricoltura**, vol. XIX, 1844: 369-375.
35. Sulle vicende ed il significato dei congressi degli scienziati italiani l'opera più importante è quella di Marino (Giuseppe Carlo), **La formazione dello spirito borghese in Italia**. Firenze, La Nuova Italia, 1974. Per alcuni studi più recenti si veda Pancaldi (Giuliano), **I congressi degli scienziati italiani nell'età del Positivismo**, Bologna, CLUEB, 1983.
36. **Regolamento generale per le annuali riunioni italiane dei cultori delle scienze naturali**, Pisa, Nistri, 1839, art. 1.
37. **Atti della prima riunione degli scienziati italiani tenuta in Pisa nell'ottobre del 1839**, Pisa, Nistri, 1840, p. 57.
38. Per il Regno di Sardegna fu nominato Rocco Ragazzoni, per la Lombardia Giuseppe Morètti, per il Veneto Francesco Gera, per i Ducati di Parma e Modena il professor Brignole, per la Toscana Cosimo Ridolfi, per lo Stato pontificio il conte Paoli, per l'Italia meridionale la Società d'incoraggiamento di Napoli, per la Sicilia la redazione del **Giornale di statistica**.
39. Nello Stato pontificio l'avvio dell'inchiesta venne decisamente ostacolato dalle autorità governative; ne abbiamo la testi-

monianza in una lettera scritta da Domenico Paoli a C. Ridolfi nel 1842 (ARM, f. G, ins. 1).

40. **Atti della seconda riunione degli scienziati italiani tenuta in Torino nel settembre 1840, Torino, 1841.**
41. **Tra la primavera e l'estate del 1840 giunsero a Ridolfi dettagliate relazioni sulle condizioni agricole del Pistoiese, del Valdarno superiore, del Volterrano, della Valdichiana e delle colline pisane, mentre altri proprietari ed associazioni periferiche si dichiaravano pronti a collaborare. Le relazioni ed i relativi carteggi sono conservati in ARM, f. 16, ins. D.**
42. **Gioia (Melchiorre), Tavole statistiche, ossia norme per descrivere, calcolare, classificare tutti gli oggetti d'amministrazione privata e pubblica, Lugano, 1814.**
43. **Atti della quarta riunione degli scienziati italiani tenuta in Padova nel settembre del MDCCCXLII, Padova, 1843, p. 492.**
44. **Sanseverino (Faustino), Notizie statistiche ed agronomiche intorno alla città di Crema e suo territorio, Milano, Ronchetti e Ferreri, 1843.**
45. **Casazza (Andrea), Stato agrario-economico del Ferrarese, Ferrara, Taddei, 1845.**
46. **Fumagalli (Carlo), "Tavola sinottica, o raccolta di fatti inerenti all'agricoltura della provincia di Lomellina", Torino, Repertorio d'agricoltura, vol. XV, 1842: 440-465.**
47. **Atti della sesta riunione degli scienziati italiani tenuta in Milano nel settembre del MDCCCXLIV, Milano, Pirola, 1845, p. 294-295. Tale proposta sboccò, nel decennio successivo, nella fondazione dell'Istituto agrario di Corte del Palasio; si veda in proposito Zaninelli (Sergio), "L'insegnamento agrario in Lombardia: la scuola di Corte del Palasio", in AA. VV., Studi**

in onore di Amintore Fanfani, vol. VI, Milano, 1962, p. 508-558.

48. Atti dell'ottava riunione degli scienziati italiani tenuta in Genova dal XIV al XXIX settembre MDCCCXLVI. Genova, Ferrando, 1847, p. 167.



## **DINAMICHE E REALTA DELL'ALLEVAMENTO NELLA SARDEGNA SETTECENTESCA**

*Itria CALIA (Univ. Sassari)*

"La Sardaine est et a été spécialement un pays agricole. Le blé forme la première source de ses richesses et l'objet principal de ses exportations".<sup>1</sup> Questa sintetica nota di un memorialista francese dell'inizio dell'Ottocento riassume assai bene l'immagine che viene tramandata per tutto il Settecento di un'isola "agricola", o meglio cerealicola. Immagine che lascia quasi completamente in ombra l'attività pastorale e i suoi problemi.<sup>2</sup>

È vero che questa rapida annotazione corrisponde nella letteratura francese sulla Sardegna ad un disinteresse quasi totale nei confronti delle strutture produttive. Al contrario, emerge un'attenzione estremamente accentuata per il commercio e in particolare per tutti i prodotti che possono essere esportati dai porti sardi verso la Francia. Così l'agricoltura e in particolare il grano sono al centro dell'attenzione di memorialisti, diplomatici e consoli francesi. Basta scorrere la corrispondenza che questi ultimi inviano da Cagliari per ritrovare puntualmente mese per mese, se non addirittura giorno per giorno, annotazioni precise sull'andamento delle semine, sulle previsioni del raccolto, sulle quantità effettivamente prodotte e, quindi, su quelle che possono essere esportate. Le quantità di prodotti pastorali, soprattutto formaggi, esportabili od esportati, appaiono invece più raramente: si trovano soltanto pochi cenni nelle relazioni più importanti e comunque mai collegati all'economia pastorale.

Si può certo argomentare che formaggi, lane, pelli, bestiame, non costituiscono beni di consumo così essenziali come il grano. D'altra parte, tali prodotti non sono sottoposti alle variazioni delle annate agricole e non sono vincolati dalla legislazione annonaria e commerciale. Si possono quindi esportare con maggiore facilità e regolarità.<sup>3</sup>

È comunque vero che questa mancanza di interesse specifico verso l'economia pastorale rispecchia assai bene gli orientamenti del pensiero economico settecentesco francese e italiano, per il quale l'agricoltura è il motore principale di tutta l'economia: "Cet art est le premier, - si legge nell'articolo **agriculture** dell' *Encyclopédie* - le plus utile, le plus étendu, et peut-être le plus essentiel des arts".<sup>4</sup> Nella stessa *Encyclopédie* non esiste invece un articolo sull' **élevage**, mentre alcune righe sono dedicate a **bétail** per dire che "il est inutile de s'étendre sur les secours et sur les révenus qu'on tire des bestiaux" e si rinvia alle parole **boeuf**, **mouton**, ecc.<sup>5</sup> In tutti gli articoli attinenti all'agricoltura come **grains**, **fermier**, **fumier**, ecc., il problema degli animali (**bestiaux**) è sempre introdotto come complemento dell'agricoltura: "l'agriculture ne peut avoir de succès étendu que par la multiplication des bestiaux",<sup>6</sup> è tale moltiplicazione può avvenire soltanto attraverso l'estensione delle grandi colture e dei prati artificiali per nutrire gli animali. Così, gli animali meglio nutriti nelle loro stalle saranno migliore strumento di lavoro, produrranno concimi più abbondanti e migliori, e di conseguenza anche raccolti più copiosi.

D'altra parte, il pensiero fisiocratico, sia nelle opere dei maggiori esponenti (Quesnay, Mirabeau, Du Pont de Nemours, ecc.), sia sei suoi riverberi italiani, insisteva su un'agricoltura moderna e sviluppata, contrapposta comunque all'allevamento brado e alla pastorizia nomade. In questo quadro, l'opera del gesuita Francesco Gemelli **Rifiorimento della Sardegna proposto nel miglioramento di sua agricoltura**<sup>7</sup> riprende le linee generali dell'analisi tipica del pensiero fisiocratico. Nell'**Introduzione** al volume Gemelli dichiara esplicitamente che l'analisi dei problemi specifici dell'agricoltura sarda può essere di qualche utilità per l'agricoltura di tutta l'Italia: "v'ha dei paesi - afferma - che o

in alcune pratiche, o eziandio nel sistema dell'agricoltura non differiscono quasi dalla Sardegna".<sup>8</sup>

In realtà, il professore di retorica della riformata Università di Sassari passa in rassegna tutti i problemi "generali" dell'agricoltura, cioè lo spopolamento, la "intemperie" (il paludismo), i difetti "fondamentali" (mancanza di casine, di società tra proprietari e coltivatori, e soprattutto comunanza di chiusura delle terre), i difetti "minori" (strumenti e tecniche di coltivazione, aratri, zeppe, vanghe, modo di aggiogare i buoi, trebbiatura, battitura e ventilatura del grano, ecc.).

Il Gemelli non trascura i problemi della pastorizia, ma li inserisce nell'analisi più ampia sulle caratteristiche dell'agricoltura e soprattutto sulla comunanza dei terreni: lo stato "meschino" del bestiame è attribuibile innanzitutto alla mancanza di stalle e di pascoli. Questi scarseggiano giacchè sono "meramente naturali" e appaiono disordinati perchè "comuni". L'eliminazione della "fatal comunanza" e l'istituzione dei prati artificiali e irrigui sono dunque i rimedi proposti per il miglioramento della pastorizia. Emerge così la contraddizione tra un'agricoltura sempre più intensiva e moderna e una pastorizia largamente estensiva per vocazione e tradizione. Di conseguenza le proposte di una stabilizzazione e intensificazione dell'agricoltura sono di fatto inapplicabili al rude mondo della vita pastorale.

L'opera del Gemelli vede la luce nel 1776, tre anni dopo il licenziamento del ministro Bogino (1759-1773), ma era stata sollecitata da quest'ultimo nel quadro della sua politica riformatrice per la Sardegna.<sup>9</sup> Le riforme nel campo dell'agricoltura tendevano soprattutto al miglioramento, all'estensione e alla protezione delle colture, ad un consistente balzo in avanti della produzione cerealicola. Nel campo dell'allevamento, invece, si cercava di rinnovare soprattutto il patrimonio bovino ed equino, di migliorare la razza ovina e i suoi prodotti, formaggio e lana.

Gli interventi a favore dell'agricoltura, in particolare la riorganizzazione e la diffusione dei Monti Frumentari - destinati a fornire ai contadini le quantità di sementi necessarie senza il ricorso alla deprecata usura<sup>10</sup> - produssero un effettivo

miglioramento ed una certa estensione delle colture sia granarie che specializzate (olivi, vite, gelsi, tabacco, cotone, ecc.) negli anni Settanta del Settecento. In questo periodo e sino alla fine del secolo alcuni studiosi hanno individuato invece una fase di crisi per la pastorizia, la cui origine è posta in rapporto più o meno diretto con il rafforzamento del settore agricolo. Lo stesso Gemelli riconosce esplicitamente l'origine della diminuzione dei terreni a pascolo nell'estensione di quelli coltivati in seguito alla diffusione dei Monti Frumentari: "il non mai abbastanza lodato stabilimento de' monti frumentari fissa l'epoca dell'affermata diminuzione de' pascoli ... Si è preteso amplificare la seminagione (ma) questi terreni eran cussorgie, eran salti, eran pascoli pel rude armento. Sono dunque altrettanti terreni sottratti al pascolo negli anni della seminagione".<sup>11</sup> Ma i rari interventi sulla pastorizia tendevano a difendere le colture dalle distruttive invasioni delle greggi, a proteggere ed incentivare l'allevamento dei bovini mansi e alla dilatazione della superficie per la produzione del fieno necessario per evitare un'ulteriore "occupazione" dei terreni coltivati da parte dei pastori. In uno scritto del 1787 il Censore Generale Giuseppe Cossu, figura emblematica del fermento riformistico boginiano, riassume in modo significativo la politica e la realtà di quegli anni: "Distesa l'agricoltura, mediante i copiosi soccorsi provvisti all'utile classe agraria da' fondi de' monti ... e perchè si agevolasse la propagazione del principale aiuto agrario, che sono i buoi, si privilegiarono le vacche ammansite e chi ne terrebbe un dato numero".<sup>12</sup>

La situazione concreta della pastorizia sarda verso la fine del Settecento e la sua "crisi" sono veramente riconducibili alla congiuntura favorevole dell'agricoltura? In altri termini ci domandiamo quanto, nel caso della Sardegna, le due economie - quella agricola e quella pastorale - siano realmente interdipendenti, o se invece predomina l'autonomia delle due sfere.

Nei secoli precedenti i dati sul patrimonio pastorale della Sardegna sono rari e frammentari: essi mostrano comunque una tendenza generale alla crescita nel lungo periodo. Da un totale di circa 1 000 000 di capi nel 1571 si passa ai circa 1 900 000 del



1771. In questo arco di tempo l'economia pastorale avrebbe conosciuto alcune congiunture difficili tra la fine del XVI secolo e gli anni Settanta del XVII. Nel corso del Settecento, invece, fino agli anni delle riforme si assiste ad una fase di ripresa generale.<sup>13</sup>

Il bestiame viene ancora decimato nel XVIII secolo da due forti crisi di mortalità: la prima, nel 1767-68, causata dal freddo intenso, colpisce il bestiame allevato allo stato brado, privo di ripari, di stalle e di fieni; la seconda, negli anni 1770-74, indurrà il governo alla proibizione persino della salagione della carne di qualsiasi genere e qualità.<sup>14</sup>

Ora i dati statistici sull'allevamento per la seconda metà del Settecento ci consentono di seguire l'evoluzione complessiva del patrimonio zootecnico della Sardegna.<sup>15</sup>

Tabella I

anno	capi de bestiame	%
1754	1 645 092	
1756	1 422 594	- 13,5
1771	1 970 066	+ 38,4
1772	1 722 085	- 12,5
1773	1 879 559	+ 9,1
1774	1 803 635	- 4,0
1775	1 907 695	+ 5,7
1777	2 022 652	+ 6,0
1778	2 071 246	- 2,4
1795	1 780 356	- 14,0
1796	1 714 129	- 3,7

Da questi dati emerge che vi sono in questo periodo tre momenti di diminuzione del bestiame tra il 1754-56, il 1772-74 e il 1795-96. Nel giro di quarant'anni la crescita risulta perciò

minima. Si può tuttavia notare una ripresa abbastanza rapida dopo le crisi degli anni 1772-75, quando si supera la soglia di 2 000 000 capi di bestiame. Un'analisi articolata della composizione interna per specie consente di cogliere meglio i meccanismi della congiuntura degli anni 1778-96.

Nel 1571 il capitano della città di Iglesias Marco Antonio Camos ci offre la seguente suddivisione interna:

bovini	148 793	14,3 %
ovini	593 673	57,1
caprini	198 082	19,0
suini	54 770	5,2
equini	45 211	4,3
<hr/>		
totale	1040 529	100

e questa risulta una netta preponderanza degli ovini, seguita dai caprini, bovini, suini e dagli equini. Nel 1771, esattamente due secoli dopo, i dati evidenziano alcuni interessanti cambiamenti nella composizione interna:

bovini	359 247	18,2 %
ovini	996 651	50,6
caprini	383 338	19,4
suini	164 647	8,3
equini	66 183	3,5
<hr/>		
totale	1 970 066	100

Mentre l'aumento degli ovini è del 67% circa, quello dei caprini del 93%, quello dei bovini raggiunge il 140% e quello dei

suini addirittura il 200%. Ancora più significativo sembra il mutamento delle percentuali relative alle specie: la bovina aumenta di più insieme alla suina, mentre la ovina, pur rimanendo decisamente dominante, scende del 7%; la caprina rimane pressochè stazionaria. Si tratta dunque di una crescita importante, assoluta e relativa, dei bovini, che risente indubbiamente dei provvedimenti legislativi a favore del bestiame bovino manso.

La tabella generale per specie degli anni 1754-96 mostra un aumento della percentuale dei bovini che va dal 16% circa del 1754 fino al 20% del 1774; si stabilizza poi intorno ad un valore relativo del 19-20% circa (cf. tabella II). Alla crescita in percentuale dei bovini si accompagna fra il 1754 e il 1774 una stabilità relativa degli ovini intorno al 48-50%, seguita poi da un leggero aumento sino al 55% del totale. I caprini subiscono un leggero declino, i suini variano molto da un anno all'altro, mentre gli equini conservano un rapporto pressochè costante intorno al 3 - 3,5% del totale.

Tabella II

anno	bovini	+/-	%	ovini	+/-	%	caprini	+/-	%
1754	267 483		16,2	883 250		53,6	324 792		19,7
1756	255 983	- 4,2	17,9	687 482	- 22,1	48,3	282 805	- 12,9	19,8
1771	359 247	+ 40,3	18,1	996 651	+ 44,9	48,1	383 338	+ 35,5	19,4
1772	348 752	- 2,9	20,2	834 873	- 16,2	48,4	328 263	- 14,3	19,0
1773	355 616	- 1,9	18,9	944 180	+ 13,0	50,2	324 761	- 1,0	17,2
1774	366 485	+ 3,0	20,3	869 460	- 7,9	48,2	318 880	- 1,8	17,6
1775	374 505	+ 2,1	19,6	962 791	+ 10,7	50,4	326 934	+ 2,5	17,1
1777	378 353	+ 1,0	18,7	1090 721	+ 13,2	53,9	296 260	- 9,3	14,6
1778	396 734	+ 4,8	19,1	1082 475	- 0,7	52,2	333 508	+ 11,1	16,1
1795	353 418	- 10,9	19,7	992 320	- 8,3	55,4	257 811	- 22,7	14,3
1796	334 464	- 5,3	19,8	852 128	- 14,1	50,5	242 437	- 5,9	14,3

suini	+/-		equini	+/-	%	Totale
120 487		7,3	49 080		2,9	1 645 092
148 161	+ 22,9	10,4	48 163	- 1,8	3,3	1 422 594
164 647	+ 11,1	8,3	66 183	+ 37,4	3,5	1 970 066
163 709	- 0,5	9,5	64 032	- 3,2	3,7	1 722 085
189 166	+ 15,1	10,0	65 836	+ 2,8	3,5	1 879 559
183 259	- 3,1	10,1	65 551	- 0,4	3,6	1 803 635
176 851	- 3,4	9,2	58 415	- 10,8	3,0	1 907 695
188 914	+ 6,8	9,3	58 404	+ 17,1	3,3	2 022 652
189 831	+ 0,4	9,1	68 598	+ 0,2	3,3	2 071 246
158 394	- 16,5	8,8	63 896	- 6,8	3,5	1 790 456
235 627	+ 48,7	13,9	55 712	- 12,8	3,3	1 685 079

Tabella III

anno	bovini mensi	+/-	%	bovini rudi	+/-	%
1771	122 691		6,2	236 556		12,0
1772	125 034	+ 1,9	7,2	223 718	+ 5,4	12,9
1773	129 158	+ 3,2	6,8	226 458	+ 1,2	12,0
1774	135 224	+ 4,6	7,4	231 261	+ 2,1	12,8
1775	139 726	+ 3,3	7,3	234 779	+ 1,5	12,3
1777	134 227	- 3,9	6,6	244 126	+ 3,9	12,0
1778	143 655	+ 7,0	6,9	253 079	+ 3,6	12,0
1795	146 842	+ 2,2	8,2	171 193	- 32,3	9,5
1796	131 678	- 10,3	7,8	167 547	- 2,1	9,9

Tabella IV

	NUORESE				SASSARESE			
	1771	%	1830	%	1771	%	1830	%
bovini	52 179	14,3	61 428	11,0	28 396	13,9	34 492	14,1
ovini	226 292	62,1	339 960	61,2	111 160	54,5	114 500	46,8
caprini	46 528	12,7	85 290	15,3	36 282	17,8	48 950	20,0
suini	32 947	9,0	50 326	9,0	11 866	5,8	31 801	13,0
equini	6 296	1,7	18 340	3,3	16 018	7,8	14 439	5,9
	364 242		555 344		203 722		244 182	

Se per i bovini conserviamo la distinzione, ricorrente nella documentazione del tempo, tra bestiame *manso*, cioè quello domito allevato nelle vicinanze del villaggio ed utilizzato per i lavori agricoli, e bestiami *rude*, quello invece allevato allo stato brado nei salti e nelle tanche, possiamo notare che le variazioni più significative riguardano il destame *manso*, mentre quello *rude* mostra una stabilità quasi sorprendente nelle sue percentuali fra il 1771 e il 1778, seguita poi da un calo nel 1795-96 (cf. tabella III).

Nel loro insieme i dati degli anni Settanta sembrano attenuare il giudizio su una crisi del settore dell'allevamento, ponendo in evidenza anche una sua capacità di ripresa rapida. Appaiono invece molto più nette le crisi del 1778 e del 1795-96, che riportano il patrimonio zootecnico ai livelli di quarant'anni prima, con un calo che colpisce quasi tutte le specie, ad eccezione dei bovini *mansai* che diminuiscono solo nel 1796.

Per i primi decenni dell'Ottocento non disponiamo di dati che consentano di stabilire la durata della congiuntura negativa del settore pastorale e le sue capacità di ripresa. Soltanto intorno al 1830 Vittorio Angius ci fornisce dati parziali sulla consistenza del bestiame per le regioni di Sassari e di Nuoro.<sup>16</sup> Se confrontiamo questi dati con quelli del 1771, possiamo constatare che nelle due zone il bestiame aumenta in tutto del 40% circa. Ma l'aumento interessa essenzialmente la zona pastorale del Nuorese

con più del 52% circa, mentre nell'area prevalentemente agricola del Sassarese aumenta del 19% circa (cf. tabella IV). Ma ancora più significativa appare la suddivisione interna per specie di queste due zone: l'apparente leggera diminuzione del bestiame ovino è compensata da un aumento sia di quello caprino sia di quello suino, con una crescita complessiva del bestiame minuto del 2%, contro una diminuzione di quello grosso, bovini ed equini, del 2%.

La differenza più rilevante fra le due aree è che nel Nuorese gli ovini diminuiscono in misura inferiore (l'aumento del bestiame minuto concerne soprattutto le capre), mentre nel Sassarese un calo molto più forte degli ovini coincide con un uguale aumento dei caprini ma anche un fortissimo balzo in avanti dei suini. Il tutto sembra suffragare l'idea che nonostante le fasi difficili attraversate nella seconda metà del Settecento, l'allevamento conserva tutta la sua importanza nel contesto complessivo dell'economia sarda<sup>17</sup> e mostra una forte capacità di recupero, se non addirittura di espansione, anche nei momenti meno favorevoli. Contemporaneamente, le difficoltà maggiori sono con molta probabilità ancora causate dai vecchi mali dell'allevamento (inclemenze del clima, mancanza di ripari e di strutture adatte a proteggere il bestiame, conduzione primitiva del bestiame, ecc.), che non da presunte conseguenze negative dell'espansione dell'agricoltura.

Un'analisi cartografica dei dati relativi alla pastorizia e all'agricoltura (nel 1771 sono completi per tutta l'isola e per tutti i villaggi) ci offre un'immagine della distribuzione spaziale e del rapporto fra le due attività produttive. Le carte sono elaborate a livello dei 359 villaggi e conservano la distinzione tra bestiame *manso* e *rude*, mentre tutti i dati sono rapportati al numero di abitanti.<sup>18</sup>

La carta sui buoi *manso* (da lavoro), mette in evidenza una zona più scura che ovviamente corrisponde alle regioni cerealicole della parte meridionale dell'isola (vedi carte 1 e 2). Infatti le regioni che superano abbondantemente la media generale di 0,30 buoi da lavoro per abitante sono quelle dei Campidani, della Trexenta, della Marmilla, ecc. In queste regioni comunque il problema della carenza di buoi da lavoro permane: sulla carta che mette in rapporto le terre lavorate coi buoi da lavoro è evidente

infatti la scarsità dei buoi rispetto alle terre lavorate (vedi carta 3). Attraverso i dati si può anche constatare che solo una parte delle regioni agricole supera la media di 2 buoi per 10 starelli di terra coltivati. Le altre presentano un sovraccarico di 10-14 starelli.

La carta e le cifre sui maiali mansi (carta 4) mostrano una distribuzione abbastanza omogenea in tutta l'isola. Quella sui cavalli (carta 5) definisce regione dai contorni più precisi, che corrispondono ad una divisione fra zone caratterizzate da una difficile viabilità interna - quindi aree prevalentemente montuose come la Gallura, l'Anglona, il Montacuto, la Barbagia, ecc.), in cui l'uso del cavallo è essenziale per il trasporto di uomini e merci, e zone pianeggianti che godono invece di una viabilità migliore garantita dall'uso dei carri o del trasporto via mare.

Le regioni dell'allevamento più propriamente pastorale sono definite dalle carte sul bestiame rude (carte 6, 7, 8, 9, 10, 11). Uno sguardo d'insieme mostra subito che esse occupano tutta la zona che dal centro va verso il nord-est (cioè le regioni della Barbagia, del Nuorese, Goceano, Montacuto, Gallura, ecc.), con una media di circa 5,2 capi di bestiame rude per abitante. Questa grande zona della pastorizia si suddivide più precisamente in un'area più ricca di ovini verso il centro-est, un'altra dove i bovini occupano un posto più rilevante nel centro-nord ed infine una zona ricca di caprini che va dal nord verso il sud-est. Ma in molte regioni pastorali i tre tipi di bestiame sono ugualmente presenti, con una predominanza del binomio ovini-caprini.

Vi sono però anche regioni che le carte e i dati sembrano definire come "intermedie", o miste. Si tratta molto spesso di regioni che hanno un territorio dal suolo misto tra montagna e pianura, oppure di sole colline e altipiani (ad esempio intorno a Sassari). In questi casi le attività produttive rispecchiano assai fedelmente la natura dei suoli e agricoltura e allevamento si affiancano.

Dalle carte e dai dati risulta anche che le zone di coltura dell'orzo (carta 12) coincidono spesso con quelle pastorali. L'orzo si adatta più facilmente infatti ai terreni meno fertili delle zone interne e richiede inoltre minori investimenti e meno

lavoro rispetto alla coltura del grano. Alcune regioni pastorali del centro-nord (ad esempio la Barbagia, il Nuorese o il Montacuto) superano così di gran lunga la media generale di 16 starelli d'orzo per abitante. Ma, a parte questi livelli elevati di produzione d'orzo, la produzione cerealicola è nel complesso molto bassa in queste regioni e solo alcune di esse raggiungono i circa 3 starelli di grano per abitante. Nella relazione del 1769 sui feudi di Oliva di natura prevalentemente pastorale (Marghine e Montacuto) Vincenzo Mamely de Olmedilla ripropone ancora una volta le osservazioni sull'arretratezza ed inadeguatezza delle colture, ostacolate oltre che dalla "pigrizia" ed indolenza degli abitanti, dalla crescente estensione dei terreni chiusi, a tanche, per il bestiame: "In Ozieri (Marghine) come in tutto il Ducato - scrive - sono frequenti le tanche per l'utilizzo da parte del bestiame, del quale si fa maggiore apprezzamento che della coltivazione della terra e ogni giorno vanno aumentando non senza usurpazione dei terreni comunali e a danno dell'agricoltura".<sup>19</sup>

Al contrario, i livelli "pastorali" delle zone agricole, anche se rimangono sempre inferiori alle medie generali, non sono quasi mai bassissimi. Ad esempio, nel Campidano e nel Sulcis si ritrovano quantità abbastanza alte di bestiame rude. Mentre in alcuni casi si tratta di regioni dal territorio suddiviso tra altipiani, colline e montagne, in altri casi di regioni che occupano porzioni di terreno montagnoso dove l'allevamento, soprattutto bovino e caprino, ha messo radici. In altri casi ancora, dove solo un quinto del terreno sembra essere "naturalmente" propizio all'allevamento brado, quest'ultimo occupa un posto in proporzione più importante.

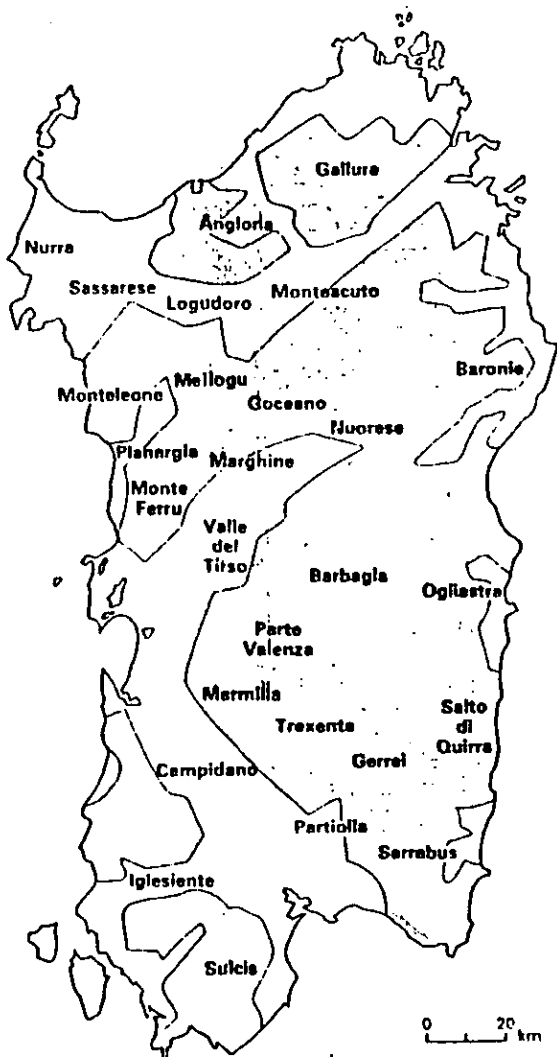
La pastorizia appare dunque presente nel cuore stesso delle regioni agricole: là dove la coltivazione dei terrini richiederebbe investimenti umani e di capitali molto più consistenti per un'effettiva resa. Questo fenomeno può costituire un elemento di blocco per un reale ulteriore sviluppo delle colture agrarie, secondo lo spirito degli interventi riformatori degli anni Sessanta.<sup>20</sup> Tali interventi sortiscono degli effetti nelle zone già tradizionalmente agricole, di cui rafforzano la vocazione cerealicola, pur non provocando un'estensione delle colture a scapi-



to della pastorizia. Nonostante le ricorrenti crisi congiunturali e la mancanza di coerenti interventi legislativi a suo favore, l'economia pastorale rimane comunque saldamente radicata nelle sue zone tradizionali. Anzi tende ad espandersi e ad occupare spazi crescenti anche in aree con suoli misti che le sono "naturalmente" congeniali o che essa riesce indirettamente a influenzare.

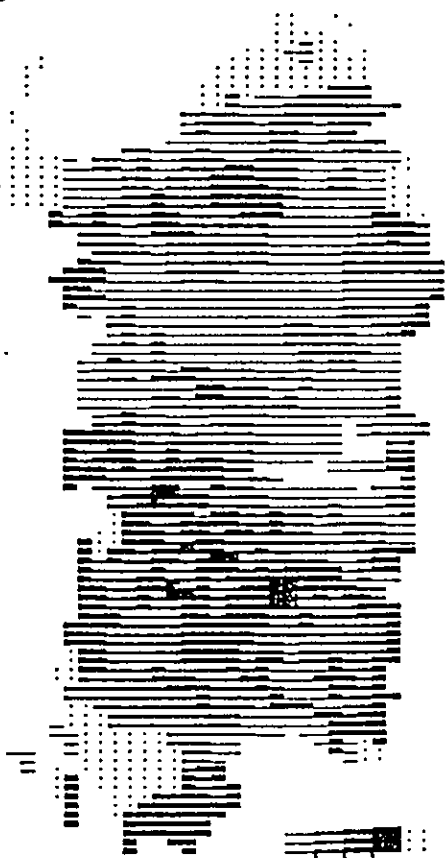
Ad una specializzazione crescente e parallela delle due economie, agricola e pastorale, si accompagna una presenza più ostinata e vivace ed una forza di espansione autonoma più marcata della pastorizia, legata a vocazioni naturali e a tradizioni profonde, ma favorita anche dagli stessi meccanismi della dinamica sociale. Tra la fine del Settecento e i primi anni dell'Ottocento, si possono dunque cogliere quelle caratteristiche del paesaggio agrario sardo e quella prepotente vocazione ad una sorta di monocultura pastorale delle zone interne che caratterizzerà la storia e le vicende umane e sociali della stessa Sardegna contemporanea.

## Regioni e rilievi della Sardegna (bianco=pianura, grigio=montagna)

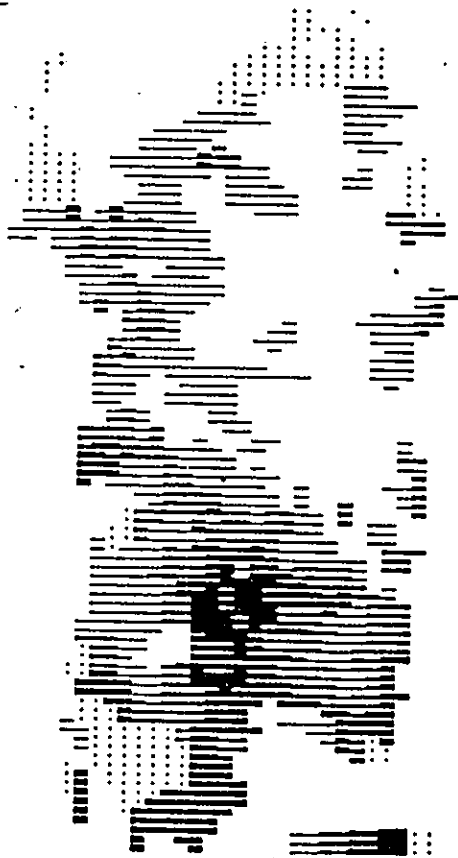


1. EUDI DA LAVORO

2. GRANO RACCOLTO (starelli)



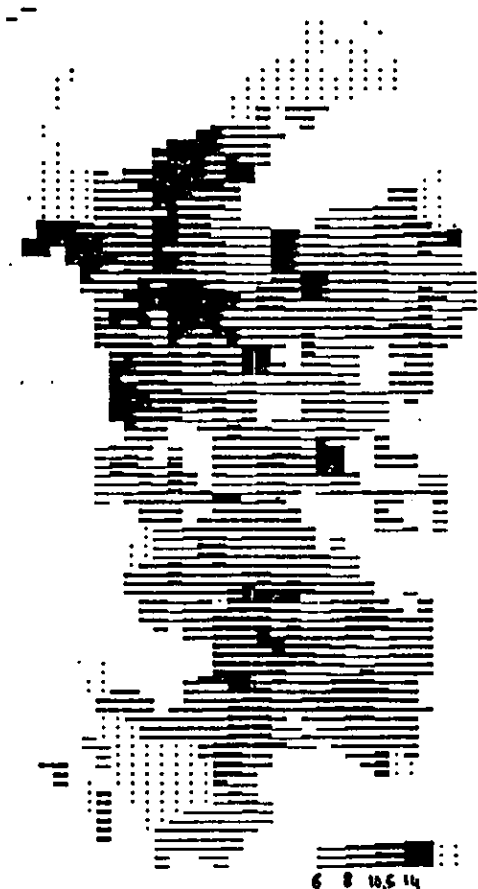
0,10 0,15 0,40 0,56



2,5 6,05 9,5 13,6

3. TERRE PREPARATE/ 2 BUOI

4. PORCI MANSI



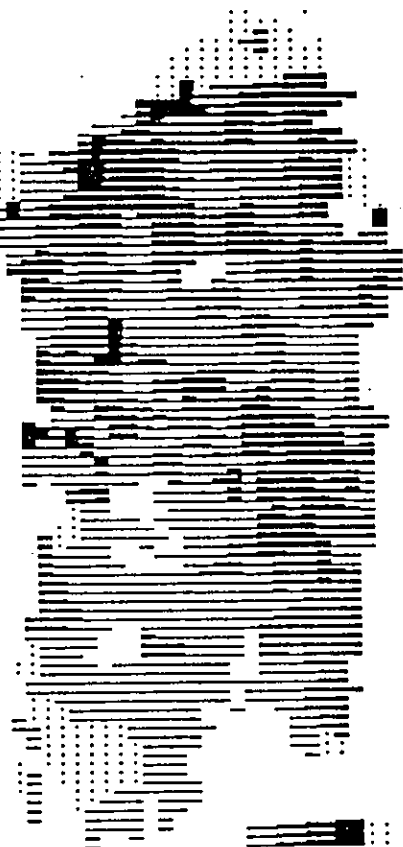
6 8 10,5 14



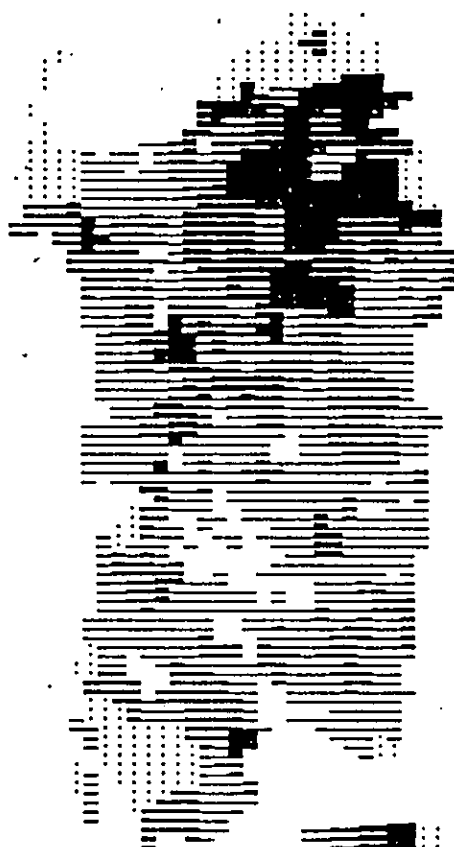
0,01 0,10 0,10 0,30

5. CAVALLI MANSI

6. VACCHE RUDI



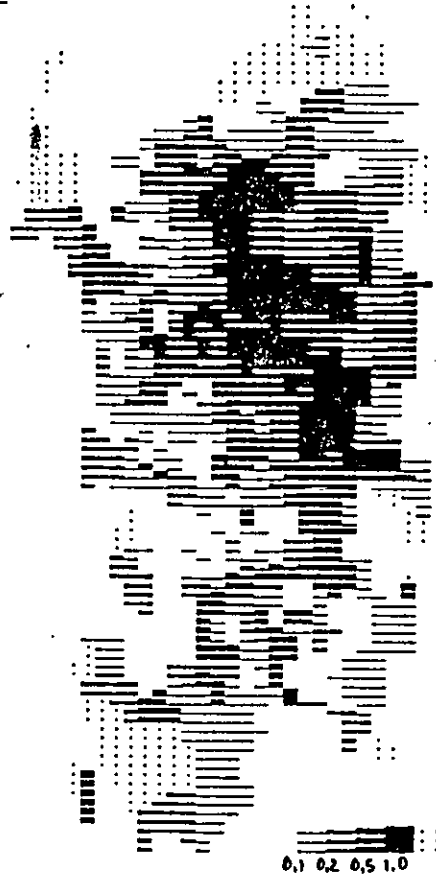
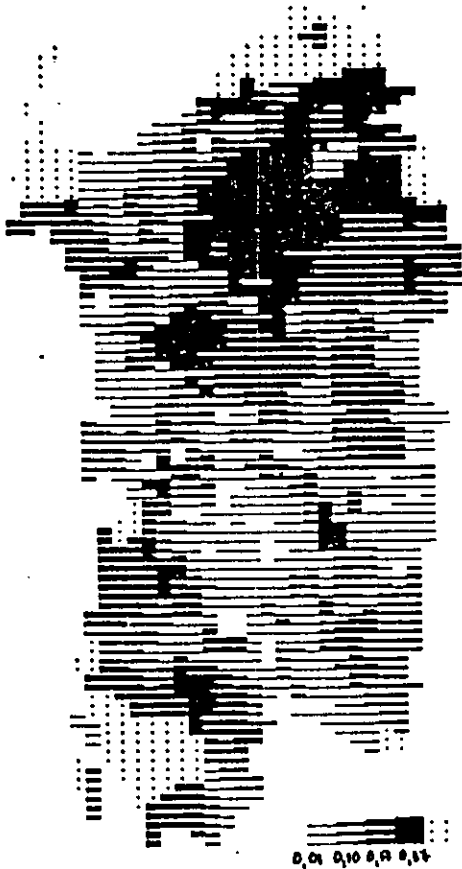
0,04 0,10 0,16 0,23



0,1 0,5 1,0 1,5

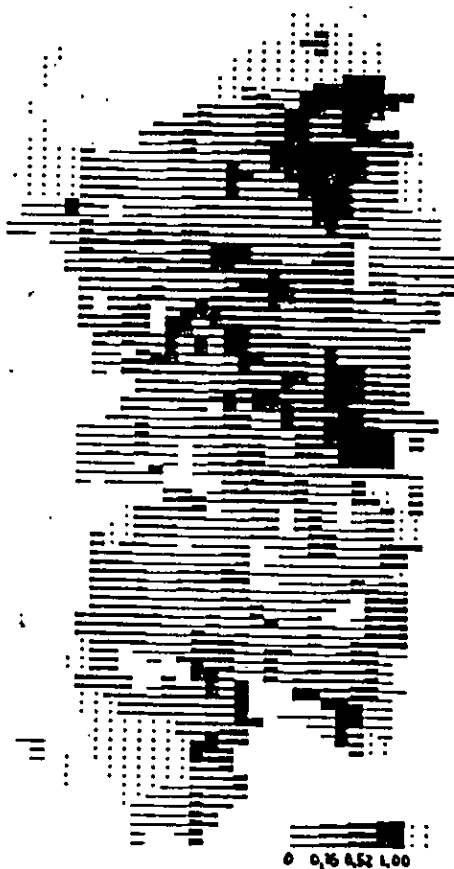
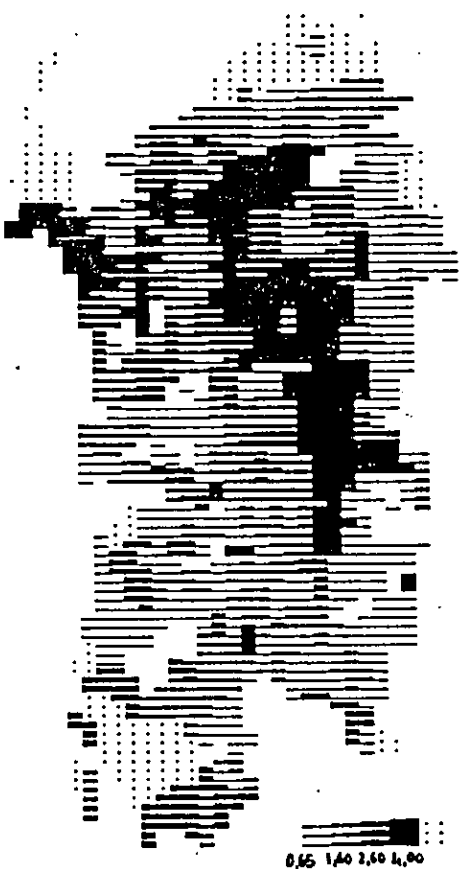
7. BUOI RUDI

8. MONTONI RUDI

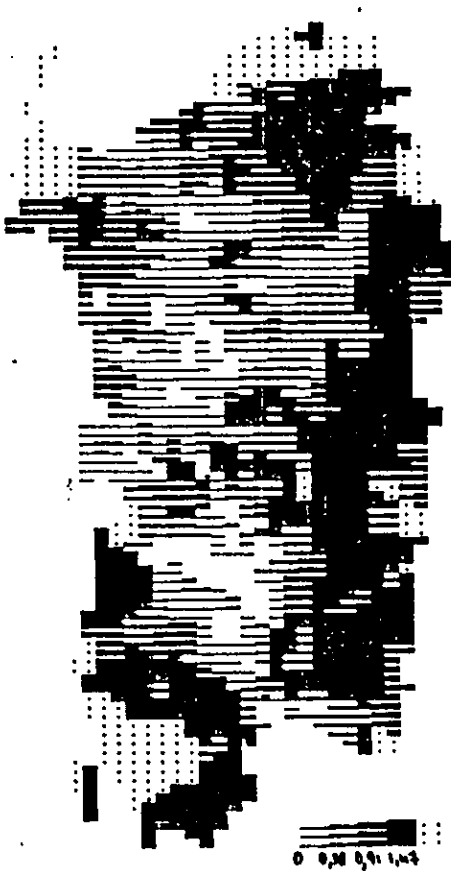


9. PECORE RUDI

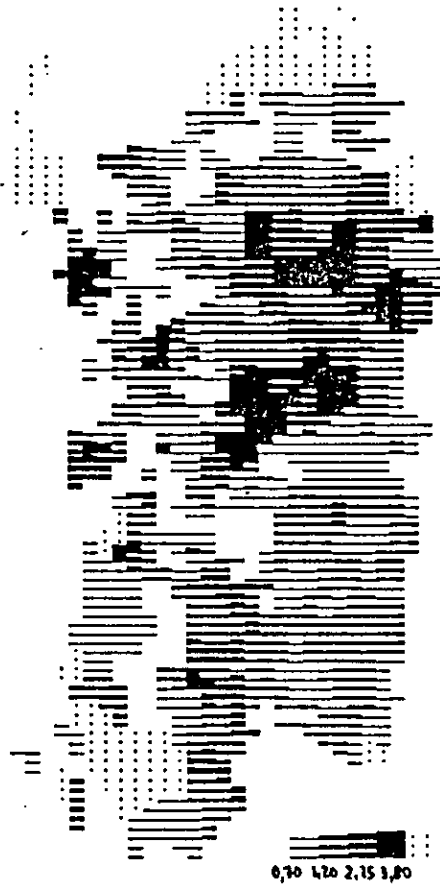
10. PORCI RUDI



## 11. CAPRE RUOI



## 12. ORZO RACCOLTO





## NOTE

1. Archives des Affaires Etrangères, Paris, Mémoires et documents, II, Fonds divers, Sardaigne 1600-1805, vol. 18, **Mémoire géographique, statistique et commercial de l'isle de Sardaigne**, par D'Aubersart (?), 7 juillet 1806.
2. Sui memorialisti francesi e più in generale sull'"immagine" e le conoscenze sulla Sardegna nella Francia del Settecento rinviamo alla nostra tesi di 3<sup>e</sup> cycle **La Sardaigne et la France au XVIII<sup>e</sup> siècle: image et réalité**, E.H.E.S.S., Paris, 1985.
3. Sui problemi della pastorizia in Sardegna cf. M. Le Lannou, **Pâtres et paysans de la Sardaigne**, Tours, 1941, di cui è ora disponibile la traduzione a cura di Manlio Brigaglia, **Pastori e contadini di Sardegna**, Cagliari, 1979; C. Sole (a cura), **La Sardegna di Carlo Felice e il problema della terra**, Cagliari, 1967; D. Olla, **Il vecchio e il nuovo nell'economia agropastorale in Sardegna**, Milano, 1969; **Contadini e pastori nella Sardegna moderna**, n. 11-13 della rivista **Archivio sardo del movimento operaio, contadino e autonomistico**; F. Manconi, G. Angioni (a cura), **Le opere e i giorni. Contadini e pastori nella Sardegna tradizionale**, Milano 1982; B. Anatra, **"Agricoltura e allevamento nella Sardegna del XVII secolo"**, in **Quaderni sardi di storia**, I, n. 3; e in particolare rinviamo al volume di G. G. Ortu, **L'economia pastorale della Sardegna moderna**, Cagliari, 1981.
4. Cf. l'articolo "agriculture" dell'*Encyclopédie* di Diderot e D'Alembert, vol. I, pp. 183-190.
5. Cf. l'articolo "Bétail", *ibidem*, vol. II, p. 214.
6. Cf. l'articolo "Fermier", *ibidem*, vol. VII.

7. L'opera del Gemelli è stata ristampata in L. Bulferetti (a cura) *Il riformismo settecentesco in Sardegna*, Cagliari, 1966, vol. II.
8. F. Gemelli, *op. cit.*, "Introduzione". In Francia l'opera del Gemelli è apprezzata in Francia come valida per i problemi dell'agricoltura in genere (cf. la recensione nel "Journal Encyclopédique ou Universel" del 1777); essa è verosimilmente conosciuta anche da alcuni memorialisti francesi, come per esempio quello da noi citato in apertura di questo articolo, che riprende quasi punto per punto l'analisi del Gemelli sulle cause e i rimedi dei mali dell'agricoltura sarda.
9. Sul riformismo piemontese nella Sardegna del Settecento cf. L. Bulferetti, *op. cit.*; A. Pino Branca, *La politica economica del governo sabaudo in Sardegna (1773-1848)*, Padova, 1928; i più recenti studi di sintesi sul Settecento sardo di G. Sotgiu, *Storia della Sardegna sabauda*, Bari, 1984; C. Sole, *La Sardegna sabauda nel Settecento*, Sassari, 1984; ed inoltre lo stimolante articolo di G. Ricuperati, "Il riformismo sabaudo settecentesco e la Sardegna. Appunti per una discussione," in *Studi storici*, 1985, n.
10. Sui Monti Frumentari cf. F. Venturi, "Il conte Bogino, il dottor Cossu e i Monti Frumentari, in *Rivista storica italiana*, LXXVI II, 1964; A. Agostini, "Origini della costituzione dei Monti Frumentari in Sardegna" (1666-1767), in *Archivio giuridico Filippo Serafini*, LXXI, I; L. Del Piano, "I Monti di Soccorso in Sardegna," in *Fra il passato e l'avvenire. Studi storici sull'agricoltura sarda in onore di Antonio Segni*, Padova, 1965; P. Sanna, "I Monti Frumentari," in *Agricoltura informazioni*, 1982, n. 1-2.
11. F. Gemelli, *op. cit.*, pp. 481-402.
12. G. Cossu, *Discorso georgico indicante i considerevoli vantaggi che si possono ricavare dalle pecore sarde*, Cagliari, 1787. p. 1.

13. I dati del 1571 si trovano nella relazione di M. A. Camos, pubblicata da E. Pillosu, "Un inedito rapporto cinquecentesco sulla difesa costiera della Sardegna di Marco Antonio Camos", in **Nuovo Bollettino Bibliografico**, Cagliari, 1959-60, nn. 21-25. Per il 1771 si tratta dei dati della tabella della denunce delle produzioni, che si trova negli Archivi della Guerra di Parigi, M. R., 1371, **Stato in dettaglio delle persone si maggiori che minori esistenti in questo Regno di Sardegna nel corrente anno 1771, e degli assenti, delle quantità di grano, orzo, legumi seminati, e dei rispettivi raccolti...**
14. Cf. A. Pino Branca, **La vita economica della Sardegna sabauda (1720-1773)**, Messina, 1926.
15. I dati per gli anni 1754-56 e 1795-96 si trovano nell'opera di A. Pino Branca qui sopra citata; quelli degli anni 1771-78 li abbiamo ricavati dalle tabelle delle denunce citate. Abbiamo ritenuto possibile mettere questi dati nella stessa serie poichè la corrispondenza dei dati di alcuni anni (1771-72) con quelli forniti dal Pino Branca fanno supporre un'origine comune.
16. Cf. le voci "Nuoro" e "Sassari" (di V. Angius) del **Dizionario geografico-storico-statistico-commerciale di S. M. il Re di Sardegna**, 1843, p. 674 e nel vol. XIX, Torino, 1849, pp. 68-70.
17. A questo proposito cf. le osservazioni di G. G. Ortu, *op. cit.*, p. 121.
18. Tutte le carte sono state elaborate dal laboratorio di cartografia dell'E. H. E. S. S. e fanno parte di un più vasto lavoro sulla Sardegna in corso di preparazione col contributo di J. Day, S. Bonin e I. Calia.
19. La relazione del Mamely, richiesta dalle parti per problemi di successione e il cui originale in spagnolo si trova negli

archivi di Madrid, è stata tradotta in italiano e pubblicata da I. Bussa in *Quaderni bolotanesi*, nn. 10, 11 e 12, 1984-86.

20. Fra il 1767 e il 1791 le terre seminate a grano aumentano del 25%, ma la congiuntura positiva sarà immediatamente interrotta da un nuovo ciclo di raccolti deficitari tra la fine del Settecento e gli inizi dell'Ottocento. Cf. a tal proposito anche le osservazioni di J. Day, "A Cartographical Approach to the Problem of Internal Immigration in Sardinia in the Eighteenth Century", in A. Gkazier, L. de Rosa, *Migration Across Time and Nations. Populatio Mobility in Historical Contexts*, New York, London, 1985.

## **LE BARON ET LE POISSON FÉODALITÉ ET DROIT DE LA MER EN EUROPE OCCIDENTALE\***

*Serge COLLET (C.N.R.S., Paris)*

Suggérer par ce libellé que le mode de production féodal, et ce très tôt, ait pu inclure dans son développement une autre base que cet élément fixe: la terre, au moyen de laquelle, parce que concédée, étaient acquis sur d'autres hommes des droits de souveraineté, paraît procéder de quelque bizarrerie. Pour l'historien de la société féodale,<sup>1</sup> c'est en effet avant tout la terre qui joue un rôle primordial, la mer et l'économie halieutique demeurant au mieux le complément marginal d'une économie naturelle. La concession de la terre détermine les droits, les obligations et les fonctions sociales. Celui qui jouit ainsi d'une terre concédée n'en jouit que sous la réserve de certains droits et à charge de certains "services" qui le mettent dans la dépendance stricte d'une autre personne ou d'une autre terre. La propriété de la terre est donc retenue par le seigneur comme garantie de services personnels ou pécuniers et il peut interdire au possesseur de disposer de la terre à son gré, voire la lui reprendre si les services dûs ne sont pas acquittés. Si la concession féodale ou fief constitue ainsi dans la pratique le mode le plus répandu de gestion des rapports fonciers; comme mode spécifique de tenure, le

---

\*Nous remercions Droit et Culture de permettre la publication de cet article.

fief est susceptible de multiples applications. Sont aussi donnés dès le XI<sup>e</sup> siècle en concession à charge de services, c'est à dire en fief, des terres, des maisons, des revenus fonciers, mais aussi des profits de justice, des péages, des dîmes ecclésiastiques, ainsi que des offices des toutes sortes depuis les fonctions d'ordre administratif, Jusqu'à des métiers manuels, tels ceux de meunier, de cuisinier ou de charpentier. Le contrat de fief (*hominium* ou *homagium*) qui à l'origine engageait solennellement le vassal à ne rien faire qui puisse causer dommage au seigneur finit par désigner une procédure d'inféodation dont le champ d'application est extrêmement large. La mer, comme la terre serait, sans qu'il y ait là une cause de scandale, inféodable, impliquait ainsi à tout le moins à titre de possibilité, l'existence de fiefs halieutiques, de tenures halieutiques. Cette provocation copernicienne ne semble pas aller de soi si l'on en prend pour indice le fait que s'agissant de ce rapport social spécifique du mode de production féodal, la tenure, qui désigne toute une multitude de possessions de l'héritage, à l'exception de l'alleu, terre affranchie de tout droit et de toute servitude, il n'est question que de la terre. Ces tenures se momment terrage, arrage, bail à complant, colonage, domaine congéable etc. Pour la mer rien de tel, et rien de tel pour les spécialistes de la société féodale, si l'on en juge par leur silence, tout se passant comme si le jugement de ce juriste anonyme italien de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entreprenant de réfuter deux siècles de prétentions baronales sur la pêche à l'espadon déjà pratiquée depuis près de 2000 ans dans les eaux du cap Skylaion, à l'entrée du détroit de Messine, avait eu raison: "il mare è come l'aere a tutti commune e non può di dominio e di feudalità esser capace."<sup>2</sup>

La mer est comme l'air à tous commune et ne peut être susceptible de propriété ni de féodalité. La redécouverte du droit romain par les juristes feudistes dès le XII<sup>e</sup> siècle va constituer comme on verra plus loin, un obstacle de taille dans l'entreprise de clarification du statut juridique de la mer dans son rapport au système féodal. C'est que pour les jurisconsultes romains la mer relève du *jus gentium*. Celse est le premier jurisconsulte à formu-

ler pour les hommes le libre usage de la mer, "maris communem usum omnibus hominibus".<sup>3</sup>

La mer appartient à la sphère des "res communes omnium", comme l'air que les hommes respirent. Penser le statut de la mer dans le droit romain, à l'intérieur de rapports sociaux féodaux est une opération impossible, sauf à constituer la mer proche ou lointaine comme l'immense alleu de l'humanité. Or tel n'a pas été le cas pour la pêche à l'espadon dans le détroit de Messine jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, tel n'a pas été le cas pour la pêche au thon en Sicile et tel ne semble pas avoir été le cas pour la pêche au hareng de l'Europe du Nord Ouest. Des formes de véritables tenures halieutiques ont perduré à travers le temps. L'ethnologue, dans son travail d'enquête sur les communautés de pêcheurs d'espadons du détroit de Messine découvre l'existence de territoires halieutiques aux partitions invisibles, apprend que la "mer de Scilla" n'est devenue libre qu'en 1904, ayant appartenu jusque là par morceaux au cours du XIX<sup>e</sup> siècle à l'église, à l'aristocratie terrienne locale, puis à une dynastie de grands harponneurs. Un jour d'avril 1904 celui qui monopolisait la vente du produit halieutique dans le détroit de Messine, Don Pietro, arriva en criant et en agitant la bannière blanche dont les guetteurs se servaient pour aviser les vigies des embarcations donnant la chasse à l'espadon: la mer est libre.

A la pointe de la Sicile occidentale, des Iles Egades, Favignana réputée pour la pêche au thon. Le 5 juillet 1909 un arrêté du préfet de Trapani confirmait à la maison Florio l'existence d'"une zone de réserve" constituée par l'ensemble des "mers adjacentes" aux Iles Egades "et le droit de possession de pêche dans ces mers, avec pour conséquence l'exercice par la Maison Florio de son *Jus prohibendi*". Ce *Jus prohibendi* s'exerçant sur un domaine maritime de quelques 1200 km<sup>2</sup> se fonde sur les titres de propriété acquis avec tous les droits de noblesse du Marquis Carlo Rusconi et du Marquis Durazzo Palavicini.

Le 7 mars 1874, Vincenzo Florio, sénateur du gouvernement, ancien *gabelloto* des Pallavicini faisait l'acquisition "des Iles Egades, Favignana, Maretimo, Levanzo, Formica, leurs thonaires et les mers adjacentes ainsi que les mers dénommées San Vittore delli

Porci, Nubia, Raisgerbis pour un capital de 2.750.000 livres.<sup>4</sup> En 1984 le propriétaire de la madrague de Favignana affirmait n'avoir jamais payé une quelconque contribution pour la concession de ce domaine halieutique durant la pêche au thon. Ces formes résiduelles de territoires halieutiques qu'il s'agisse de la chasse à l'espadon, de la pêche au thon témoignent de l'existence de ce qui fut une propriété halieutique, anticipant la souveraineté étatique de la pleine jouissance de domaines maritimes garantis par la nouvelle législation internationale du droit de la mer.

Que la mer ait donc pu comme la terre être objet de propriété, de partage, de vente, invite à examiner comment historiquement sont apparus ces formes sociales d'appropriation halieutique. Cette question du statut de la mer territoriale n'a cessé de préoccuper les juristes du moyen âge, tentant de formuler une conception nouvelle à l'intérieur du cadre du droit romain, pour lequel la mer à la différence de la terre ne peut être objet de propriété. Comment, en regard de ce droit qui exercera son influence jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, la mer en portions, en étendues plus ou moins grandes pourrait-elle appartenir, à l'Etat, à la cité, au prince? Trace de cette interrogation se trouve dans un document remarquable: "Le tiers de l'espadon" appartenant lui même à un ouvrage anonyme *Per la universita ed uomini di Scilla nella suprema giunta di corespondenza* publié à Naples le 5 décembre 1792. Ce document atteste non seulement de la constitution d'un fief halieutique qui vient s'adjoindre au "demanium baronis", mais re-situe le conflit féodal dans son cadre plus large, celui des conceptions juridiques en matière de droit de la mer ayant cours en Europe au XIII<sup>e</sup> siècle. Au moment où le prince de Scilla entendait prendre propriété d'un domaine maritime s'étendant jusqu'à 120 mille aux larges des côtes de son fief, existait à la pointe occidentale de la Sicile, depuis plus d'un siècle un domaine halieutique fructueusement mis en valeur par une famille noble de banquiers génois, les Pallavicini, qui n'avaient acheté les îles Egades à la couronne d'Espagne que pour les transformer en les peuplant, en base de pêche permanente, fondant ainsi une colonie féodale reposant sur l'exploitation exclusive d'une richesse halieutique.



## I. Les tiers de l'espadon ou l'inféodation de la mer.

L'objet de ce document est la réfutation par un juriste anonyme des nouvelles charges que le prince de Scilla comte de Sinopoli entend légitimement imposer en 1775 aux pêcheurs d'espadons de Scilla. Le feudataire prétend en effet qu'un tiers des espadons pêchés, soit au moyen du harponnage soit au moyen d'une nouvelle technique introduite depuis peu - un filet dénommé **palamatara** - lui appartient, que la mer est sa propriété pour une zone comprise entre 60 mille et 120 mille nautiques, "à partir de la terre aussi loin que la vue peut s'étendre". Ce durcissement du pouvoir baronal correspond à un moment de crise du système féodal. En organisateur du procès de production (moulins, système d'irrigation des verges de citrons) le prince de Scilla entend contrôler une nouvelle et fructueuse source de revenu. Sous peine de voir ces derniers gravement amputés le baron est contraint de s'emparer du surproduit que procure la mise en oeuvre d'une nouvelle technique dans un système de pêche qui est déjà à l'époque plus que millénaire et reconnu par lui comme tel. L'extorsion d'un surproduit, basé sur une corvée halieutique, suppose comme pour les corvées sur le domaine terrestre du feudataire la propriété (concession héréditaire) de la mer et conséquemment l'existence d'un droit sur la mer. Et c'est la corvée, la rente en travail, que l'on voit renaître à l'extrême sud de la Calabre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans une économie marchande déjà fortement monétarisée. "Le baron se vante d'avoir un droit illimité d'interdire quelque forme de pêche que ce soit dans la mer de Scilla et d'ordonner ainsi aux habitants parce qu'il les oblige par la force à aller pêcher. Et de fait chaque année, sous peine de prison, il oblige chaque habitant du métier à aller en mer pour harponner l'espadon et quand l'un d'eux est empêché, il doit à ses dépens substituer une autre personne. Grâce à l'ingéniosité des habitants une nouvelle manière de prendre l'espadon c'est à dire avec des filets appelés **palamatara**, le baron oblige par la contrainte violente les dits pêcheurs à mouiller les filets en mer, même s'il y a tempête et si il y a risque de perdre non mions le filets en mer, même s'il y a tempête

et si il y a risque de perdre non moins le filet que la vie des pêcheurs."

"De chaque espadon que les pauvres harponneurs capturent, le baron exige le tiers. Il exige non seulement ce dernier, mais également le tiers de tous ceux pris à Messine..."

"Outre ce prélèvement du tiers qui est loué chaque année pour 800-900 ducats, de chaque espadon échoué ou trouvé, le baron perçoit le tribut sans le payer et un rotolo pour sa table payant celui ci à 5 tornesi".

"Outre ceci les harponneurs et les pêcheurs sont obligés de lui donner les durillons de la queue, les panses, les nuques, les palais, ainsi que d'autres parties du poisson qui fraîches ou salées constituent une nourriture précieuse..."

"dans les vignes et les jardins particuliers des habitants de Scilla, accrochés au promontoire, le baron fait dire le guet, avec de graves dommages pour les plantations sans que les propriétaires de ces fonds puissent jouir de quelque espadon sans l'autorisation expresse du baron"<sup>5</sup>

Trois formes de rente halieutique se combinent ici en se subsumant sous la forme la plus ancienne de la rente précapitaliste, la rente en travail, de l'extorsion du surtravail halieutique. Rente en travail et il s'agit bien d'une corvée halieutique (obligation du harponnage, du guet, de la pêche au filet sous peine d'incarcération ou en argent (le tiers du produit de la pêche donné en gabelle pour un montant de 800 à 900 ducats), rente en produit (approvisionnement de la "table" mais aussi prélèvements des morceaux de choix), toutes ces formes typiques du mode de production féodal viennent coexister, s'impliquer et s'ordonner par rapport à la rente en travail, celle là même qui avait disparu dans l'Europe de l'ouest au XV<sup>e</sup> siècle, travail forcé basé "nécessairement" sur la privation de liberté personnelle, qui constitue la détermination de structure des rapports féodaux. Lier les pêcheurs-chasseurs d'espadons à la mer au risque de leur vie, les fixer, comme sont fixés les serfs à la glèbe, telle est la contrainte violente extra économique, s'exerçant dans une activité d'appropriation de la nature qui est une chasse. La logique des rapports féodaux vient se surimposer à une technique et des rap-

ports sociaux qui lui sont bien antérieurs en les modelant.

La pêche à l'espadon est pratiquée, comme le prince de Scilla le dit lui même en 1559, "depuis 100 et même 1000ans, ainsi qu'en font mention écritures et histoire, la chasse à l'espadon a toujours été faite comme elle se faisait alors, avec des guetteurs à terre, avisant les marins et les pêcheurs aux moyens de paroles qui leur sont propres". Le comte Paolo Ruffo ajoutait "sans cette guette à partir de la terre permettant de signaler les espadons, cette chasse se farit en vain".<sup>6</sup> La féodalisation s'exerce dans une première période sur une opération reconnue comme stratégique dans la chaîne technique - le guet - c'est ainsi qu'en 1630 dans le relevé des taxes d'hérédité, ces différents postes de guet sont loués annuellement: "Poste au Cap Pasci 45 ducats pour les précédents 80. Poste de San Grégorio 20 ducats. Le poste du Cap Pasci sera attribué au comte pour 1/3". Dans le relevé des taxes de 1559 à la mort du Comte Paolo Ruffo, la rente halieutique est spécifiée de la manière suivante "l'ouage de la mer aux hommes de Bagnara, pour le poste de guet à l'espadon du cap de Scilla, pour celui de San Grégorio, pour le poste de guet du Cap Praï, pour un tiers des sennes de terres (sciabiche) et des madragues".<sup>7</sup>

En 1775 le prince de Scilla passant outre les privilèges, les franchises des habitants de Scilla durcit l'emprise féodale en contrôlant de part en part l'ensemble du procès de production halieutique. Au lieu et place de la rente en argent provenant des postes de guet, il réintroduit la surveillance "personnelle" du travail, contraint par la violence, à la chasse comme à la pêche, les pêcheurs d'espadons. L'intensification du procès de travail halieutique touche l'ancien comme le nouveau système de pêche, comme moyen d'accroître le produit de ce travail, dont le prince prélève un tiers, organisant nécessairement la vente de ce produit. Le Tribunal mis en place en 1778 pour juger du conflit entre le prince Ruffo et ses sujets décide, durant la période du procès "de maintenir le comte de Sinopoli en possession de son droit d'exiger le tiers des poissons appelés vulgairement espadons, pêchés dans la mer de Scilla au moyen des filets comme de tout autre instrument, mais non pas de ceux pêchés hors de la mer de Scilla...".<sup>8</sup> Le décret qui vient limiter les prérogatives féodales, en interdisant

sant au baron "d'exiger que les pêcheurs lui livrent ces produits en natures que sont les durillons de la queue et les nuques d'espadons" ne fixe pas les limites de la mer de Scilla. Il reste que cette mer de Scilla, est de fait comme de droit, reconnue comme partie intégrante du fief, fief halieutique. Quelle peut être l'étendue de cette mer de Scilla, dont le prince revendique la propriété (dominio) parce que l'ayant occupée. Cette occupation de la mer, signifie la pêche qui s'y trouve pratiquée, c'est à dire la chasse à l'espadon et la pêche au thon. La mer de Scilla trouve sa délimitation dans l'usage spécifique d'une communauté d'hommes s'appropriant une ressource naturelle, en l'occurrence l'espadon et le thon, au moyen de systèmes techniques déterminés, chasse et piège fixe. Et ce sont ces systèmes techniques qui fixent les limitations de ces territoires, ainsi pour la pêche à l'espadon, l'ensemble des postes de guet échelonnés le long de la côte, d'où il est possible pour une vue experte d'apercevoir la nageoire dorsale de l'espadon nageant à fleur d'eau. Pour la pêche à l'espadon comme pour la pêche au thon ce territoire halieutique est la zone la plus voisine du rivage. Il s'agit donc là avant tout d'un droit d'usage, tout à fait semblable à ceux qu'avaient en Islande des pêcheurs possédant un droit exclusif de chasse et de pêche aussi loin que leur filet de phoque haut de 20 mailles prenaient le fond, soit 4 toises, ou encore en Norvège où depuis le VIII<sup>e</sup> siècle les pêcheurs ayant la propriété d'un fonds contigu à la mer avaient aussi la propriété de la zone marine jusqu'à la ligne où commence les grandes profondeurs.

Le prince de Scilla, tel le propriétaire norvégien, passe de la propriété d'un fonds à la propriété, non pas d'un territoire de pêche, mais à la propriété de la mer, notion inconnue du droit romain, comme des juristes feudistes italiens. Non sans raison, le juriste anonyme invoque la conception Ulpienne contre les prétentions du prince de Scilla.

"En vérité la mer est une chose commune à tous ainsi que les rivages et l'air et il a toujours été réaffirmé qu'il ne peut être interdit à quelqu'un de pêcher et même d'occuper la mer d'une manière analogue au droit qui interdit à quelqu'un d'extérieur

d'entrer dans une propriété privée. Ainsi, occuper la mer, même si la mer est *res nullius* est une usurpation, c'est à dire comme nous l'avons dit lorsqu'on interdit la pêche devant son domaine ou sa demeure. Et si à quelqu'un il est interdit de pêcher, il peut être entrepris une action en justice. Le lac fait au contraire partie de ma propriété et la pêche peut y être ainsi interdite".<sup>9</sup>

Etonnement, les avocats du Prince, ne font pas appel au droit byzantin qui permettrait d'étayer les prétentions baronales. C'est en effet Léon VI qui abroge les dispositions du droit romain en leur substituant la règle opposée. La surface d'eau qui borde la plage, comprenant la zone découverte ou non par les eaux est avec Léon VI reconnue par la loi comme pouvant être objet de propriété privée, elle est dite *thalassion chorion*.<sup>10</sup> Le propriétaire de la côte a simultanément la propriété sur la portion de mer adjacente et le droit exclusif de pêche. Ces *thalassion chorion* sont l'objet d'une imposition annuelle (*ethesius phorvs*).

A l'époque de l'empereur Léon VI était apparu un nouveau moyen de pêche, dont le législateur ne fait aucune description, mais suivant l'usage des pêcheurs, fixe la distance qui doit séparer l'époché d'une autre époché, probablement une trappe à poissons, c'est à dire un piège fixe. Chaque époché devait être distante de celle appartenant à un autre propriétaire de 365 mesure connue et citée par Hérodote<sup>11</sup> et Sénophonte représentant une longueur de quelques 6 pieds (1,95 m). Il s'agit de l'avantage provenant de la possession d'une propriété maritime, de la pêche avec les engins fixes, sans doute l'une des méthodes de pêche les plus anciennes. C'est ainsi que le temple de Dionisos à Cos affermais au II<sup>e</sup> siècle avant JC des guettes de thon aux pêcheurs, leur permettant de jouir d'un droit exclusif de pêche en échange d'une contribution en argent versée au trésor du temple. Le prince de Scilla en 1775 réinvente sans le savoir une des plus anciennes forme d'appropriation halieutique. S'agissant de la pêche à l'espadon dans la mer de Scilla, le prince dit en un premier temps ce que lui transmet l'usage: que les pêcheurs au moyen d'une technique fondée sur le guet et la chasse se sont appropriés un terri-

toire de pêche, constituant ce territoire comme zone exclusive, possession d'un fonds halieutique que les membres d'une communauté exploitent individuellement. Reste la propriété de la mer à laquelle le cadre juridique Byzantin, en reconnaissant que la mer est *res communis* et susceptible d'occupation, fournit avec la nouvelle de Léon VI la première base historique qui soit connue.

Les avocats du prince, au fait de la législation maritime européenne comme du droit romain classique, loin d'utiliser cette législation byzantine, recourent à une casuistique prenant appui sur les documents féodaux tels que taxes d'hérédité, répertoires, décrets de justice pour tenter de justifier de l'existence de cette propriété féodale d'un domaine halieutique.

La terre de Scilla vendue le 26 décembre 1533 par De Nava, beau frère de Paolo Ruffo pour 16.000 ducats, l'est avec les droits de pêche *cum piscariis* c'est à dire le *reditus piscationum* mais aussi "avec le rivage proche de Messine"<sup>12</sup>

L'affrontement entre l'université de Scilla, dont le juriste anonyme se fait le porte-parole, et le prince porte sur l'interprétation qui peut être donnée à la fois de la rente halieutique et de cette limite territoriale définie comme le rivage proche de Messine. De cette limite, qui fait face à son fief le prince de Scilla tire argument que la mer de Scilla lui appartient, c'est-à-dire le détroit, alors qu'il ne s'agit que d'un privilège d'échouage concédé en 1520 aux pêcheurs et aux commerçants de Scilla. Plus avant, c'est une limite de 60 milles, de 120 milles au maximum "aussi loin que la vue peut porter" que les avocats du prince revendiquent invoquant des arguments d'autorité<sup>13</sup> tels que la dissertation de John Selden, *Mare clausum*, publié à Londres en 1635, celle de Cornélius Van Bynkershoek, *De Dominio maris*, publié à Leide en 1730, renvoyé contre celle de Hugo Grotius, *Mare Liberum*, publiée anonymement en 1609 par la compagnie néerlandaise des Indes. Ce conflit féodal à la pointe de la Calabre ultérieure, qui fait intervenir de façon exceptionnelle le pouvoir royal de Naples, vient se greffer sur les affrontements politiques et juridiques du XVIII<sup>e</sup> en Europe du Nord-Ouest ayant pour enjeu la souveraineté de la mer, la réglementation de ses

usages, la navigation et la pêche. Autant qu'un témoignage sur la circulation des idées en Europe, qui révèle que le monde méditerranéen occidental compte encore avant d'être rejeté dans une périphérie et bloqué dans sa dynamique de développement au profit d'une Europe du Nord-Ouest qui allait connaître la première révolution industrielle, ce document prend une valeur exemplaire dans la mesure où il constitue comme une sorte d'affleurement du processus historique de genèse des formes d'appropriations halieutiques saisies ici dans leurs expressions juridiques.

## II. La propriété, le partage et la délimitation de la mer.

"Laisser naviguer, laisser pêcher" telle était la thèse essentielle de Hugo Grotius défendue dans plusieurs ouvrages, *Mare liberum*, *Defensio capitis quinti maris*, *De jure belli et pacis*. Le *Mare liberum* était dirigé avant tout contre les restrictions apportées par les Portugais et les Espagnols et les Espagnols à la libre navigation en haute mer, ce qui peut rendre compte que dans le chapitre V de cet ouvrage, cette liberté d'usage ne concerne ni les détroits, ni les baies, pas plus "que cette partie de la mer située dans le rayon de la vue à partir de la terre".<sup>14</sup> Il reprend cette idée dans son ouvrage sur le droit de la guerre et de la paix, où baies, détroits, mers intérieures ainsi le Zuyderzee qui intéresse constamment le citoyen hollandais parce qu'ils sont peu étendus, peuvent être considérés comme faisant partie de la terre environnante et de ce fait même être soumis à la propriété du ou des maîtres de cette terre:

"Ad hoc exemplum videtur et mare occupari potuisse ab eo qui terris ad latus utrumque possideat et iamsi aut supra poteat ut sinus, aut supra et infra ut fretum, dummodo non ita magna sit pars maris... cum terris comparata partio earum videri possit. Et quod uni populo aut regi licet, idem licere videtur et duobus aut tribus, si pariter mare intersitum occupare voluerint".<sup>15</sup> Ce n'est

donc qu'en portion, dans son rapport à la terre, comme appendice, surface intercalaire que la mer peut être soumise à la propriété. Reste que le juriste hollandais défend le principe intangible de la liberté de navigation et de pêche dans les eaux voisines de la terre, mer territoriale, comme la haute mer. Dans le même ouvrage il reprend la thèse ulpienne selon laquelle la mer est chose commune, la pêche libre pour tout le monde. Quant à l'étendue de la mer considérée, ce n'est pas de propriété, mais de juridiction dont il est question,<sup>16</sup> juridiction criminelle que l'Etat côtier est ou non capable d'exercer et qui doit être conforme au **jus gentium**, sous peine d'être inopérante. L'Etat, le prince n'interviennent sur la mer, qu'autant qu'ils sont capables de contraindre de la terre ceux qui se trouvent dans la partie la plus proche de la mer, comme s'ils s'étaient trouvés sur la terre. Ce moyen de contrainte est la puissance de feu, la portée des canons placés sur le rivage. Le prince de Scilla, tout en réfutant Grotius, se méprend donc en revendiquant la propriété d'une zone s'étendant jusqu'à 120 milles au large des côtes de son fief. Et si contre Grotius réduisant la possible propriété de la mer à l'exercice d'une juridiction dont l'efficacité dépend d'une portée de canon, les avocats du prince invoquent le **Mare clausum** de John Selden, il y a là quelques raisons. Cette oeuvre a été écrite à une époque où les relations entre la Grande-Bretagne et les Pays Bas étaient tendues en raison des tentatives réitérées faites par le gouvernement de Jacques I<sup>er</sup> dans le but d'imposer un impôt aux pêcheurs néerlandais qui venaient sur les ctes des Iles britanniques. Le texte de cet ouvrage fut rédigé sur l'ordre de Jacques I<sup>er</sup> et fut pendant l'été 1618. L'ouvrage ne paraîtra qu'en 1635, non sans avoir subi quelques modifications, la thèse défendue par Selden, sur la **propriété** de la mer du Nord risquant de compromettre les relations entre Jacques I<sup>er</sup> et son beau frère Christian IV roi de Norvège. A la différence de Grotius, Selder ignore la distinction que celui ci avait établie entre propriété, usage et juridiction de la mer. Pour Selden, l'empire maritime, les **Maria Britannica** s'étendent jusqu'à la France et aux Pays-Bas et au Nord jusqu'à l'Amérique du Nord. La mer du Spitsberg appartient au roi d'Angleterre, parce que les anglais sont premiers à y avoir chassé



la baleine.<sup>17</sup> La pêche n'est permise aux étrangers au long des côtes anglaises que moyennant le paiement de taxes. Prétextant d'une occupation primitive par les pêcheurs anglais, J. Selden fonde l'empire maritime de la Grande-Bretagne en faisant primer le fait sur la situation de droit. La politique maritime de Jacques 1<sup>er</sup> n'ira jamais aussi loin. Dans la *disputatio* qui s'engage à la suite des thèses de Selden, la question de l'occupation de la mer constitue en thème privilégié, en particulier celle de savoir comment partager un empire maritime quand plusieurs pays sont situés sur les bords d'un même détroit ou d'une même mer.<sup>18</sup>

Pour Selden, comme pour ses successeurs, l'occupation est synonyme de prise de possession de la mer au même titre que de toute chose susceptible de propriété. Considérer la mer comme occupable revient à dire que la mer peut être acquise par l'Etat côtier en pleine propriété. Bynkershoek, dans la même logique que Selden, s'ingénie dans *De Domini maris* à prouver que la mer peut être occupée et possédée. Cette possession propriété vaut de la mer proche (*mare terrae proximum*) comme de la mer extérieure: *mare exterum*. Une fois prise en possession par l'Etat, le prince, la mer appartient en pleine propriété à cet Etat. Celui qui en est propriétaire est alors fondé en droit à interdire aux autres d'y naviguer comme d'y pêcher. Jusqu'à quelle distance l'Etat est il en possession de la mer? Celle ci s'étend aussi loin que la mer peut être dominée du rivage, c'est à dire aussi loin que portent les canons. Bynkershoek applique sa théorie au cas de l'Angleterre, puissance autrefois en possession de la mer extérieure, en dehors de la portée de canon, mais qui a cessé de l'être et qui voit ses prétentions maritimes considérablement réduites.<sup>19</sup> Si Bynkershoek combat les thèses de Grotius, il ne tient nullement compte de sa théorie de l'empire de l'Etat s'exerçant sur la mer a proportion de son territoire (*ratione territorii*), concept que l'on retrouve chez Wolff.<sup>20</sup> Pour Wolff, si la haute mer n'est ni susceptible d'occupation, ni de propriété, telle n'est pas le cas de la mer adjacente. Celle ci peut être occupée aussi loin que l'Etat (côtier) est capable d'y maintenir sa propriété, et ce parce que la pêche comme la chasse n'y sont pas inépuisables, que la navigation étrangère n'est pas toujours pacifique. Il en est de même pour les baies, les détroits où

l'étendue de mer est sujette à propriété (*dominium*) et à la juridiction (*imperium*) à ce titre elle est territoire d'Etat.<sup>21</sup>

Dans son ambition d'affirmer son pouvoir sur la mer, sur ses ressources, de constituer celle-ci comme fief halieutique, le prince de Scilla n'est pas démuné; il poursuit une logique d'action que s'est jouée un siècle et demi plus tôt en mer du Nord. Comme celles de Selden, les thèses de Grotius sont au centre des conflits sanglants de la pêche entre l'Angleterre, l'Ecosse et les Pays-Bas.

En 1604 la question de la pêche,<sup>22</sup> pêche aux harengs, est abordée dans le projet de traité pour régler les relations réciproques entre l'Angleterre et l'Ecosse. Selon ce projet la pêche dans les baies, les *firths*, jusqu'à une distance de 14 milles au large des côtes devait être réservée aux Ecossais en Ecosse et aux Anglais en Angleterre. Pour des raisons politiques le projet sera abandonné par le parlement Anglais. Les plaintes des pêcheurs en Angleterre comme en Ecosse n'en continuent pas moins contre les pêcheurs hollandais. Le 4 mai 1609 la liberté illimitée de la pêche dont avait joui auparavant les pêcheurs étrangers dans les eaux anglaises est abrogée, Jacques 1<sup>er</sup> entendant au moyen de cette mesure législative soumettre les pêcheurs étrangers à l'obligation de prendre des permis délivrés contre paiement d'un droit par les autorités anglaises et écossaises. Si en 1610 les pêcheurs hollandais obtiennent une prorogation de cette mesure, en 1617, pêchant au large des îles écossaises, ils sont sommés par les commissaires anglais de payer redevances. En 1619, le partage des zones de pêche est au centre des négociations entre l'Angleterre et les Pays-Bas.

En 1623 les états généraux anglais donnent ordre aux pêcheurs néerlandais de "ne pas trop s'approcher des côtes écossaises" concession vague, loin des thèses préconisées par Selden. Cette politique sera reprise par Charles 1<sup>er</sup> qui le 10 mai 1636 défend à nouveau aux pêcheurs étrangers de venir sur les côtes anglaises sans permission royale.

La même année 200 bateaux de pêche néerlandais sont contraints par la force des armes de payer les droits stipulés; en 1637 une forte escadre des Pays-Bas chasse la flotte des percep-

teurs royaux. Le conflit que retrace Thomas Wemyss Fulton vient confirmer que le partage de la mer pour ses ressources poissonneuses est loin de constituer une question marginale dans le système féodal, et ce dans l'Europe du Nord-Ouest comme dans l'Europe méditerranéenne. Le conflit entre le prince de Scilla et la corporation des pêcheurs pour la propriété de la mer, de ses ressources, répète de façon quelque peu amplifiée le même processus historique de genèse de la rente halieutique qui s'est joué préalablement dans l'Europe du Nord. Il n'est pas jusqu'à l'extension possible du domaine halieutique qui n'en conserve la trace: le prince revendique la propriété de la mer, jusqu'à une zone s'étendant "aussi loin que la vue peut percevoir", limite arbitraire s'il en est, mais très ancienne...

### III. "La limite de la vue" un modèle nord-européen de partition de la mer."

Le prince de Scilla joue sur deux tableaux juridiques en contradiction l'un avec l'autre, ou deux modèles juridiques l'un élaboré par les jurisconsultes italiens du Nord de l'Italie visant à donner une base légale aux prétentions de cités maritimes comme Venise et Gênes, l'autre propre au royaume de Sicille. Deux modèles antinomiques dans la mesure où le modèle de l'Italie du Nord, parle de juridiction, celui de l'Italie sicilienne de propriété. C'est ainsi que le juriste Bartole à Saxoferrato<sup>23</sup> dans son traité *De Insula* s'interroge au XVI<sup>e</sup> siècle à partir du Digeste, donc du droit romain, pour savoir si un Etat riverain ou une cité maritime à le droit d'exercer sa juridiction sur les îles dont cet Etat ou cette cité sont séparés par la mer. Selon le droit romain,<sup>24</sup> les îles situées à une "distance modique" d'une province font partie de la juridiction de cette province. Bartole définit cette distance modique ou voisine comme étant celle de 100 milles. Cette distance sera adoptée par la grande majorité non seulement des jurisconsultes italiens du nord de l'Italie mais aussi des feudis-

tes français. C'est un jurisconsulte de Syracuse, Guillaume de Perno, qui au début du XV<sup>e</sup> siècle déclare que "la mer appartient au souverain de la terre voisine aussi loin que l'on peut voir dans la direction de la mer".<sup>25</sup> Cette délimitation par la vue de la propriété de la mer qu'évoque Grotius au XVII<sup>e</sup> siècle pour définir la mer territoriale, limite correspondant au rayon visuel, inventée par le juriste sicilien est en fait une limite légale propre aux systèmes juridiques de l'Europe septentrionale, en Norvège comme en Ecosse où la pêche pour les habitants des côtes constitue la principale ressource. La liberté de la pêche que préconise le droit romain, ignoré de la Norvège, de l'Ecosse, n'a jamais été un effet reconnu par ces pays, pas plus que par l'Islande. Ainsi, dans le droit norvégien, le propriétaire d'un fonds contigu à la mer a, depuis que les plus anciens codes provinciaux de la Norvège remontant au IX<sup>e</sup> siècle<sup>26</sup> sont connus, la propriété de la partie la plus proche de la mer jusqu'à la ligne où commencent les grandes profondeurs, *markbarken*. Les communautés de pêcheurs, considèrent ces zones de faible profondeur, qui sont en fait des zones de frai, comme leur propriété.

L'usage ancestral transforme le système de repérage de ces places de pêche à partir de la profondeur, en système de repérage délimité par des amers, désignés par des noms propres connus des seuls pêcheurs. Ces places de pêche, garanties par un savoir coutumier, gardées jalousement, constituent de véritables propriétés halieutiques, d'où les pêcheurs étrangers sont exclus, de fait comme de droit. En Norvège, en Ecosse (qui acquiert en 1468 les îles Shetlands antérieurement norvégiennes), en Angleterre même, un droit de la mer basé sur le droit coutumier des sociétés de pêcheurs se développe, reconnaissant à ces communautés la possession exclusive de places de pêche. Le droit médiéval anglais reconnaît au propriétaire riverain l'usufruit exclusif de zones de pêche où celui-ci a l'habitude de poser des engins fixes.<sup>22</sup> Dans tous les systèmes juridiques qui sont nés de ces formes communautaires d'appropriation halieutique, se retrouve la même limite, fixant l'extension de ces propriétés halieutiques à celle de la vue ou rayon visuel, appelée *Land Kenning* en Ecosse, *Ken* en Angleterre, *Kennis* aux Pays Bas, *Veue* en France, comprises entre 5 et 7

lieues. Mesurée à l'origine du navire en direction de la terre, particulièrement variable, propre à la terminologie médiévale, le **Land Kenning** constitue le principe de la jurisprudence, écossaise, préservant de manière exclusive l'intérêt des communautés de pêcheurs. Au delà de ce rayon de la vue, c'est la haute mer, déserte, vaste. Comment cette limite comme limite de propriété est-elle devenue en Sicile vers 1400, une règle de droit maritime, alors que les feudistes italiens, redéveloppant le droit romain, parlent de limite de juridiction, forme de pensée où la question légale et juridique prime celle de la souveraineté? La partie de la mer soumise à la juridiction à la juridiction de l'Etat côtier fait tout d'abord partie de la circonscription de ses autorités judiciaires. Territoire, au mieux mais jamais propriété. L'Europe du Nord-Ouest parle le langage des pêcheurs: celui de la propriété pour les prises halieutiques comme pour ce que la mer détient et ramène au rivage: les débris. L'Italie parle le langage de la juridiction maritime en matière criminelle. La Sicile parle, elle, le langage juridique de l'Europe du Nord, celui de la propriété halieutique. En toute probabilité, cette terminologie, cette forme de pensée a été importée par les Normands, qui sitôt implantés en Sicile, vont développer les madragues, conservant entre leurs mains la propriété de celles-ci. Les thonaires ou madragues sont données par la cour royale à des entrepreneurs qui paient gabelle, et dîme à l'Eglise. La limite du rayon de la vue bornée à quelques kilomètres dans les pays du Nord où les conditions atmosphériques sont beaucoup moins clémentes qu'en Méditerranée, disparaît des systèmes juridiques de cette Europe du Nord-Ouest, quand elle reprend vie au XI siècle en Sicile. Cette délimitation, va même y prospérer, sur la base du développement de la pêche au thon et à l'espadon. Dans le flou des mesures médiévales, rarement précisées, la délimitation de fiefs halieutiques au moyen de cette unité de mesure nautique du rayon visuel, est aussi, là, en Sicile en proportion des conditions météorologiques faisant que les cieux y sont plus radieux qu'en Ecosse. Le prince de Scilla, en bon connaisseur d'un système de pêche millénaire, empruntant la vue particulièrement exercée des guetteurs d'espadons, peut du haut de sa forteresse coiffant le cap de Skillia, contrôlant l'entrée du

droit de Messine, regarder au loin, balayant du regard son domaine maritime. La limite du rayon de la vue a toute chance d'être la bonne, elle l'est parce que très ancienne, parce que constituant une opération stratégique dans une technique de chasse, elle l'est encore parce qu'en vigueur en Scicile. De sa forteresse d'où rien n'échappe à son regard, pas même le poisson pouvant entrer clandestinement, en bas, dans le quartier des pêcheurs, bâti sur l'eau.<sup>28</sup> Et sous les cieux de printemps ou d'automne ce sont les lointaines îles Eoliennes qui se découpent à l'horizon.

Comme ses ancêtres du nord qui feront de Scilla et plus encore du village proche de Bagnara une place forte avant de conquérir la Sicile, le prince de Scilla n'a pas à lutter contre ce qui lui apparaît une fiction juridique, une mer sans maître abandonnée à l'usage de tout le monde. Le droit byzantin, puis le droit anglo-normand sont passés par là, ont en quelque sorte préparé le terrain. La mer est libre, occupable, susceptible de propriété. Et c'est bien ce que son avocat dit "Et argumentant sur le droit public, sur la propriété de la mer et la mer et la juridiction qui peut s'y exercer, ainsi que sur la distance qui peut être occupée, l'avocat de l'illustre prince conclut son raisonnement en disant que le prince de Scilla ayant occupé la mer qui baigne son fief, en a la propriété et peut prétextant d'une sentence du Jurisconsulte Paul, interdire la pêche, exiger le tiers des espadons pêchés, et louer la mer elle même".<sup>29</sup> Cette terre, où des hommes vivaient déjà de la mer, fait partie de l'un des plus anciens fiefs fondés en Calabre par les normands, le fief de Sinopoli. Comtes de Sinopoli, les princes Ruffo de Scilla et Bagnara, comme sur la côte atlantique peuvent se prévaloir du droit à une part sur les gros poissons (*pisces regales*). Tel le roi Knut, roi d'Angleterre du Danemark puis de Norvège qui exigeait sa part de la capture des baleines, le prince de Scilla peut exiger le tiers de tous les espadons pêchés au moyen du harpon ou du filet. Ce sont là "bijoux royaux" (*pisces regales*) ou encore *gersemi*, terme d'origine germanique en usage dans l'Europe médiévale du Nord-Ouest.

Sur un même territoire, séparées par quelques lieues de forêt appelée Bois de la Corona et de Sparta deux puissantes ab-

bayes, la plus ancienne: Sainte Euphémie, institution bénédictine, fondée en 1066, avec à sa tête Robert de Grentemesnils, formé à l'école de Guillaume de Volpiano à l'Abbaye de Fécamp, à Bagnara Sainte Marie des douze apôtres fondée en 1085 appartenant à l'ordre des chanoines réguliers de Saint Augustin, exempte de toute juridiction d'évêché dépendant directement de Rome. Parmi les multiples donations faites à l'abbaye de Bagnara dont l'influence s'étendra sur la Sicile, l'attribution de deux zones de pêche à l'espadon. Dans le corps des droits féodaux qui sont concédés, outre les deux postes de pêche à l'espadon, la dîme sur tous les poissons pêchés, ainsi que l'échouage des embarcations. Sainte Euphémie, beaucoup moins richement dotée, est tournée vers l'intérieur mettant en valeur les ressources agricoles, forestières et l'élevage. Sur le promontoire de Bagnara, d'une importance stratégique pour le contrôle de l'entrée du détroit, face à la Sicile arabe à peine conquise, Sainte Marie des douze apôtres que l'exploitation féodale de ressources maritimes apparente à Fécamp mais aussi à ces abbayes franques de la Manche, qui dès le VII<sup>e</sup> siècle telles Saint-Bertin, Saint-Riquier, Saint-Wandrille, tirent leurs ressources de vastes domaines maritimes. Le comte de Boulogne cède ainsi en 932 au monastère de Saint-Bertin le droit de pêcher sur les côtes de son domaine à l'aide de la wade, filet à poche d'origine scandinave.<sup>30</sup> Dès le VIII<sup>e</sup> siècle de nombreux monastères, vivent des donations halieutiques ports, droits de pêche, rente en poissons. Ce lien entre monastère et vie halieutique apparaît dans le mythe d'origine de Notre-Dame de Boulogne, où vers 633, une barque portant une statue de la vierge, serait apparue aux matelots, pour exprimer sa volonté d'être vénérée dans un sanctuaire. Les mêmes mythes religieux existent sur le littoral calabrais, à Palmi, Bagnara, avec la diffusion du culte de la Madonna di Porto Salvo. Une abbaye comme celle de Fécamp, première abbaye normande à posséder des domaines en Angleterre, ainsi à Rameslie sur la côte du Sussex, comprenant la seigneurie de Brede, les ports de Winchelsea et de Rye, extrait des revenus considérables en France comme Angleterre de la pêche au hareng. Elle possède sur le littoral cauchois les ports de Veules, Saint-Valery, Veulettes, les Dalles, Saint Pierre en Port, Fécamp, Yport, des pêcheries, en ri-

vière comme en mer, à partir de 1088 une foire aux poissons, et même une flotte de transport du produit salé ou fumé. Sur l'activité des pêcheurs, l'abbaye prélève de nombreuses redevances, en premier lieu et dès le X<sup>e</sup> siècle les lots (Lothiae, Loti) et les eauries "*consuetudines aquatiracum et lothiarum*". Le lot est la part d'un matelot dans la pêche faite en association avec l'équipage. L'aurie ou marée consiste dans la cession au seigneur riverain de la mer, de tout le poisson pêché lors d'une marée, d'une sortie en mer. Le lot comme l'aurie est tantôt en rapport avec une tenure ou maison, qu'occupent des pêcheurs dénommés "casés", tantôt avec un droit de pêche dans les eaux du domaine seigneurial. Comme toutes les autres productions la dîme touche la production harenguière. Outre la dîme appelée "coutume" à Fécamp, la vente du hareng est soumise dans les ports de l'abbaye aux droits d'"hôtage et de vendage", prélevés par le fermier de l'abbaye, perçu au taux de vingtième denier ou sol pour livre. L'hôtage ce système original qui se diffusera sur tout le littoral de la Manche, consiste en ce que l'hôte, fermier de l'abbaye ou bourgeois des villes armateur et avitailleur des bateaux de pêche joue aussi le rôle de marayeur prenant en charge le poisson sitôt arrivé à terre, le vendant lui même en s'ajudgeant une part d'environ 5% sur celle du pêcheur.<sup>31</sup>

L'abbaye de Fécamp exige le droit de vendage, y compris des matelots "resséants" d'un franc fief et qui se trouvent exemplés de la "coutume". Les cargaisons de harengs ne peuvent être vendues que sur délivrance d'un "congé" attribué par le vicomte du lieu en l'occurrence le cellerier de l'abbaye, qui exerce la "vicomté de la mer". En tant que receveur de l'abbé, le vicomte de la mer fait comptabiliser par ses gens, clerks ou officiers sur un livre spécial les chargements quotidiens de harengs de chaque bateau, durant la campagne de pêche au compte ouvert sous le nom de chacun des hôtes des ports de l'abbaye.<sup>32</sup>

Il s'agit là d'un contrôle féodal étroit de la production halieutique qui durera plusieurs siècles et qui atteste que cette pêche harenguière constitue dans l'économie féodale un enjeu considérable. Si l'hôtage libère apparemment les pêcheurs de la vente il accélère la rotation des marées, intensifie la production



halieutique. Quant aux charges pesant lourdement sur les pêcheurs, elles témoignent de l'emprise de la société féodale sur l'économie halieutique. En 1169 le pape Alexandre III confirme la dîme sur les harengs par la décrétale De Feriis en accordant la possibilité la "faveur", et quelle faveur, de pouvoir capturer le hareng "même le dimanche et les jours de fête".<sup>33</sup> Cela dans une société où les jours de fête religieuse sont chômés. La levée de cet interdit religieux par l'Église elle même renforce l'extension de la rente halieutique, véritable poule aux oeufs d'or d'une économie réputée agricole. Au XV<sup>e</sup> siècle l'importance du hareng est telle, par les différents prélèvements féodaux dont il est l'objet, mais aussi par sa place dans l'alimentation populaire, que la pêche lui assure dans les Pays-Bas, en Norvège comme en France une immunité à peu près complète en temps de guerre. Les "trêves pêcheresses" permettent aux matelots dont les royaumes sont en guerre de poursuivre leur métier et même de conserver de bons rapports, comme il ressort de ce fragment des chroniques de Froissart: "Ces pescheurs sur mer quelque guerre qu'il soit en France et en Angleterre jamais ne se firent mal, ainçois sont amis et aident l'un et l'autre au besoin et vendant et achaptant sur mer l'un à l'autre leurs poissons, quand les uns ont plus largement que les autres; car s'ils se guerroyaient on n'aurait point de marées".<sup>34</sup> Ces "marées" remontent très tôt dans l'histoire, le cours de la Seine faisant de Rouen le principal marché de salaison, de Paris l'un des principaux marchés de consommation. Ce sont au début du XV<sup>e</sup> siècle quelques cinquante mille à soixante mille barils de harengs salés qui entrent à Rouen. Cette denrée précieuse, peu chère, voyage loin. Les salaisons de Dieppe et Fécamp atteignent Bordeaux par mer. La Cour d'Avignon envoie en 1372 le collecteur de la province de Tours pour acheter quelques de 10 "milliers" de harengs, à Boulogne, qui seront transportés par terre et par eau. Son importance dans l'économie médiévale, que attestent de nombreux règlements municipaux qui organisent les arrivages, en distinguant le hareng de tout autre poisson, s'avère dans cette statistique européenne, "en 1474 18 millions de harengs étaient entrés à Ostende, 8 millions à Newport, 5 millions à Dieppe".<sup>35</sup>

Le hareng, denrée médiévale de grande consommation, de

grand commerce, fait vivre côtes et ville; origine de toute une industrie médiévale allant de la pêche, au paquage, au saurissage, à son transport, toutes activités reposant sur l'exploitation de vastes domaines forestiers.

A Dieppe au XV<sup>e</sup> siècle un acte de 1463 confirme de rôle prépondérant: "le principal fait et entremise de la dite ville et dont le peuple d'icelle s'entretient a été et est l'état de marchandise de harengs et autres poissons de mers qui continuellement y sont par les pêcheurs apportés frais et par iceux habitants recueillis et salez et sont épartis et menez partout et la plupart de nôtre royaume".<sup>36</sup> A Calais aux XIII et XIV<sup>e</sup> siècles le trafic du hareng dépasse celui de la laine et du vin.<sup>37</sup> Qu'il s'agisse de comté, de seigneurie, d'abbaye, aucune de ces institutions féodales n'abandonnera aisément ses droits sur la pêche, que le pouvoir royal confisque au nom d'abus du pouvoir féodal. Rien d'étonnant que les dîmes sur le produit halieutique résistent dans la Canche, que la logique féodale soit réactivée en 1765 dans ces ports de l'Abbaye de Fécamp que sont Yport, le Tréport. A la même époque où au sud de la Calabre le prince de Scilla exige 1/3 de tous les espadons pêchés, le pauvre curé du Tréport exige lui "un droit de poisson médiocre à chaque démarrage. A Yport c'est le seigneur du lieu qui exige de chaque maître pêcheur "2 torchettes" ou "une somme" de poisson frais d'une valeurs de 3 livres qu'il fait porter "au manoir seigneurial de la châtelierie de Rames situé à 5 ou 6 lieux d'Yport" Il n'est pas jusqu'aux places du rivage, où les pêcheurs ont fixé leur cabestan, et de vieilles barques couvertes de paille servant d'abris aux filets, que le seigneur n'entende soumettre à un bail de "10 livres par place et par an". Particularismes anachroniques, procédant de rapports féodaux en crise? ou bien traces prégnantes de la précoce, durable, et quelque peu violente pénétration des rapports féodaux dans la production halieutique, dans une aire qui va de la Norvège au sud de l'Italie. C'est bien de la seconde éventualité dont il s'agit, de l'extension d'une logique féodale dans la production halieutique, de l'extension d'un modèle de gestion de la ressource halieutique, basé sur une logique d'appropriation de la mer qui constitue celle-ci comme dépendance maritime du fief. C'est d'abord par rap-

port à la terre comme nous l'avons vu à plusieurs reprises (Ecosse, Angleterre, littoral normand, Calabre), comme appendice halieutique du *Demanium baronis*<sup>38</sup> que la propriété de la mer est revendiquée, c'est à dire en portions, avant de l'être comme telle pour elle même. Cette ligne de partage est à l'oeuvre dans ce qui nous a servi jusqu'ici de fil conducteur (les prétentions du prince de Scilla), de paradigme historique permettant de mettre à jour une logique sociale. C'est qu'avec cette limite des cent vingt milles, voire "celle du rayon de la vue", ce n'est plus de la mer qui baigne les côtes du fief dont il peut être question, d'un territoire halieutique prolongeant un domaine terrestre, mais de la mer vide, au-delà de toute portée de canon, de tout moyen de contrainte à partir de la terre. Comment imposer une limite juridique à l'évolution de bancs de poissons? Si l'usage halieutique devient le fondement de l'occupation, la propriété de la mer comme J. Selden l'entendait peut bien finir en Amérique du Nord! Les pisces regales du prince de Scilla, les espondons, font leurs apparitions au printemps près des îles éoliennes, avant d'apparaître sur la côte calabraise. Les pêcheurs vont les y chercher au moyen d'une nouvelle technique, un filet dérivant. Ce nouvel usage, qui est une nouvelle occupation suffit au prince de Scilla. Aujourd'hui de petits îlots dans le Pacifique permettent d'acquérir la propriété de vastes domaines maritimes, de leurs ressources gisent en profondeur...

Ce ne sont plus les bancs de poissons, mais les minerais qui constituent les nouveaux enjeux. L'Etat "moderne", "démocratique" dit "donnez-moi un caillou sur la planète bleue, j'en ferai un royaume, pour peu qu'il existe quelque ressource précieuse dans la mer qui l'entoure." Telle fut d'une manière analogue, la logique qui poussa en 1637 un banquier Génois Camillo Pallavicino à acquérir trois cailloux déserts, sans eau douce, les îles Egades au large de la Sicile occidentale.

#### IV. La fondation d'une colonie féodale halieutique

Engagée dans suite ininterrompue de guerres, les Habsbourg d'Espagne, à partir de 1629, sont contraints pour les financer de trouver de nouvelles ressources. Philippe IV d'Espagne ordonne ainsi au vice-roi de Sicile de vendre au meilleur offrant, rentes, fiefs, offices publics, droits de haute et basse justice.<sup>39</sup> Cette macro-opération financière représentant pour le commerce d'Espagne un appauvrissement considérable, ne sera pas sans conséquence économique et sociale sur le développement de l'Italie du Sud. Elle va permettre en effet la réalisation par une grande bourgeoisie, essentiellement commerçante et génoise, de fructueux investissements. Parmi ces marchands - banquiers, Gregorio, Antonio et Giacomo Brignogne, qui acquièrent en 1633, de la Cour royale la *Secrezia de Sciacca* pour un montant de 6400 onces d'or.<sup>40</sup> Son frère Gregorio Brignone concède à la cour un prêt de 13.333.44 écus le 1er septembre 1633. Le 10 septembre 1634 Giacomo Brignogne prête 9.000 écus, et le 5 septembre 1634 représenté par Ottavio del Bono, prend en gabelle pour 7.000 onces les îles de Favignana, Levanzo et Maretimo avec leurs thonaires respectives,<sup>41</sup> où la pêche au thon n'est pratiquée qu'irrégulièrement depuis 1442,<sup>42</sup> les îles Egades servent fréquemment de base de refuge aux actions de piraterie. Les nouvelles exigences financières du gouvernement de Madrid sont telles qu'elles le contraignent cette fois à mettre en vente les îles Egades par acte du 16 décembre 1637, du 28 février et du 16 avril 1640, Camillo Pallavicino, acquiert à titre alodial ces îles et leurs mers avoisinantes pour un capital total de 62.000 onces avec le titre de baron.

L'acte d'acquisition de 1637 fournit plusieurs informations précieuses quant aux modalités de cette opération, sa source en premier lieu: cette acquisition s'insère dans une suite de services déjà rendus par la famille Pallavicino à la couronne d'Espagne;<sup>43</sup> elle est précédée par la vente de madraques palermitaines, de Mondello, Virgine Maria et Rinella.<sup>44</sup> La procédure de mise en vente fait référence aux "récents article sur les ventes de fiefs" faisant qu'aucune règle de temps (tenure en perpétuité) ne puisse constituer un obstacle au "dégagement", c'est à dire à la vente.

L'importance de l'opération financière confère le titre et la dignité de baron: "Le titre et dignité de baron et honorable est acquis pour toute personne qui sera nommée ou achètera ce dit don au moins jusqu'à la somme de 6000 écus de capital, outre cela est conféré exemption et dispense du service de cavalier (pour lui ou tout autre personne à nommer) et de toute charge militaire... sont ainsi acquises autres exemptions, franchises, juridictions, privilèges attachés au titre de baron et honorable."<sup>45</sup> Acquisition d'un fief, comme bien marchand, qui rompt partiellement avec la logique féodale de la concession comme moyen d'obtention de services personnels dont les charges militaires et de justice. Ne subsiste de l'*homagium* qu'une clause solennelle de protection réciproque: "La dite majesté catholique et ses successeurs à perpétuité dans ce royaume de Sicile promettant solennellement et conviennent avec le dit Pallavicino(...) de ne consentir à ce que quelque tort ou contestation ne soit jamais porté dans l'avenir envers l'un d'eux où que ce soit".<sup>46</sup>

Au baron Pallavicino sont transférés les charges du pouvoir royal, haute et basse justice, défense des Iles des madragues, de leurs mers "contre toute opposition, intrigue, ennuis tant publics que privés, ecclésiastique ou séculier, qu'ils proviennent de la cour, du collège, du peuple, du trésor, des sociétés de l'université".

L'acquéreur se trouve prémuni contre la possibilité d'un éventuel rachat postérieur par la cour royale, par l'obtention de chartes lui accordant, ainsi qu'à ses héritiers et successeurs à perpétuité "la faveur de racheter toujours et n'importe quand les Iles et Madragues appelées Favignana et Formica, leurs mers, droits comptes et actions, les Iles Levanzo et Maritimo, la mer nommée Delli Porci, et San Vittorio ainsi que toutes les autres choses contenues dans le contrat d'arrentement fait par la Cour Royale à Octavio del Bono ou à Giacomo de Brignone stipulés dans les actes du 5 septembre 3<sup>ème</sup> indiction de 1634... avec tous les biens aliénés en particulier exemptions et privilèges...."<sup>47</sup>

L'Achat-aliénation de ce *demanium baronis* "franc de toutes charges" inclut la possibilité de retirer n'importe quelle année les produits des madragues comme des îles sans que ceux-ci "soient soumis à la gabelle, à l'impôt à toute autre forme de taxation,

tant de la ville de Trapani, que du royaume lui-même".<sup>48</sup> Si Camillo Pallavicino prend propriété des îles, de leurs madragues, de leurs mers, "comme tout vrai seigneur et maître de sa propre chose pouvant absolument en disposer" c'est-à-dire avec tous les pouvoirs, dévolus à la charge royale, c'est selon la logique du capitalisme marchand qu'il gèrera les produits de ce domaine maritime, acquis à titre allodial, c'est à dire préservé à perpétuité de toute forme d'imposition, de droits.<sup>49</sup>

Au moment où le banquier Camillo Pallavicino l'acquiert, ce domaine allodial est un désert inhabité, sans eau. D'emblée il obtient de la cour, et c'est dans une stratégie de mise en valeur de la valeur halieutique la première opération, la possibilité de le peupler et de le mettre en culture.

L'acte de décembre 1637 prévoit que les "terres pouvant servir aux maisons, aux jardins, aux vignes soient attribuées contre paiement d'un cens, à raison d'un tari par canna dans la partie où seront construits les maisons, d'une once par salma pour les jardins et les vignes".<sup>50</sup>

Le 16 juillet 1640, Giacomo Brignone, Gabelotto des Îles, par procuration de Camillo Pallavicino obtient le privilège de peuplement.

"Cum in contractu venditionis insularum Favignane Formicularum Levanzi Maretimi cum earum tonnaris, mare, piscatione, mero et misto imperio, et aliis expressatis in contractu stipulato in atis regii locumtenentis in officio prothonotari die 13 aprilis proxime preteriti cum earum jure luendi, inter alia tibi concessa fuerit facultas habitandi et habitationem et populationem faciendi in eadem insula Favignane in loco ubi tibi et tuis placuerit et benevisum fuerit; pro eiusdem facultatis executione tenore presentium attendentes ad utilitatem que ex ea habitatione ce qui debet nempe terra inculta ad habitatoribus culta fructum dabat; ne insula habitatoribus plena melius se ad hostibus defendet, tenore presentis de nostra certa scientia tibi et tuis heredibus et successoribus in perpetuum licentiam et facultatem et potestatem faciendi dictam habitationem et populationem in dicta insula Favignane".<sup>51</sup>

Dans l'île de Favignana d'une superficie de 19 km<sup>2</sup>, privée d'eau, le baron va faire creuser des puits, permettant d'atteindre une eau saumâtre qui filtrée au moyen d'une pierre

calcaire appelée "cantone" fut reconnue bonne à boire comme à irriguer les terrains.<sup>52</sup> Il fera construire l'église et divers magasins pour la thonaire. Entre 1640 et 1799, 2150 canne de terrain constructible, 1520 salme de terrain pour ensemercer, 712 pour les jardins furent conquis sur la roche calcaire.

Ces terres et maisons furent attribuées contre un cens à 271 chef de familles: une colonie féodale était née. Formica et Maretimo restent inhabitées, Levanzo, voit outre la plantation d'une vigne, la construction d'un magasin. La main-d'oeuvre, qui était recrutée par les gabelloto à trapani et Marsala lors de la saison de la pêche au thon, et qui devait se cacher dans les excavation (grottes paléochrétiennes) de l'île à chaque invasion de pirates<sup>53</sup> est ainsi fixée de façon permanente. Le banquier-baron Pallavicino crée les conditions de reproduction d'une force de travail halieutique spécialisée, corvéable à merci, vivant et mourant du travail de la mer. Banquier et baron de la mer, C. Pallavicino va développer, avant les Florio qui introduisent le procédé révolutionnaire de la conserverie, l'une des plus puissantes industries halieutiques que le monde méditerranéen ait connu. Pensée à l'intérieur d'une logique qui demeure encore féodale, se constitue ainsi au début du XVII<sup>e</sup> siècle un domaine halieutique allodial comme base de commercialisation capitaliste du produit halieutique. Alors même que la mer devient un bien inféodable, elle est vendue, devenue valeur marchande! Ce ne sont pas des droits sur la mer qui ont été vendus comme ils l'ont été aux XIV et XV<sup>e</sup> siècles, mais la mer elle-même, la richesse halieutique dont elle recèle le thon, richesses appartenant à un propriétaire et qui dès lors peut exercer, y compris par la force, l'interdiction qu'autrui vienne s'en emparer.

En 1860 des centaines de petites barques envahirent ces mers, pour y pêcher là où elles l'entendaient; c'était enfreindre un droit absolu de propriété. Le ministère envoya un navire de guerre qui procéda à la séquestration du matériel de pêche et à l'arrestation des contrevenants. L'année suivante il fut permis à ces petites barques de pêcher à une distance de 30 km des thonaires, c'est à dire au large de Maretimo, la plus au large des îles Egades. La mer commune à tout le monde? Dès le XI<sup>e</sup> siècle elle est

conçue par morceaux, gardée en "propriété" par le roi normand, devient une propriété dans le cadre d'une logique d'investissement capitaliste se développant à l'intérieur de rapports encore féodaux. Le baron de la mer de Favignana à la différence du prince de Scilla un siècle et demi plus tard, opère un investissement productif, combinant dans un procès de travail millénaire, connu des seuls seigneurs, force de travail et moyens de production pour produire des barils de thons qui seront exportés dans toute la Méditerranée occidentale. En 1640 se constitue à la pointe occidentale de la Sicile, un système d'appropriation halieutique qui est un bel hybride historique. Le procès de travail y compris dans son organisation est millénaire, il n'a pas changé depuis qu'Oppien dans ses "Halieutiques" en a fait la description; il est subsumé, soumis à une logique sociale féodale pour ce qui touche les conditions de reproduction de la main d'oeuvre, attachée au domaine du baron Pallavicino. Une autre réalité se met simultanément en place, comme combinaison structurale nouvelle.

Les thonaires de Favignana, propriété du baron Pallavicino, seront loués en gabelle, comme c'était déjà le cas pour les rois normands, mais se trouvent combinés force de travail et moyens de production sous l'autorité d'un banquier propriétaire de moyens de production (établissements à terre de fabrication, de rangement des moyens de production (établissements à terre de fabrication, de rangement des moyens de pêche, de traitement du thon) est nécessairement propriétaire de l'objet de travail, en l'occurrence la mer. Pour mettre en oeuvre ces moyens de production il faut d'abord être propriétaire de la mer. Il s'agit là d'une combinaison historique doublement nouvelle. Elle l'est par rapport aux formes anciennes d'associations médiévales existant pour la pêche au hareng comme pour la pêche au thon, conçues sur le modèle des parts de navire. Ainsi Johannes Lombardo, de la noblesse civique, s'accorde avec Maître Antoni Cachaguerra et Robertus Panormo pour lancer une thonaire à Favignana en 1442. Le premier met le droit pour un tiers le second et le troisième payent les hommes et les filets, valent la thonaire et la gardent pour deux tiers, le troisième est défavorisé par rapport à Antoni qui joue le rôle de seigneur, car il fournit en plus la barque.<sup>54</sup> En 1640, Camillo Palla-



vicino, en moderne promoteur réalise seul l'investissement en capital variable et capital constant.

Seconde innovation, elle porte sur le plan du droit. Dans le droit romain l'appropriation des eaux est fondée sur un droit d'usage, le droit privé exclusif d'une zone de pêche s'acquiert par renouvellement d'une possession prolongée portant sur des installations fixes, mais non sur l'espace halieutique qui est **res communis**.

La combinaison de ces 2 innovations, la mer comme propriété et bien marchand pouvant être vendu, la propriété privée des moyens de production halieutiques dont est séparée une force de travail **salariale**, ouvrent la voie au développement d'une forme sociale nouvelle d'accès et d'appropriation de la ressource halieutique. Avec près de 500 ouvriers, avec la combinaison à terre de différents corps de métiers en un même lieu, forgeron, charpentier de marine, cordier, maçons etc., la madrague représente une puissante industrie, véritable manufacture de la mer rivalisant par son importance avec ses entreprises qui sont les industries sucrières ou **trappeti**. Dès les XII et XIII<sup>e</sup> siècle elle présente les traits d'une protoindustrialisation de type capitaliste, fonctionnant avec un important capital productif, un système de rémunération précocement monétarisé. La production est tournée vers le marché, vers les marchés urbains se trouvant à grande distance. En 1630 les thonaires ou madragues de Formica et de Favignana sont débarrassées de ce qu'elles avaient encore de féodal, toutes les formes de prélèvement grevant de charges cette activité halieutique étant supprimées, parmi eux, les plus importants, les différents droits de péage. Il n'est plus question de droits sur la mer, ainsi de droits de mouillage des filets, le **jus pedale** (filet de plus long qui attaché à la côte mène les thons vers la zone du piège) qu'exigeait de la thonaire de l'**Arinella** le monastère palettermitain de San Martino delle Scale, droit s'élevant à un huitième des thons, soit en nature soit en argent. Il n'est même plus question d'une éventuelle légitimité de l'acquisition d'un domaine halieutique, que celui-ci soit ou non rapporté à la terre, à un fief foncier, comme à la même période il en était encore question dans le conflit opposant le **gabellotto** de la thonaire de l'**Arinel-**

la et le monastère de San Martino delle Scalle. Antonino Pileri refusait de payer de **jus pedale**, au monastère, en prétextant que durant l'année 1633, il avait changé la disposition du piège et "qu'il n'avait pas attaché le **pedale** de la thonaire au rocher dénommé Barca".<sup>56</sup> La guerre, les besoins financiers considérables de Philippe IV d'Espagne ont précipité ponctuellement l'accélération d'un processus de déféodalisation. Le cadre juridique dans lequel se constitue cette propriété d'un domaine halieutique, déjà bien usé, n'est que le travestissement dans son habillage d'emprunt féodal d'une réalité nouvelle, d'une forme sociale hybride, ni féodale, ni tout à fait capitaliste, d'accès et d'appropriation de la ressource halieutique. Cette logique diffère profondément de celle se développant plus tardivement en Calabre avec le prince de Scilla, logique basée sur l'extension de la rente féodale dans toutes ses formes, en produit, en argent, en travail, et cela à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

## REPENSER LA MER

La comparaison de ces deux logiques sociales mettant en jeu l'appropriation de la mer nous a amené dans le cadre d'une démarche "historique" régressive à chercher à dégager comment historiquement étaient apparus, à partir de ce qui s'en conserve aujourd'hui dans des formes-vestiges, en Calabre comme en Scille, un droit sur la mer, comme "forme idéale" de modes d'organisation de l'accès à la ressource halieutique; histoire de la mer, histoire de la pêche, qui viendrait doubler, à côté, l'histoire des économies agricoles, et industrielles? De façon copernicienne sans doute pour rappeler l'importance dans le monde médiéval de l'économie halieutique, importance qui s'avère à ce que dans l'Europe du Nord-Ouest des villes comme Hambourg, Amsterdam, Bergen, Copenhague doivent leur développement initial à la pêche au hareng, que l'urbanisation du littoral sicilien s'est effectuée, à partir de la mise en valeur par les rois normands des thonaires. "Pêcheries

et madraques ont largement contribué à la vie économique de la Sicile médiévale, tant par l'apport alimentaire et par la valeur de la production que par les effets induits, partout les thonaires imposent l'implantation de tavernes, puis d'abattoirs, de magasins à sel qu'un mouvement constant de muletiers ravitailla sans cesse (...). Les installations de pêche entraînent ainsi un mouvement de recolonisation des terres littorales abandonnées. A l'abri des tours de guet et des grandes cours fortifiées (construites à cet effet): **bagli**, s'installeront des habitats permanents peuplés de pêcheurs et de **massari**, paysans entrepreneurs qui remettent en valeur le terroir".<sup>57</sup>

A côté de ces autres formes embryonnaires d'industrie alimentaires que sont les huileries, savonneries, raffineries de sucre avec lesquelles sur la côte palermitaine les thonaires se trouvent souvent couplées sur le même lieu, la manufacture halieutique est tôt apparue, industries de la salaison des harengs à Dieppe, Boulogne, Rouen au XIII<sup>e</sup> siècle, du thon à Palerme et Trapani à la même époque. La manufacture halieutique se développe bien avant les filatures de coton, et les premières entreprises sidérurgiques, représentant une des premières formes de protoindustrialisation capitaliste, de transformation du capital marchand en capital productif, et ce dans des unités de production importante pour leur taille. Sous la monarchie espagnole ce sont en Sicile comme en Sardaigne des capitaux génois qui trouvent une liberté de mouvement, s'investissant dans des conditions profitables dans le domaine halieutique, laissant à leurs marges la petite pêche, intransformée, mais jouant un rôle de complément. L'intervention de ce capital marchand s'effectue à l'intérieur de rapports féodaux qui au nord-ouest, comme au sud-est de l'Europe se sont tôt emparés de la production halieutique, soit en s'y surimposant, c'est le cas de la pêche à l'espardon en Calabre au XI<sup>e</sup> siècle, soit en la réorganisant pour la développer, cas de la pêche au thon en Sicile. Moins qu'une seconde histoire, venant s'ajouter à côté de celle des productions d'une économie agricole, c'est une analyse des processus et formes de transformation des modes d'appropriation halieutique, qu'appellent les traces qui s'en conservent dans le présent et sur lesquelles travaille l'eth-

nologue. Incidemment, ce type d'analyse n'est pas sans retombées sur la lecture des enjeux qui se sont fait jour dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau droit international de la mer. Au pillage conséquent au "laisser naviguer et laisser pêcher" exercé par les nations développées, le nouveau droit de la mer substitue l'existence de zones exclusives (12 milles, 200 milles), dont jouissent en pleine souveraineté les états côtier ou insulaires, processus régulateur des conflits sans doute, mais processus qui est celui de l'extension d'une territorialisation. Ce que les nouvelles limitations doivent à la logique qui ont produit les anciennes (Land Kening, rayon de la vue, zone des 100 milles, zone des 3 milles) invite à se demander pourquoi s'agissant de la mer, l'histoire prend une allure répétitive.

Les conférences internationales pour le partage de la mer et de ses ressources ne datent pas aujourd'hui, telle celle de 1490 à Brême entre Norvégiens, Danois, Anglais, Hollandais, pour la pêche au hareng au large de l'Islande. C'est au XVIII<sup>e</sup> siècle que le concept de ressource qui ne sont pas "inépuisables" est découvert. Pour Wolff, la mer côtière peut être occupée aussi loin que l'Etat est capable d'y maintenir sa propriété "parce que la pêche et la chasse n'y sont pas inépuisables".<sup>58</sup> Témoignent du souci de maintenir le stock de la ressource, des règlements français du XVII<sup>e</sup> siècle sur la taille des mailles des filets pour la pêche aux harengs: une ordonnance<sup>59</sup> de la marine en 1681 fixe la taille de la maille des pièces de filets à harengs ou tessure à "un pouce carré" soit 25 mm; au XVI<sup>e</sup> siècle, l'échevinage d'Abbeville fixe pour les sennes, une longueur réglementaire correspondant à 38 mètres. De nouveau, de "révolutionnaire", plus que la nouvelle réglementation internationale du droit de la mer, plus que la modernisation, répétée au cours des siècles des flottes de pêche: l'émergence d'un nouveau mode matériel d'appropriation de la mer, l'aquaculture. Révolution s'il en est, puisqu'elle suppose de bouleverser le rapport ancestral des hommes à la mer, comme pratique de prédation, pour lui substituer une pratique de mise en culture dont le schéma opératoire tend vers le monde agricole, le monde de la terre. Quand cette révolution a toute chance de se produire, dans une île où le thon est pêché depuis près de milé-

naires, il y a là, pour l'historien comme pour l'anthropologue, belle matière à penser. Jardiniers de la mer? Présenter cet avenir à des pêcheurs de thons qui remercient leur saints de la bonne *matanza*, d'une fructueuse mise à mort, c'est bouleverser la base d'une culture halieutique, par-delà c'est bouleverser aussi l'attitude la plus profondément ancrée, la méconnaissance, la crainte, voire la terreur pour un milieu contraignant, dangereux tel que la philosophie grecque nous en a légué l'image, faisant que la terre où l'on naît et meurt, la terre nourricière, a dans la pensée toujours gardé le privilège. La mer a échappé longtemps à une idéologie où l'homme devait être rendu maître et possesseur de toute chose.

## NOTES

1. Que le lecteur veuille bien nous pardonner, de ne pas citer ici ne serait-ce qu'un ensemble de références sur les très nombreux et riches ouvrages des spécialistes contemporains de l'histoire médiévale. Nous procédons dans cet article, à partir d'une définition portant sur une des caractéristiques de structure d'un "mode de production" dont l'analyse a fait l'objet de débats et de controverses. L'écho s'en trouve dans les travaux de M. Dobb et P. Sweezy: *Du féodalisme au capitalisme. Problèmes de transition*, Paris, Maspéro 1977. P. Anderson: *Les passages de l'antiquité au féodalisme*, Paris Le Sycomor 1980. L. Kuchebunch et B. Michael: *Feudalismus: Materialien zur Theorie und geschichte*, Frankfurt-am-Main, Ulstein 1977. Le rapport de *Dominium*, comme rapport social complexe, multifonctionnel spécifique des rapports féodaux est un rapport de pouvoir qui s'exerce sur ce lien indissoluble des hom-

mes et d'une terre. Les hommes sont définis par la fixité de leur relation à une terre, à la terre. La société agricole est au centre du système comme il s'avère dans les statuts des hommes qui cultivent cette terre *servi*, *macipia*, ou y résident *villani*, *rustici*, *manentes*, etc. Le monde halieutique est comme en dehors de la logique du système.

2. Ouvrage anonyme. *Per la università ed uomini di Scilla nella suprema giunta di corrispondenza*, Napoli 1792; p. 130.
3. Celse in *Digesta* 43, 8, 3, § 1.
4. *Archivio notarile Palermo*, notario Quattrocchi.
5. Selon les archives citées par l'anonyme: Fol. 4 at. vol. 1 Scilla, fol. 5, vol. 1 Scilla.
6. Anonyme, *op. cit.* p. 112, source citée par l'anonyme fol. 435 art 34, Vol. 1, *deduc cap. Grav.*
7. Anonyme, *op. cit.* p. 108.
8. Anonyme, *op. cit.* p. 103, décret du conseiller Potenza, commissaire de la *Suprema giunta abolita di Scilla*, 26 octobre 1798, in Fol 183; Ad. 189, in Vol. 4, Scilla.
9. Anonyme, *op. cit.* p. 135 citant Ulpien in *Digesta* Fr 13, 8, 4.
10. Léon VI Nouvelle SG. *Harmonop Prompt Iur* 2 L, 63.
11. Herodote 2, 5, Sénophonte an 7.1.
12. Anonyme, *op. cit.* p. 121, *De terra seu castrum Scigli cum castro su fortellizio, artelliariis, municionibus cum lictore prope farum Messinae.*
13. H. Grotius, *Mare Liberum*, Leide 1618, Ch. V.

14. H. Grotius, *De jure belli et pacis*, by William Whewell, Cambridge 1853, livre II, Ch 3 § 8.
15. H. Grotius, *De jure belli et pacis*, Livre II, Ch. 3. § 8.
16. H. Grotius, *Defensio Et hactenus quidem de maris communitate et libertate*.
17. J. Selden, *Mare Clausum*, Londres 1635, L 2, Ch. 32.
18. *Idem op. cit.* L II ch. 21.
19. C. Van Bynkershoek, *De Dominio maris*, Leide 1703, Ch. II.
20. Wolff, *Jus gentium...* Hallae, Magdeburg 1749.
- 21 *op. cit.* § 120 à 132.
22. J. W. Fulton, *The Sovereignty of the Sea*, London, 1911.
23. Bartole a Saxoferrato, *Consiglia, Quaestiones et Tractatus*, Bâle 1588.
24. D. I, 18, 13.
25. in Marino Freccia, *De Subfeudis baronum et investituris feudorum*, Venise 1579, p. 110.
26. Dans l'ancien droit norvégien, les codes provinciaux du Nord, de l'Ouest, du Sud de la Norvège constituent les premiers exemples connus de délimitation de zone juridictionnelle et de souveraineté de la mer. En cas de décès du "capitaine" survenant à bord d'un navire, si le navire était plus proche de la Norvège que de toute autre terre, délimitation appelée ligne médiane, ligne de partage, le roi recevait la moitié de la succession; dans l'autre cas, c'est à dire, au delà de cette ligne de partage, le compagnon gardait la succession entière.

D'après J. Wemuss-Fulten, *The Sovereignty of the Sea*, Edinburgh, Londn 1911.

27. S. A. Moore, *A History of the Foreshore and the Law Relating Thereto*, London, 1888, p. 72.
28. Encore aujourd'hui, du chateau de Scilla, il est possible de contrôler le détroit, le quartier des pêcheurs, des commerçants, des artisans. L'une des ouvertures permet au regard de surveiller toutes les façades des maisons donnant sur la mer, et l'entrée des embarcations sous la maison (catuoju). Cette ouverture était appelée par les pêcheurs "l'oeil du baron".
29. Anonyme, *Per la Università ed uomini di Scilla*, Napoli 1792, p. 130.
30. E. Descille, *Etude sur les origines de la pêche à Boulogne-sur-Mer*, Société academique de Boulogne-sur-Mer, 1873, p. 114. H. de Rosny, *L'histoire du Boulonnais*, I. p. 412.
31. M. Mollat, *Le commerce maritime Normand à la fin du Moyen-Age*, Plon 1952, p. 424.
32. De tels comptes découverts à la Bibliothèque nationale par Michel Nortier ont été analysés par M. Mollat in *Notes et documents sur la pêche harengière à la fin du XV<sup>e</sup> siècle*. Cf. *L'abbaye bénédictine de Fécamp*, Durand et fils, Fécamp, 1959.
33. Noël de la Morinière, *Histoire des pêches*, Paris, 1815, p. 283.
34. Froissart, *Chronique III*.
35. Ch. de Zuttere, *Enquêtes sur la pêche maritime en Belgique*, Ostende, 1900 p. 55.
36. *Recueil des Edits en faveur de Dieppe*, p. 14.



37. Lennel, *Calais au Moyen-Age*, Calais, 1909, p. 205.
38. "Demanium baronis" par quoi en Calabre comme en Sicile on entend les Terre du Baron Latifondia avec l'ensemble des droits administratifs fiscaux et juridictionnels.
39. *Archivio di stato di Palermo*, Luogotenente di Protonotaro reg. 75 C Folio 179-262. Cf. Fol. 179. "Nous voulons que soit clair et connu de tous que ces années passées, sa sainte majesté royale.. Philippe le quatrième.... pour subvenir aux très urgente nécessités et très grandes dépenses de la susdite majesté royale et catholique.... pour amasser cet argent que soient et doivent être vendus tous les biens de son patrimoine royal et même ce qui est ville, terres et tous autres biens qui se peuvent être vendus".
40. *Archivio di stato Palermo*, L. P. Reg 68 1025.
41. *Archivio di Stato di Palermo*, Luogotenente di Protonotaro reg. 70 C. 1026.
42. H. Besc, "La pêche et les madragues dans la Sicile médiévale," in 2<sup>ème</sup> colloque international: l'homme et la mer, Santa margharita Ligure, juillet 1982.
43. ASP L. P. Reg 75 C, folio 181 recto.
44. *Ibidem*, folio 186 recto.
45. ASP L. P. Reg 75 C, folio 198 verso.
46. *Ibidem* folio 201 verso.
47. *Ibidem* folio 203 recto.
48. *Ibidem* folio 203 verso.

49. Archivio di stato di Palermo, Luogotenente di protonotario reg. 75-243 verso.
50. Archivio di stato di Palermo, Luogotenente di Protonotaro reg. 75-240.
51. Archivio di stato di Palermo..... reg. 574 C 124.
52. ASP Real segreteria. Busta S 5401. "Memoria del conte marchese Pallavicino".
53. H. Bresc, article cité: "La pêche et les madraques dans la Sicile médiévale."
54. H. Bresc, article cité: "La pêche et les madraques dans la Sicile médiévale." Archives de Trapani, notaire Formica, Registre 45.
55. "Pour les travailleurs des villes, la saison des madraques est une bonne affaire, le travail est dur et sale mais bien payé: pendant un mois et demi le saleur et le "tagliaturi" (qui découpe le thon) ont des salaires d'artisans très spécialisés.. Les travailleurs reçoivent d'ailleurs des gratifications tarifées prélevées sur les parties basses, mais pendant la saison des madraques ils mangent de la meilleure viande "castrato" - boivent du bon vin. Ils profitent de cet intervalle favorable où l'entrepreneur doit s'assurer de la présence régulière d'une main d'oeuvre rare et chère.
56. Archivio di stato di Palermo. Fond non classé du Monastère de San Martino delle Scale, fond 30 bis, Tonnara dell'Arinella 1455. 1832, busta 284.
57. H. Bresc, "La pêche et les madraques dans la Sicile médiévale," article cité.
58. C. Wolff, Jus Gentium methodo scientifica per tractatum, Halle, Magdeburg, 1749, § 120-132.

59. R. J. Valin, **Nouveau commentaire sur l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681**, Nouvelle édition, La Rochelle, 1776, p. 28.



## *RESUMOS DOS ARTIGOS / RESUMES DES ARTICLES*

### **Stuart WOOLF, Gramsci et les paysans dans l'histoire moderne d'Italie**

Cette article montre que jusqu'à il y a quelques années la pensée d'Antonio Gramsci a non seulement dominé la recherche sur le monde paysan, mais a aussi, d'une certaine façon, fait obstacle à d'autres approches du sujet.

Selon l'auteur, lui-même fait preuve, au fond, d'une conception négative du folklore, et son approche du monde paysan n'est pas très éloignée de celle des anthropologues du début du XIX<sup>e</sup> siècle lorsqu'ils étudient les étapes de la civilisation chez les peuples "primitifs". Malgré la sensibilité et l'attention qu'il montre vis-à-vis de ce monde, il le dépeint comme un monde étranger, peu perméable et incapable d'évoluer sans interventions extérieures. Ce n'est donc pas tellement à partir de Gramsci que l'étude du monde paysan en Italie a pris corps. L'essentiel des recherches peut être classé selon deux axes principaux: l'un autochtone, se rattache à la tradition méridionaliste du début de l'histoire nationale unitaire; l'autre est lié à la tradition anglo-saxonne de sociologie et d'anthropologie rurales.

La distance entre les interprétations historiques du monde paysan italien, fortement influencées par la pensée de Gramsci, et

les analyses socio-anthropologiques, pose le problème méthodologique du passage de la recherche sur le terrain, micro-recherche par définition, à la généralisation des processus de transformation, particulièrement dramatiques en ce qui concerne l'Italie.

### **Stuart WOOLF, Gramsci e os camponeses na história moderna italiana**

Este artigo tenta mostrar como, até há poucos anos, o pensamento de António Gramsci não só dominou a investigação sobre o mundo camponês, como também, de certa maneira, pôs obstáculo a outras abordagens deste assunto.

Segundo o autor, Gramsci dá no fundo provas de uma concepção negativa do folclore, e a sua abordagem do mundo camponês não está muito distante da dos antropólogos do século XIX quando estudavam as etapas da civilização dos povos "primitivos". Apesar da sensibilidade e da atenção que tem em relação a este mundo, descreve-o como um universo estranho, pouco permeável e incapaz de evoluir sem intervenções exteriores. Por consequência, não foi tanto a partir de Gramsci que o estudo do mundo camponês se desenvolveu. O essencial das investigações pode ser classificado segundo dois eixos principais: um, autóctone, ligado à tradição meridionalista do princípio da história nacional unitária; o outro liga-se à tradição anglo-saxónica de sociologia e de antropologia rurais.

A distância entre as interpretações históricas do mundo camponês italiano, fortemente influenciadas pelo pensamento de Gramsci, e as análises socio-anropológicas, põe o problema metodológico da passagem da investigação de campo, micro-investigação por definição, à generalização dos processos de transformação, particularmente dramáticos no caso da Itália.

**Maurice AYMARD, "La Sicile: histoire récente et longue durée".**

A la difficulté de l'historien de l'Ancien Régime à comprendre l'évolution de la Sicile des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et à la tentation de lire son développement sous le signe de la "différence" et de "l'intégration ratée", Maurice Aymard oppose une critique à l'historiographie et aux sciences sociales en général, qui se sont laissées entraîner dans le piège des formulations de synthèse nées dans les années qui suivent l'Unité italienne.

Formulations et définitions qui, loin d'expliquer la réalité sicilienne, ont fini par "l'inventer". Ainsi, par exemple, des formes d'organisation sociale diverses ont été toutes réduites sous le seul terme de "mafia", trop général pour rendre compte des transformations agissantes dans la société sicilienne. La mafia, c'est l'intermédiaire dans la gestion des terres céréalières, mais c'est tout autant la propriété des sources d'eau qui irriguent les terrasses d'agrumes de la Conca d'Oro, selon une coutume toute spécifique qui la distingue de la propriété de la terre. En simplifiant les termes de l'analyse on finit par oublier des formes importantes de prolétarianisation telles celles qu'on a pu observer sur les côtes orientales lors de la mise en culture fruitière des propriétés bourgeoises. Par ailleurs, ces analyses ne suffisent pas à expliquer les modes de gestion du pouvoir local; ceux-ci se sont transformés non par la substitution en 1860 d'un pouvoir centralisé à un autre, mais plutôt par la naissance d'institutions électives.

**Maurice AYMARD, " A Sicilia: história recente e longa duração"**

A dificuldade do historiador do Antigo regime em compreender a evolução da Sicilia dos séculos XIX e XX e à tentação de ler o seu desenvolvimento sob o signo da "diferença" e da "integração falhada", Maurice Aymard opõe uma crítica à historiografia e às

ciências sociais em geral, que se deixaram arrastar pela armadilha das formulações de síntese nascidas nos anos que seguiram a Unida-de italiana.

Formulações e definições que, longe de explicar a realidade siciliana, acabaram por a "inventar". Assim, por exemplo, as diversas formas de organização social foram todas reduzidas ao único termo de "máfia", demasiado geral para dar conta das transformações activas na sociedade siciliana. A "máfia", é o intermediário na gestão das terras cerealíferas, mas é-o da mesma maneira em relação à propriedade da água que irriga os terraços dos citrinos da Conca de Ouro, segundo um costume muito específico que o distingue da propriedade da terra. Ao simplificar os termos da análise acaba-se por esquecer as formas importantes de proletarianização tais como aquelas que se puderam observar nas costas orientais aquando do começo das culturas frutíferas nas propriedades burguesas. Além disto, estas análises não são suficientes para explicar os modos de gestão do poder local; estes transformaram-se não pela substituição em 1860 de um poder centralizado por outro, mas antes pelo aparecimento de instituições electivas.

**Lucia CARLE, L'opposition Nord-Sud et les exemples regionaux - pluralité et diversité des modes d'exploitation dans l'agriculture Italienne.**

L'Italie est un exemple des rapports qui peuvent s'établir entre un Nord à agriculture développée et "moderne", et un Sud à agriculture traditionnelle et même archaïque. Mais la réalité est bien plus complexe que l'identification de l'agriculture du Sud au système du latifondo, comparé au système à mezzadria et aux petites propriétés du Nord de l'Italie. L'étude des réalités régionales montre que la pluralité et la diversité des modes d'exploitation dans les différentes régions doivent être prises en



considération si l'on veut comprendre le cadre exact du problème du "modernisme" et du "retard", qui coexisteraient dans l'Italie agricole.

L'opposition entre systèmes sociaux différents constitue le fond du problème. Ainsi, la ligne de démarcation ne passe pas seulement entre Florence et Rome, ou plus bas, mais à l'intérieur de chaque région.

Après avoir esquissé un panorama rapide des modes d'exploitation de la terre en Italie aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles et jusqu'à l'Unité nationale en 1861, l'article se termine en soulignant l'utilité qu'il y aurait à sortir d'une optique Nord-Sud strictement géographique, pour essayer de comprendre les logiques internes des situations locales.

**Lucia CARLE, A oposição Norte-Sul e os exemplos regionais - pluralidade e diversidade dos modos de exploração na agricultura italiana**

A Itália é um exemplo das relações que podem estabelecer-se entre um norte de agricultura desenvolvida e "moderna", e um sul de agricultura tradicional e mesmo arcaica. Mas a realidade é mais complexa que a identificação da agricultura do sul com o sistema de latifúndio, comparado com o sistema de *mezzadria* e com as pequenas propriedades do norte da Itália. O estudo das realidades regionais mostra que a pluralidade e a diversidade dos modos de exploração nas diferentes regiões devem ser tomadas em consideração se se quer compreender o quadro exacto do problema do "modernismo" e do "atraso", que poderá coexistir na Itália agrícola.

A oposição entre sistemas sociais diferentes constitui o fundo do problema. Assim, a linha de demarcação não passa unicamente entre Florença e Roma, ou mais abaixo, mas no interior de cada região.

Depois de ter esboçado um rápido panorama dos modos de exploração da terra na Itália dos séculos XIV e XVII até à Unidade nacional em 1861, o artigo termina-se sublinhando a utilidade de sair de uma óptica norte-sul estritamente geográfica, para tentar compreender as lógicas internas das situações locais.

**Robert ROWLAND, A l'arrière-garde du fascisme. Conflit et intégration dans une communauté méridionale (1914-1927).**

Le débat sur la nature du fascisme, sa dynamique et ses origines renvoie nécessairement à une définition de l'objet et également à une définition du système politique qui précède l'instauration du fascisme lui-même.

Dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle le gouvernement italien s'appuie sur une majorité assez fragile, à base clientéliste. En échange de leur soutien au gouvernement, les députés obtiennent la réalisation de travaux publics et des avantages pour leur électorat, ainsi que le soutien du préfet et de leurs amis au niveau local. Ceux-ci contrôlent le pouvoir local, maintiennent l'ordre public, essaient de produire aux élections les résultats voulus.

A Cisternino - petite commune des Pouilles où la petite propriété paysanne est importante - jusqu'à la première guerre mondiale la lutte pour le pouvoir dans l'administration locale, et notamment pour le poste de maire, se passe entre les membres des familles de propriétaires, anciens et récents, gros et petits, qui dominent le Conseil municipal.

A la suite de l'élargissement de l'électorat en 1912, de nouvelles couches sociales sont impliquées dans cette lutte: artisans, commerçants et paysans. Après 1922 elles se trouvent toutes officiellement ralliées sous l'égide de différentes organisations du régime fasciste. Il faut cinq ans aux couches sociales représentées par les syndicats fascistes (commerçants, artisans, la petite bourgeoisie locale) pour l'emporter sur l'administration en

place, soutenue par les paysans et les ouvriers. Cette victoire se réalise contre le maire - en utilisant un réseau d'alliances familiales qui lui est hostile.

L'exemple de Cisternino est utile à l'auteur pour étudier jusqu'à quel point les mécanismes propres au régime libéral puis au régime fasciste ont influencé la possibilité même de changement de régime.

### **Robert ROWLAND, Na retaguarda do fascismo. Conflito e integração comunidade meridional (1914-1927)**

O debate sobre a natureza do fascismo, a sua dinâmica e as suas origens envia necessariamente para uma definição do objecto como também para uma definição do sistema político que precede a instauração do próprio fascismo.

Na segunda metade do século XIX o governo italiano apoiase numa maioria bastante frágil, à base de clientelismo. Em troca do seu apoio ao governo, os deputados obtêm a realização de trabalhos públicos e vantagens para parà o seu eleitorado, assim como o apoio do governador civil e dos seus amigos ao nível local. Estes controlam o poder local, mantêm a ordem pública, manipulam os resultados eleitorais.

Em Cisternino - pequeno concelho das Puglia onde a pequena propriedade camponesa é importante - até à primeira guerra mundial a luta pelo poder na administração local, e sobretudo para o lugar de presidente da câmara, passa-se entre os membros das famílias de proprietários, antigos e recentes, grandes e pequenos, que dominam o Conselho municipal.

A seguir ao alargamento do eleitorado em 1912, novas camadas sociais são implicadas nesta luta: artesãos, comerciantes e camponeses. Após 1922 estas encontram-se oficialmente unidas sob a égide de diferentes organizações do regime fascista. Foi necessário cinco anos às camadas sociais representadas pelos sindicatos fascistas (comerciantes, artesãos, pequena burguesia local) para

vencer a administração apoiada pelos camponeses e operários. Esta vitória realiza-se contra o presidente da câmara utilizando redes de alianças familiares que lhe são hóspedes.

O exemplo de Cisternino é útil ao autor para compreender até que ponto os próprios mecanismos do regime liberal e em seguida do regime fascista não terão influenciado a possibilidade de mudança de regime.

**Rossano PAZZAGLI, Agriculture Rationnelle et Agriculture Nationale. Propriétaires et Agronomes en Italie avant l'Unité.**

Cet article décrit l'activité de promotion du progrès agricole des agronomes et des propriétaires italiens pendant la première moitié du XIX siècle. Dans la période 1830-50, l'agriculture des différents Etats de l'Italie connaît un phénomène croissant d'expérimentation de nouvelles techniques de nouveaux produits et de nouvelles formes de gestion des exploitations rurales. Beaucoup de propriétaires et d'entrepreneurs agricoles cherchent ainsi à profiter de la phase de reprise des prix agricoles au niveau international, en poussant les paysans à accepter les innovations et à s'engager dans la culture de produits destinés exclusivement au marché. De nombreuses initiatives (écoles d'agriculture, comices agricoles, journaux ruraux, etc.) sont réalisées pour la première fois dans plusieurs provinces. Enfin les plus grands agronomes et propriétaires italiens, réunis en congrès, organisent une grande enquête sur les conditions du progrès agricole. L'article suit les événements de cette enquête, en cherchant à comprendre dans quelle mesure les efforts des agronomes et des propriétaires ont effectivement modifié le paysage technique et productif des campagnes avant l'unification politique de l'Italie.

**Rossano PAZZAGLI, Agricultura Racional e Agricultura Nacional  
Proprietários e Agrónomos em Itália antes da  
Unificação.**

Este artigo descreve a actividade dispendida pelos agrónomos e proprietários italianos durante a primeira metade do século XIX, no sentido de incentivar o progresso agrícola. No período de 1830-50, a agricultura dos diferentes Estados da Itália conhece um fenómeno favorável à experimentação de novas técnicas e novos produtos, bem como novas formas de gestão das propriedades rurais. Numerosos proprietários e exploradores agrícolas procuram então aproveitar o momento de relance dos preços agrícolas a nível internacional, para encorajar os camponeses a aceitar as inovações e orientá-los para a cultura de produtos destinados exclusivamente ao mercado. Variadas iniciativas (escolas agrícolas, comícios, jornais rurais, etc.) foram tomadas pela primeira vez em muitas províncias. Enfim, os agrónomos e os proprietários italianos mais importantes, reunidos em congresso, decidem proceder a um grande inquérito sobre as condições do progresso agrícola. O artigo acompanha os acontecimentos deste inquérito, procurando compreender em que medida os esforços dos agrónomos e dos proprietários modificaram realmente a paisagem técnica e produtiva dos campos antes da unificação política da Itália.

**Itria CALIA, Problèmes et réalité de l'élevage dans la Sardaigne  
du XVIII<sup>e</sup> siècle.**

La pensée et les théories économiques dominantes au XVIII<sup>e</sup> siècle ont négligé le problème de l'élevage; ce dernier est presque entièrement subordonné à celui de l'agriculture. Dans le cas de la Sardaigne, où l'élevage tient pourtant une place primordiale dans l'économie rurale, l'analyse proposée par les "réformateurs" piémontais et sardes a suivi le même schéma général.

À travers des données statistiques et des cartes, l'auteur a essayé de montrer comment, en réalité, les problèmes de l'élevage échappent à cette grille d'analyse; le discours de la modernisation et de la stabilisation proposé pour l'agriculture se révèle largement inefficace dans le contexte d'une activité pastorale qui garde sa vocation nomade et extensive, ses caractéristiques traditionnelles et archaïques. Loin d'être une activité complémentaire de l'agriculture, et malgré les périodes difficiles de la seconde moitié du siècle, l'élevage s'impose en Sardaigne avec une force autonome qui s'oppose souvent aux projets de développement des autres activités agricoles.

#### **Itria CALIA: Problemas e realidade da criação de gado na Sardenha do século XVIII.**

O pensamento e as teorias económicas do século XVIII descuraram o problema da criação de gado o qual se apresenta completamente subordinado ao da agricultura. E no caso da Sardenha, em que a criação de gado detém um lugar de primeira importância na economia rural, a análise proposta pelos "reformistas" piemonteses ou sardos não foi diferente.

Através de dados estatísticos e mapas, o autor procurou mostrar como é que na realidade os problemas da criação de gado escapam a este esquema de análise; o discurso da modernização e da estabilização proposto para a agricultura revela-se profundamente ineficaz no contexto de uma actividade de pastorícia que conserva a sua vocação nómada e extensiva, as suas características tradicionais e arcaicas. Apesar dos períodos difíceis referentes à segunda metade do século, longe de ser uma actividade complementar da agricultura, a criação de gado na Sardenha impõe-se com um força autónoma que se se opõe, por vezes, aos projectos de desenvolvimento de outras actividades agrícolas.

**Serge COLLET, Le baron et le poisson. Féodalité et Droit de la mer  
en Europe occidentale**

A partir des systèmes sociotechniques de pêche très anciens, la chasse à l'espadon (détroit de Messine) et la pêche au thon (îles Egades) au moyen du piège fixe de la madrague, l'auteur, ethnologue, entreprend d'analyser le processus historique qui, au XVII<sup>e</sup> siècle et à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, a conduit à faire de la mer dans ces deux régions l'objet d'une appropriation de l'espace halieutique et ses ressources comme propriété.

Ce processus est exceptionnel à un double titre: d'une part parce qu'il a pour enjeu la mer et d'autre part parce qu'il vient interroger la logique des rapports juridiques internes au féodalisme, logique qui est celle de la concession, jouissance temporaire d'un bien, essentiellement d'une terre, en échange de services personnels, et non celle de la propriété.

L'analyse de cette contradiction qui se développe autour de l'extension de cette propriété, conduit l'auteur à comparer les normes de partition de l'espace halieutique en Italie du Sud et en Europe du Nord et à avancer la thèse que dans le sud d'Italie se trouvent réactivés les principes de délimitation des territoires de pêche propres à l'Europe du nord (Écosse, Norvège). Le droit des fondistes italiens, le droit romain, sont mis comme entre parenthèse. Plus avant c'est l'importance de l'économie halieutique pour le mode de production féodal qui est posée.

**Serge COLLET, O barão e o peixe. Feodalidade e Direito do Mar na  
Europa Ocidental**

Baseado nos antiquísimos sistemas sociotécnicos da pesca, como o do peixe-espada (no estreito de Messines) e o do atum mediante a armadilha fixa da almadrava (nas ilhas Egades), o autor, etnólogo, tenta analisar o processo histórico que, no século XVII

e no final do XVIII, levou o mar destas duas regiões a ser objecto de uma apropriação do espaço haliêutico e dos seus recursos como propriedade.

Este processo revela-se excepcional por duas razões: primeiramente porque se trata do mar; em segundo lugar porque ele permite levantar a questão da lógica das relações jurídicas do feudalismo, lógica que é a da concessão, usufruto temporário de um bem, essencialmente de um terreno, em troca de serviços pessoais, e não a da propriedade.

A análise desta contradição que se desenvolve em torno da extensão desta propriedade leva o autor a comparar as normas da repartição do espaço haliêutico da Itália do Sul com o da Europa do Norte e a avançar a tese de que no sul da Itália se encontram reactivados os princípios de delimitação dos territórios da pesca próprios à Europa do norte (Escócia, Noruega). O direito dos fundistas italianos, o direito romano, encontram-se como se estivessem suspensos. Mais adiante é a importância da economia haliêutica para o modo de produção feudal que o autor levanta.



## *RECENSÕES/COMPTES-RENDUS DE LECTURES*

FAMILLE ET PROPRIÉTÉ DANS LE ROYAUME  
DE NAPLES (XV<sup>e</sup> - XIX<sup>e</sup>),  
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales,  
Paris 1986

Gérard DELILLE

Le livre de G. Delille est une vaste enquête sur un aspect de l'histoire du Royaume de Naples jusqu'à présente peu connu, et qui n'a jamais fait l'objet d'une analyse aussi systématique: la transmission de la propriété foncière dans ces régions et ses évolutions au long de cinq siècles.

L'étude dégage les modèles de transmission des biens ainsi que les politiques familiales de reproduction, par héritage, constitution des dots et politiques d'alliance qui lient chaque famille à son lignage ou à des ensembles sociaux plus vastes. L'auteur propose des interprétations liées au régime de propriété (soumise ou non au droit féodal), et aux régimes de production dominants sur les versant tyrrénéen et adriatique du pays.

La politique et les stratégies de reproduction de la noblesse apparaissent alors comme une série de tentatives pour assimiler les avantages du droit commun, ce dernier permettant la

sauvegarde des patrimoines par la transmission héréditaire à des niveaux de parenté de plus en plus éloignés (jusqu'au 7<sup>ème</sup> degré et non au 3<sup>ème</sup>): on passe ainsi par la transmission aux lignées cousines avec succession en ligne ascendante, la dotation des femmes, la vente libre des biens pour en revenir à la primogéniture garantie par le fidéicommiss.

Deux types de stratégies paysannes: dans les régions de petite propriété aux productions intensives et arbustives Delille décrit un modèle qui sauvegarde les lignages masculins, la résidence virilocale, l'héritage en ligne masculine avec la possibilité plus ou moins marquée d'éjection des cadets. Ceci s'accompagnant d'une précise stratégie d'alliance entre familles qui permet soit des échanges restreints, soit des échanges élargis qui essaient de sauvegarder le maximum de réciprocité contre les aléas démographiques, toujours à la limite de l'interdiction canonique.

Un modèle de comportement inverse et complémentaire se dégage dans les régions à culture extensive, où la propriété paysanne est beaucoup plus faible: un partage des biens presque égalitaire entre garçons et filles, une politique d'assimilation de la main-d'oeuvre saisonnière immigrée par la dotation des filles en biens fonciers et l'installation des nouvelles familles ainsi formés dans un mode de résidence de type uxorial. Entre ces deux modèles extrêmes de fonctionnement, il existe des systèmes intermédiaires dans les régions frontalières.

L'aspect économique qui constitue l'arrière-plan de ces modèles n'est pas déterminant mais complémentaire des oscillations démographiques et des pressions de l'Eglise. Cela ressort d'une analyse "nominative", qui prend en compte une longue série de généalogies familiales dans les deux régionstypes (la Campanie et les Pouilles) et nous rend une vision d'ensemble qui ne pourra que constituer une base essentielle pour toute étude de cas particulier dans le Midi italien, et un modèle d'analyse, à la fois anthropologique et historique, d'intérêt général pour le monde méditerranéen.

**SOMMAIRES DES DERNIERS NUMEROS/SUMÁRIO DOS ÚLTIMOS NÚMEROS:**

**MERIDIES Nº 1 DEZEMBRO 1984**

John Day

Aux origines de la pauvreté rurale dans la Sardaigne coloniale.

Arnindo dos SANTOS

Espace et société: la structure agraire de Chãos dans la région de Beira-Baixa au Portugal.

Dolors COMAS d'ARGEMIR

La estrutura familiar en el Pirineo de Aragon. Analisis contextual del processo de transformacion de las relaciones domesticas (siglos XIX y XX).

Lucia CARLE

Donne e case: il posto della donna nel sistema sociale di un paese dell'Alta Langa (fine XVIII<sup>o</sup> - XX<sup>o</sup> secolo).

Roberta SHAPIRO

Remarques sur la dot en Grèce.

**MERIDIES Nº 2 JUNHO 1985**

Raul ITURRA (I.S.C.T.E. Lisboa)

Stratégies de recrutement dans les relations sociales: un cas d'entraide en Galice rurale.

Maria Edy de CHONCHOL (CNRS Paris)

Logique paysanne dans la maîtrise de l'espace: le village  
São João do Monte au Portugal.

Armindo DOS SANTOS (E.H.E.S.S.)

Le vouvoiement et le tutoiement dans les relations de paren-  
té: le cas de Beira-Baixa au Portugal.

Leonardo PIASERE (Verona)

Faida e controllo sociale presso i Rom Xoraxané.

Milovan MITROVIĆ (UNIV. de Novi Sad)

La sociologie rurale en Yougoslavie.

Maria Edy de CHONCHOL

L'Eco-musée de Haute Alsace: Initiative qui Relie la Récupé-  
ration de l'Habitat Rural Traditionnel à un Projet Pédagogi-  
que.

Henrique COUTINHO GOUVEIA (IPPC - Lisboa)

Museologia Local e Museologia Popular - Hipótese de Trabalho  
no Caso dos Pequenos Museus Portugueses.

**MERIDIES Nº 3 JANEIRO/JUNHO 1986**

Stathis DAMIANAKOS (CNRS PARIS)

Paysanneries et Etat: repères théoriques pour une  
étude comparative entre la Grèce et la France

Roberta SHAPIRO (Université de Nantes)

Qui Prend Pays Prend Mari: rusticité,  
urbanité et mariage en Grèce

Roxane CAFTANZOGLU et Matina NAOUMI (EKKE Athènes)  
Structures Familiales dans un  
Village d'Epire: le cas de Syrrako

Dimitris PSYHOYOS (EKKE Athènes)  
Transformations Economiques et Sociales  
des Communautés Rurales de la Grèce

Bernard VERNIER (CSEC Paris)  
Filiation et pouvoir domestique en mer  
Egée: l'analyse des mariages entre proches  
cousins comme technique de contrôle

Colette PIAULT (CNRS PARIS)  
Le Film Ethnologique en Grèce

#### MERIDIES N° 4 JULHO/DEZEMBRO 1986

Antonio Reyes AGUILAR (Univ. de La Laguna - Tenerife)  
Del tomate al platano con el riego por "dulces".  
sistemas de riego en la isla de la Gomera

José Antonio FERNÁNDEZ DE ROTA y MONTER  
Paleontología semántica de la casa gallega

David D. GILMORE (Univ. of New York à Stony Brook)  
Fonctions sociales du carnaval en Andalousie  
rurale, 1936-1975

Juan J. PUJADAS (Univ. de Barcelona-Tarragona)  
Identidad cultural y cambio social en Aragón (España)

Marta MONTMANY MADURELL (Museu d'Arts, Indústries i Tradicions  
Populars Barcelona) Museos etnograficos: una propuesta  
de explotacion

MERIDIES est une publication de caractère international, dont l'aire spatiale circonscrite à l'Europe du Sud se prête au regroupement des travaux de chercheurs géographiquement dispersés. Son objectif est d'assurer des échanges sur l'ensemble de l'actualité scientifique propre au monde rural sud-européen. Il s'agit de donner à des chercheurs partageant des préoccupations communes, l'occasion de sortir de leur isolement géographique national et de s'exprimer dans cette tribune-forum librement ouverte aux confrontations critiques.